



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique.

L^e Année

Tome II N^o 3 - Septembre 1975

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale.**
- 4 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats de juillet 1975.**
- 1 Statistiques.**
- 135 Législation économique.**
- 159 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

RELEVEMENT DES PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DES QUOTAS D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE

La Banque Nationale de Belgique a décidé d'augmenter, à partir du 31 août 1975, les plafonds de réescompte et les quotas d'avances en compte courant décomptées au taux normal, qui sont attribués aux divers intermédiaires financiers.

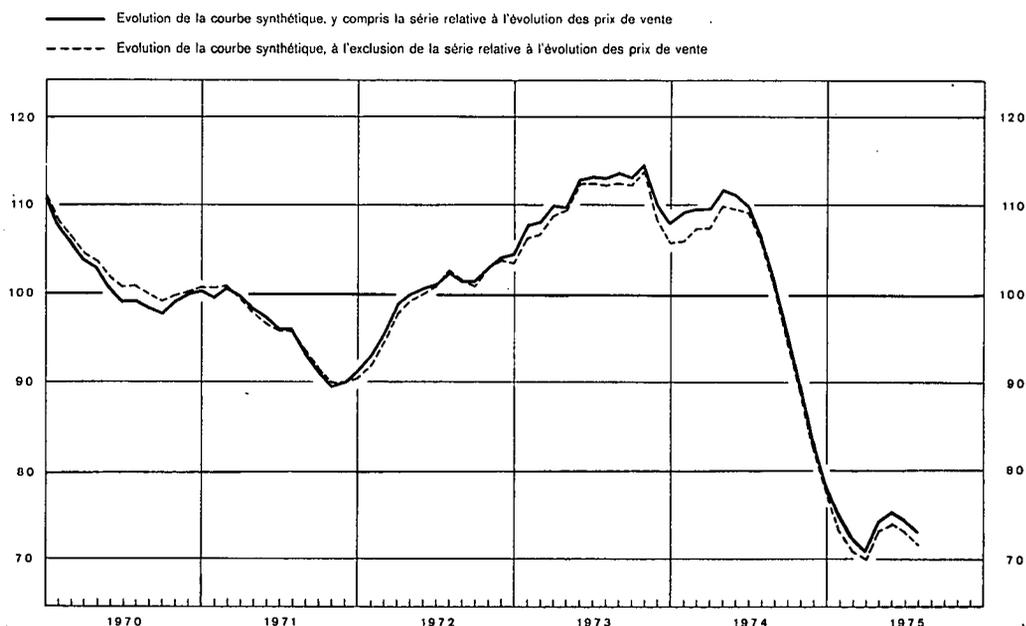
Cette mesure, dont les modalités essentielles sont reprises ci-après, assure aux intermédiaires financiers concernés la possibilité d'obtenir auprès de la Banque un montant accru de crédit, au meilleur coût. Par là, elle renforce également l'incidence de la baisse des taux officiels de la Banque entrée en vigueur le 21 août dernier.

L'augmentation au 31 août 1975 des plafonds de réescompte des banques soumises à la formule générale, a résulté à la fois de la réadaptation trimestrielle à l'évolution de la moyenne de leurs moyens d'action et de l'application à cette moyenne d'un pourcentage supérieur, soit 5,25 contre 4,75 auparavant. Les plafonds de réescompte des banques bénéficiant de la formule forfaitaire ainsi que ceux des autres intermédiaires financiers ont été relevés dans la même proportion. A la suite de ces majorations, les plafonds de réescompte s'élèvent à présent à 47,5 milliards de francs contre 43,3 milliards de francs auparavant.

Quant aux quotas mensuels d'avances en compte courant décomptées au taux normal, ils ont été relevés selon la même formule que celle utilisée pour les plafonds de réescompte. C'est ainsi qu'après avoir réadapté ces quotas à l'évolution de la moyenne des moyens d'action des intermédiaires financiers, la Banque a augmenté de 0,50 p.c. les divers coefficients dégressifs qui sont appliqués, selon une échelle déterminée, à cette moyenne préalablement divisée en tranches, pour fixer le montant de ces quotas. De la sorte, les susdits quotas s'élèvent à présent à 60,4 milliards de francs contre 50,2 milliards de francs auparavant.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DE JUILLET 1975



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix est passée de 74,11 points en juin 1975 à 73,07 points en juillet.

Ce repli résulte de la diminution de la valeur chiffrée de plusieurs indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière.

La courbe synthétique dans laquelle l'évolution des prix n'est pas comprise (trait interrompu) a diminué dans une mesure un peu plus marquée (de 72,96 à 71,80 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b	X. — Marché des changes.	
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2	XI. — Finances publiques.	
IV. — Industrie.			
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production manufacturière par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.			
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1972	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1972 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VII. — Indices de prix.		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	4. Stock monétaire	XIII - 4
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	— Destination économique apparente	XIII - 6
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	— Forme et localisation	XIII - 7
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers .

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des devoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
	(à fin d'année)							
Population totale	9.556	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.148	
dont : Hommes	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.068	
Femmes	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.080	
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866	3.906
dont : Agriculture	216	209	201	191	181	168	158	150
Industries extractives	83	74	67	60	52	49	47	42
Industries manufacturières	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248	1.266
Bâtiments et construction	296	304	304	307	311	313	301	298
Transports	266	263	268	272	282	290	297	303
Commerce, banques, assurances et services	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672	1.700
Chômeurs complets ²	67	92	110	88	76	75	92	96
Ouvriers frontaliers	58	53	53	53	54	52	51	51

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	546,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,1	18,8	20,7	22,6	22,4	23,7	25,3	29,9
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	55,3	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	130,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	104,4	114,3	121,9	132,3	139,3	160,0	189,6	212,2
5. Corrections et compléments	19,7	18,9	23,2	25,5	25,9	28,4	32,6	36,4
Ajustement statistique	-0,3	1,0	-2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,3	- 1,2	- 8,8
Total ...	450,4	482,0	512,0	567,5	635,6	722,1	828,8	946,6
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	28,1	26,5	30,2	34,6	29,6	31,9	43,9	48,5
2. Professions libérales ¹	22,5	24,0	26,3	28,7	32,3	34,7	39,3	43,6
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	110,2	114,4	122,3	130,5	139,5	142,2	153,4	165,5
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,2	8,3	8,9	10,1	10,8	10,6	11,6	13,1
Ajustement statistique	-0,1	0,4	-1,0	- 0,6	- 1,5	- 1,9	- 0,4	- 2,5
Total ...	168,9	173,6	186,7	203,3	210,7	217,5	247,8	268,2
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	34,9	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	73,3	87,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	36,9	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	49,1
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	45,0	61,1
Total ...	90,1	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	165,4	198,0
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	11,7	15,7	21,4	26,6	31,2	23,9	25,7	31,6
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,1	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,4	53,8
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,0	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	1,6	4,7	3,9	4,0	6,3	1,8	- 3,4	- 4,4
Total ...	5,6	9,2	8,7	9,1	12,1	8,6	4,0	3,9
G. Intérêts de la dette publique	-26,2	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-57,9
Revenu national net au coût des facteurs	718,6	767,0	824,1	916,5	1.019,0	1.115,3	1.261,4	1.444,2
H. Amortissements	86,2	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,5	160,1
Revenu national brut au coût des facteurs	804,8	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.253,4	1.410,9	1.604,3
I. Impôts indirects	119,4	130,6	138,9	153,1	165,2	177,0	184,9	204,9
J. Subventions	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-24,8
Produit national brut aux prix du marché	911,9	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.412,9	1.575,4	1.784,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I . 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

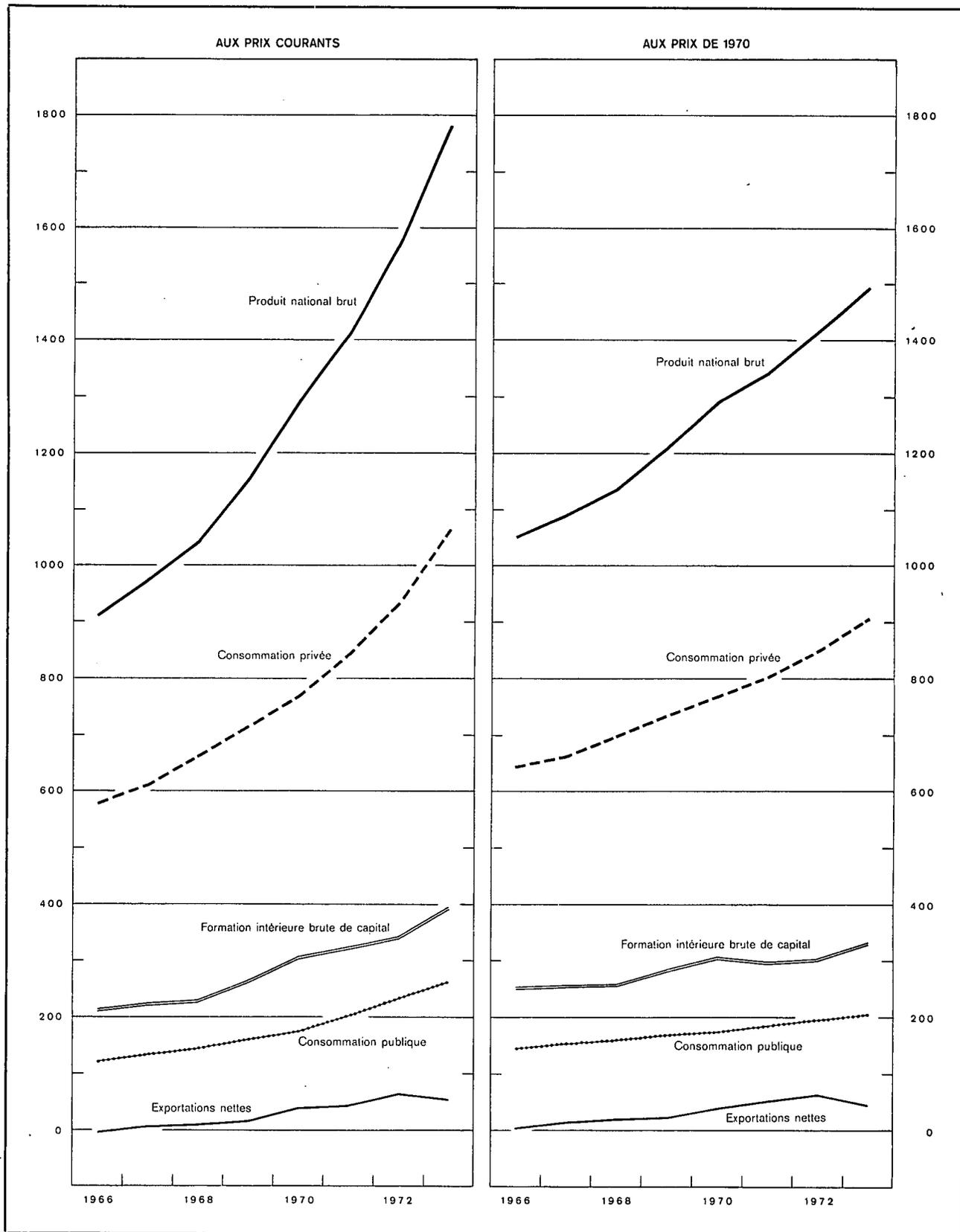
Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,2	42,5	46,7	51,2	46,0	48,6	61,5	68,0
2. Industries extractives	13,3	12,2	11,2	11,0	12,0	13,9	14,0	12,8
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	53,5	59,1	64,2	69,8	75,7	79,4	88,6	97,9
b) Textiles	24,0	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	31,3	34,0
c) Vêtements et chaussures	13,2	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	20,0	20,9
d) Bois et meubles	13,5	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,2	24,2
e) Papier, impression, édition	14,8	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	23,9	26,4
f) Industrie chimique et activités connexes	22,3	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	47,8	56,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	15,6	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	23,7	25,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	23,7	25,1	26,8	38,6	43,4	35,1	38,8	52,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	73,4	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	123,0	136,2
j) Industries non dénommées ailleurs	25,9	28,1	31,4	36,3	38,9	39,4	45,7	54,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>279,9</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>422,9</i>	<i>466,0</i>	<i>529,4</i>
4. Construction	62,5	69,0	67,0	71,8	88,6	98,7	106,5	118,5
5. Electricité, gaz et eau	21,4	23,4	25,1	27,9	29,4	37,2	40,1	46,4
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	156,9	171,5	181,7	201,5	222,9	262,4	284,5	324,8
b) Services financiers et assurances .	27,2	29,8	33,2	37,6	41,1	44,3	50,8	63,6
c) Immeubles d'habitation	49,2	51,8	54,6	58,0	61,3	64,1	68,6	74,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>233,3</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>370,8</i>	<i>403,9</i>	<i>462,5</i>
7. Transports et communications	63,6	67,6	76,1	83,3	92,6	104,8	119,1	137,1
8. Services	198,2	216,9	234,9	256,6	285,0	322,0	369,1	423,4
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,1	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,4
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 7,9	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-15,0	-18,9
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	—	-10,4	-14,7	-21,8
Ajustement statistique	- 4,6	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	1,4	4,3	5,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	905,0	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.400,6	1.558,0	1.766,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	6,9	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3
Produit national brut aux prix du marché	911,9	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.412,9	1.575,4	1.784,4

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	147,2	154,5	161,5	173,4	185,4	195,3	211,1	232,6
2. Boissons	28,8	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8
3. Tabac	12,0	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,5
4. Vêtements et effets personnels ...	54,0	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	83,2	92,8
5. Loyers, taxes, eau	61,2	64,8	68,3	72,6	77,7	83,3	89,6	97,9
6. Chauffage et éclairage	28,6	30,3	33,7	35,4	39,5	39,3	42,6	46,0
7. Articles ménagers durables	52,1	52,8	58,7	65,6	72,1	87,3	100,1	122,8
8. Entretien de la maison	26,0	28,1	30,6	33,3	35,5	39,0	42,2	49,3
9. Soins personnels et hygiène	40,7	44,8	49,6	53,6	60,4	65,7	75,4	85,2
10. Transports	54,7	58,1	64,0	70,5	73,9	80,7	95,1	107,6
11. Communications P.T.T.	3,8	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2
12. Loisirs	46,8	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	84,9	97,5
13. Enseignement et recherches	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
14. Services financiers	12,9	14,9	16,4	18,8	20,0	21,6	25,2	30,8
15. Services divers	3,9	4,3	4,5	4,9	5,2	5,3	5,9	6,8
16. Dépenses personnelles à l'étranger	13,4	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,4	34,5
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 11,5	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8
Ajustement statistique	3,7	- 0,8	5,2	7,3	2,0	5,0	- 2,0	4,4
Total ...	579,7	611,5	662,8	718,4	769,0	846,0	935,5	1.069,0
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	86,4	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,4
2. Achats courants de biens et services	28,4	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	57,2
3. Loyer imputé des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,0	4,5	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2
4. Loyer payé	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6
5. Amortissement des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,1	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,2
6. Amortissement mobilier et matériel	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8
Total ...	121,2	133,4	144,0	159,8	175,3	201,9	232,4	264,4
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,0	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	11,1
2. Industries extractives	1,7	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,6
3. Industries manufacturières	54,3	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	78,5
4. Construction	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,3
5. Electricité, gaz et eau	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	20,9
6. Commerce, banques, assurances ...	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8	35,4	41,0
7. Immeubles d'habitation	56,5	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,8	89,6
8. Transports et communications ...	20,7	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	34,7	40,9
9. Pouvoirs publics et enseignement .	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,5	61,2
10. Autres services	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1	10,8	12,4
11. Variations de stocks	7,7	5,3	8,9	20,1	19,6	18,1	14,2	23,8
Ajustement statistique	1,3	- 0,3	1,8	2,7	0,8	1,9	- 0,7	1,6
Total ...	213,4	223,6	229,5	264,0	307,5	323,3	341,9	396,9
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	22,6	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3
2. Exportations de biens et services ...	327,5	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5
Exportations totales	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	15,7	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0
4. Importations de biens et services ...	336,8	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7
Importations totales	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	628,9	683,7	888,7
Exportations nettes	- 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1
Produit national brut aux prix du marché	911,9	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.412,9	1.575,4	1.784,4

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	88	92	94	96	100	103	104	106
2. Boissons	76	81	85	92	100	106	112	122
3. Tabac	92	94	95	98	100	104	108	114
4. Vêtements et effets personnels ...	90	90	96	99	100	108	115	121
5. Loyers, taxes, eau	90	93	95	98	100	103	105	108
6. Chauffage et éclairage	78	82	90	94	100	97	108	113
7. Articles ménagers durables	78	78	85	94	100	112	124	145
8. Entretien de la maison	90	92	95	98	100	104	107	111
9. Soins personnels et hygiène	80	83	89	94	100	104	111	117
10. Transports	79	83	90	98	100	101	113	118
11. Communications P.T.T.	78	84	90	96	100	105	108	110
12. Loisirs	82	87	88	94	100	105	110	119
13. Enseignement et recherches	89	92	95	97	100	103	105	108
14. Services financiers	75	85	93	98	100	105	117	133
15. Services divers	87	92	94	98	100	100	104	114
16. Dépenses personnelles à l'étranger	77	81	84	96	100	105	109	134
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	71	75	83	95	100	96	95	113
Total ...	84	86	91	96	100	105	111	118
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	85	89	90	95	100	104	112	118
2. Achats courants de biens et services	80	87	95	103	100	110	113	116
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	73	81	87	92	100	110	116	122
Total ...	83	88	91	97	100	106	112	118
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	97	89	96	99	100	74	95	119
2. Industries extractives	89	81	96	105	100	110	117	105
3. Industries manufacturières	87	85	77	87	100	98	91	94
4. Construction	87	93	86	83	100	68	70	89
5. Electricité, gaz et eau	87	111	98	96	100	116	136	114
6. Commerce, banques, assurances ...	82	80	84	92	100	113	122	135
7. Immeubles d'habitation	94	93	89	92	100	79	86	100
8. Transports et communications ...	95	103	102	101	100	110	115	130
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	60	73	87	91	100	115	120	107
10. Enseignement	93	90	97	97	100	100	104	94
11. Autres services	67	71	72	88	100	107	111	122
Total ...	83	84	84	93	100	97	99	109
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	48	51	57	74	100	107	112	149
2. Exportations de biens et services ...	65	70	79	91	100	107	118	134
Exportations totales	64	68	77	89	100	107	117	136
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	44	51	72	100	107	104	151
4. Importations de biens et services ...	69	72	81	93	100	106	115	136
Importations totales	67	70	79	92	100	106	114	137
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	81,3	84,6	88,2	93,9	100,0	103,9	109,8	115,6

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1972 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1973	5,4	38,2	48,1	91,7	8,2	1,9	4,5	14,9	14,2
1974	7,7	47,5	49,5	104,7	8,5	2,0	3,6	13,0	13,5
1973 2 ^e trimestre	4,0	34,5	47,7	86,2	8,6	1,4	3,9	15,9	14,0
3 ^e trimestre	3,8	35,7	47,4	86,9	8,8	2,3	4,1	13,6	16,5
4 ^e trimestre	7,0	41,1	48,7	96,8	8,0	2,2	4,9	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	6,9	43,5	49,9	100,3	7,6	1,4	3,3	15,6	14,3
2 ^e trimestre	4,6	38,7	48,6	91,9	8,7	1,0	2,7	14,4	17,6
3 ^e trimestre	5,6	45,1	48,7	99,4	9,0	2,6	3,6	10,9	14,9
4 ^e trimestre	13,7	62,7	50,9	127,3	8,5	3,1	4,7	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	17,7	80,7	54,0	152,4	8,3	2,2	4,9	11,2	5,0
2 ^e trimestre	16,8	89,1	55,2	161,1	10,5	1,8	4,7	11,9	4,2
1974 Août	4,6	43,8	48,2	96,6	9,0	2,6	3,5	11,2	15,6
Septembre	7,7	48,3	48,7	104,7	9,0	3,4	4,1	12,5	12,1
Octobre	11,5	55,1	49,7	116,3	8,9	3,1	4,6	14,7	8,9
Novembre	13,3	61,2	50,9	125,4	8,5	2,9	4,8	9,7	7,0
Décembre	16,3	71,7	52,1	140,1	8,0	2,4	4,7	8,7	5,7
1975 Janvier	17,6	76,8	53,4	147,8	8,0	2,4	4,9	12,0	5,3
Février	18,1	81,2	54,0	153,3	8,1	2,3	5,0	10,2	4,8
Mars	17,6	84,0	54,4	156,0	8,8	2,0	4,7	11,5	4,9
Avril	17,4	87,9	55,0	160,3	9,7	1,9	4,9	12,8	4,3
Mai	16,9	88,9	55,3	161,1	10,5	1,8	4,6	11,3	4,2
Juin	16,2	90,6	55,2	162,0	11,3	1,8	4,6	11,6	4,2
Juillet	16,6	100,0	55,7	172,3	11,8	3,2	5,2	6,4	3,4
Août	16,5	102,6	55,3	174,4	12,1	4,2	6,0	8,2	4,0

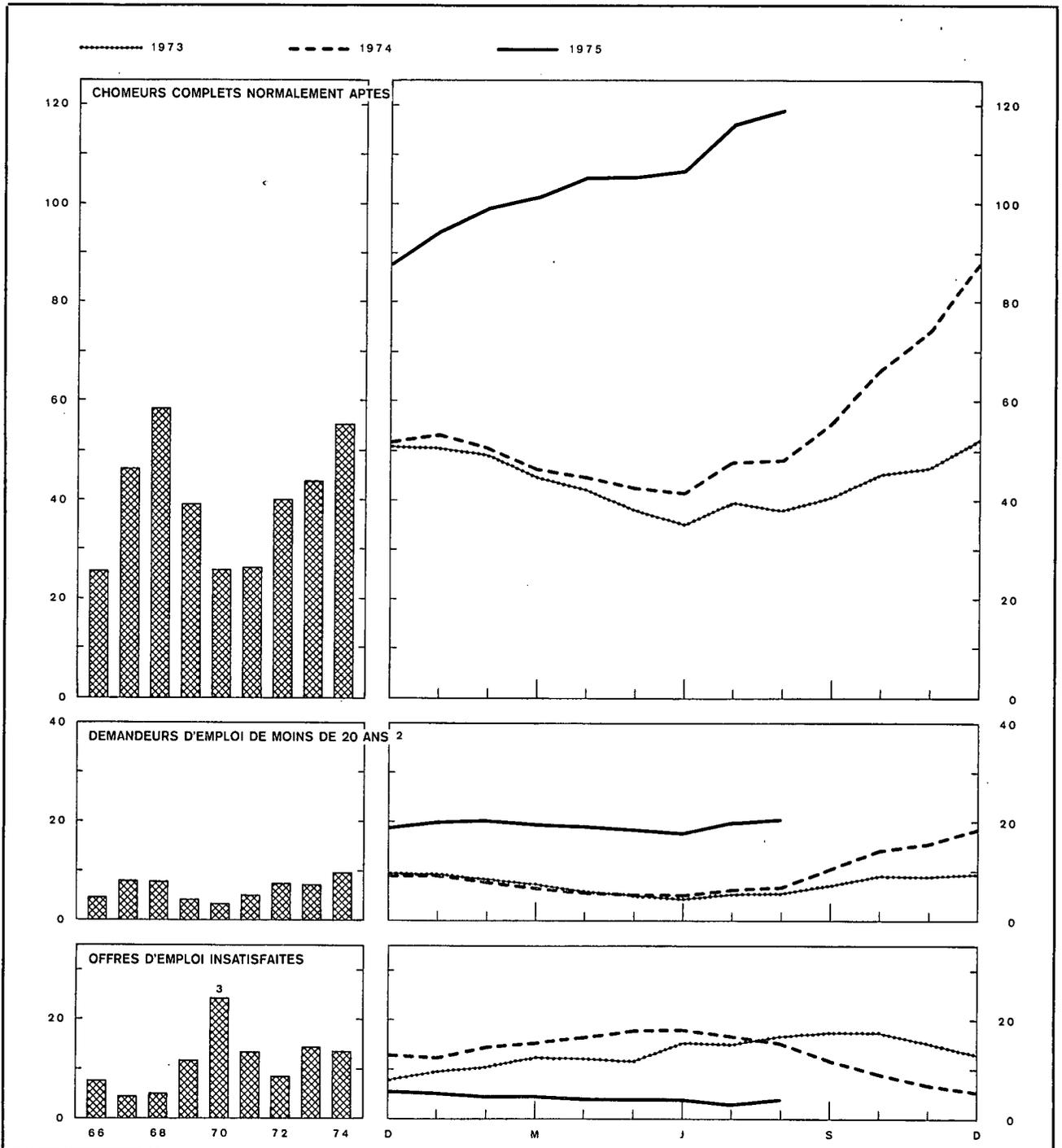
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	201	197	181	193	204	193	190	178
Autres céréales panifiables	31	27	26	32	30	25	22	19
Céréales non panifiables	249	249	255	229	228	230	224	200
Betteraves sucrières	90	90	90	93	101	104	105	124
Autres plantes industrielles	17	19	11	16	11	11	12	12
Pommes de terre	47	43	46	42	37	43	40	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	34	31	28	27	27	22
Prés et prairies	791	788	795	782	768	762	753	740
Cultures maraîchères	20	23	25	25	24	27	29	} 148
Cultures fruitières	27	26	20	19	18	17	16	
Divers	57	57	59	64	72	73	79	
Total ...	1.564	1.553	1.542	1.529	1.521	1.512	1.497	1.479
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	839	754	708	878	916	976	1.004	
Avoine	315	281	194	278	244	246	222	
Orge	574	555	525	588	637	716	699	
Autres céréales	144	132	123	168	149	156	142	
Betteraves sucrières	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	
Pommes de terre	1.566	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	2.799	2.839	997	967	964	994	1.003	1.003
Autres bovidés			1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	1.982
Porcs	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.581
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	576	599	695	729	753	798	884	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	30,7	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	p 23,2
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,9	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7
Poissons ronds	28,6	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0
Poissons plats	12,3	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1
Autres	3,8	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5
Crustacés et mollusques	2,0	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9

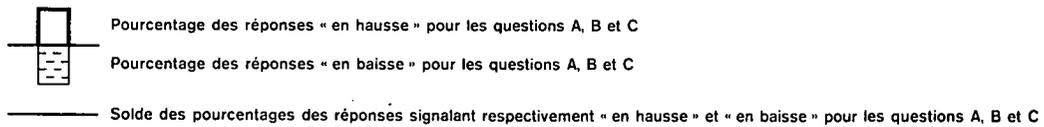
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

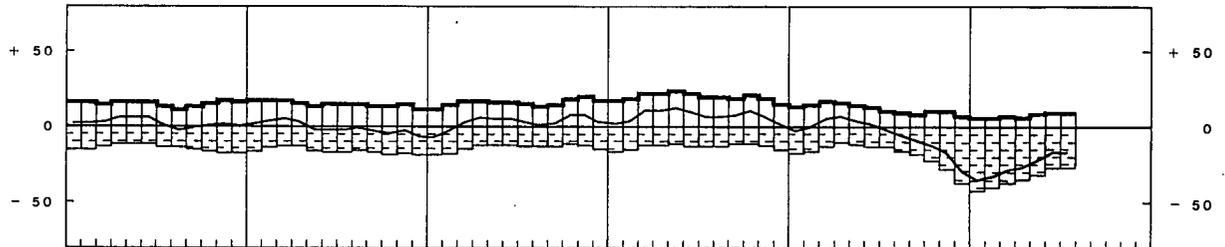
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

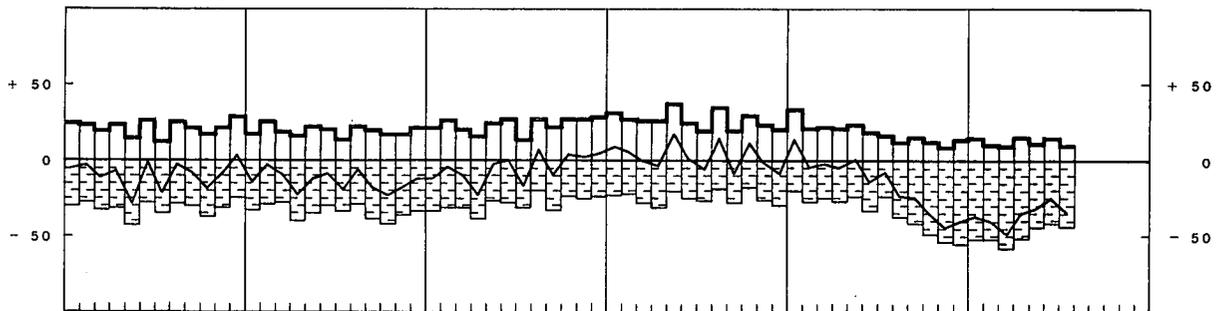
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



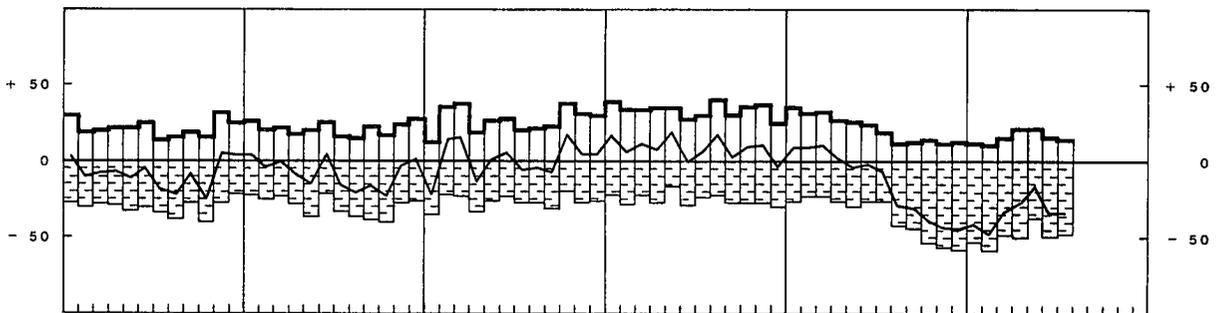
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



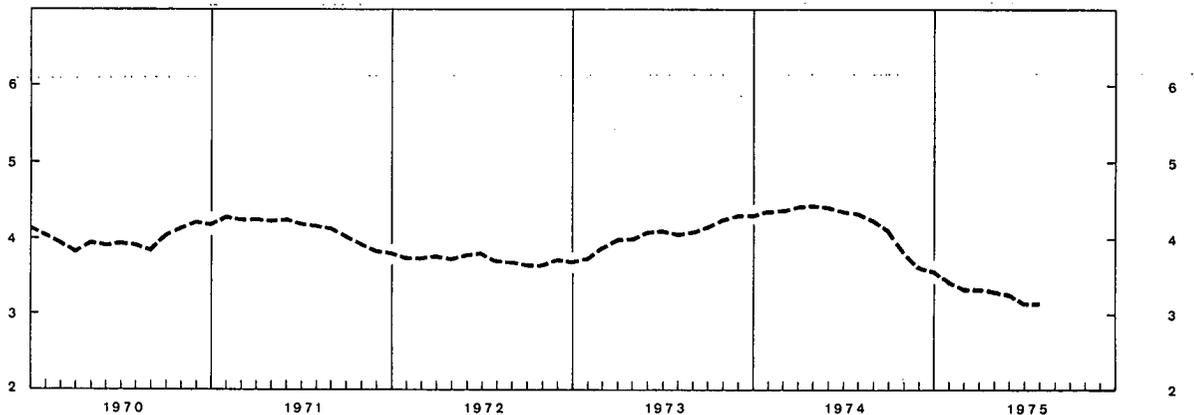
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

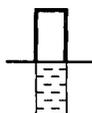


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

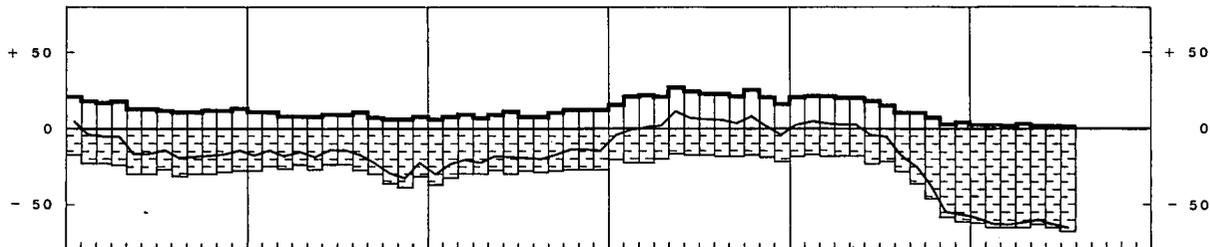
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J

Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

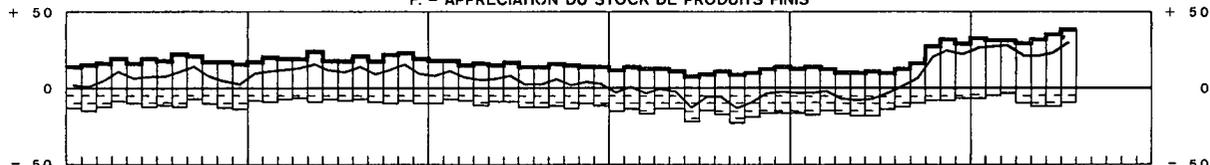
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

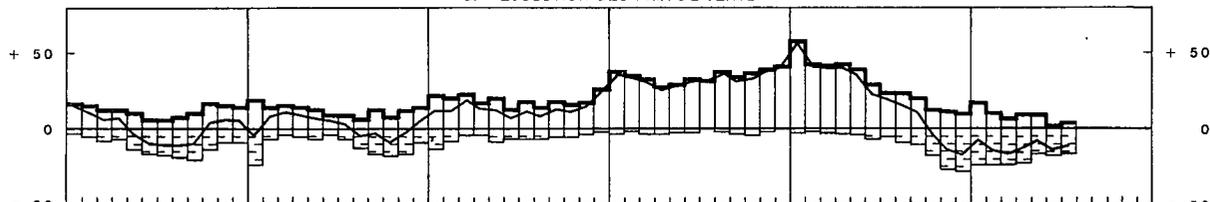
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



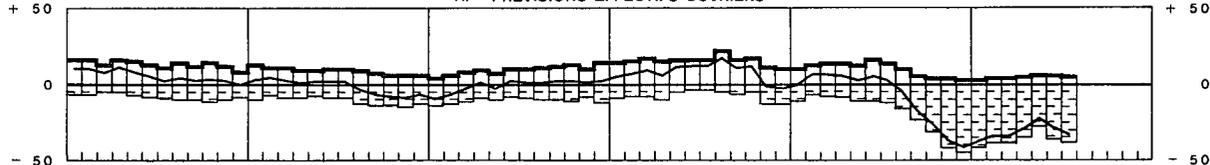
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



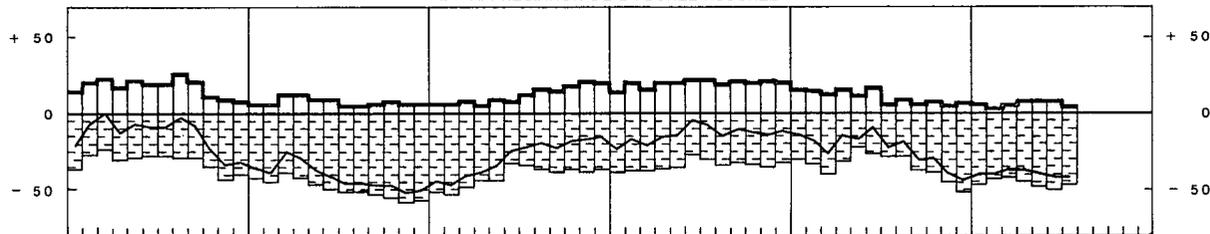
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



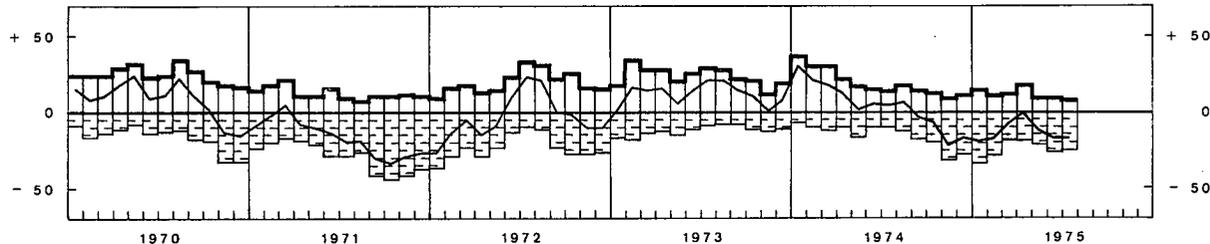
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Agéfi :
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	Indice général
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1974 et 1975	100,0	95,9	4,1	59,3	15,2	14,1	11,4	
1967	83	81	132	84	89	82	77	82
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	p 120	p 123	75	p 119	119	p 123	p 124	108
1973 2 ^e trimestre	115	117	85	112	116	121	110	114
3 ^e trimestre	107	110	65	102	114	108	108	108
4 ^e trimestre	123	126	79	120	121	126	124	113
1974 1 ^{er} trimestre	124	127	77	124	120	129	123	108
2 ^e trimestre	124	127	79	123	123	127	121	110
3 ^e trimestre	p 113	p 115	67	110	117	112	118	109
4 ^e trimestre	p 121	p 123	76	p 119	118	p 123	p 132	107
1975 1 ^{er} trimestre	p 114	p 116	72	p 110	113	p 122	p 124	96
2 ^e trimestre	p 110	p 112	p 73	p 106	p 110	p 119	p 123	p 97
1974 Juillet	98	100	55	97	109	87	96	108
Août	113	116	69	111	117	113	120	109
Septembre	p 128	p 130	78	123	125	136	137	109
Octobre	p 134	p 136	85	p 130	131	140	p 142	111
Novembre	p 118	p 120	76	p 116	116	117	p 127	107
Décembre	p 112	p 114	67	p 110	107	p 113	p 127	101
1975 Janvier	p 118	p 121	75	p 115	120	p 119	p 130	100
Février	p 110	p 113	68	p 106	108	p 122	p 122	93
Mars	p 113	p 115	73	p 109	110	p 124	p 119	94
Avril	p 115	p 117	p 82	p 109	p 118	p 131	p 128	95
Mai	p 102	p 105	p 66	p 100	p 99	p 109	p 114	p 98
Juin	p 113	p 115	p 73	p 109	p 112	p 118	p 126	p 98
Juillet								p 88

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabri- cations métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimen- taires et fabrica- tion des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrica- tion d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distri- bution d'eau
		Sidérurgie	Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étriage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1974 et 1975 ¹	29,0	10,5	2,9	2,1	11,7	8,7	7,6	6,3	5,9	5,1	3,9	2,7	1,1	1,1
1967	79	80	81	83	71	88	87	86	78	80	89	77	58	89
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	p 119	127	p 106	117	142	121	101	108	141	161	116	122	101	119
1973 2 ^e trimestre	106	124	93	115	137	114	110	112	128	156	114	115	129	116
3 ^e trimestre	103	110	87	111	127	119	91	102	123	131	105	105	123	120
4 ^e trimestre	119	128	103	123	146	128	111	110	149	161	114	121	131	115
1974 1 ^{er} trimestre	120	134	110	127	152	114	114	109	147	169	121	131	84	115
2 ^e trimestre	117	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	p 112	117	97	106	131	124	84	102	131	143	110	114	113	121
4 ^e trimestre	p 126	118	p 109	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	p 118	104		106	127	111	90	96	141	157	124	109	82	119
2 ^e trimestre	118				124	109	85		126	159	114	102	93	118
1974 Juin	112	133	97	127	145	123	110	114	129	169	108	125	123	126
Juillet	91	117	79	97	118	121	69	90	120	118	74	88	119	122
Août	115	113	100	105	130	125	82	105	131	134	109	116	116	121
Septembre	p 131	121	112	118	145	126	102	112	142	177	147	137	103	120
Octobre	p 136	130	117	121	151	130	107	116	160	179	144	137	119	123
Novembre	p 122	118	p 109	108	132	121	89	104	149	145	108	115	118	115
Décembre	p 119	105	p 100	102	122	114	86	97	146	160	94	100	119	110
1975 Janvier	p 125	112	p 116	105	131	123	89	97	147	153	111	118	89	126
Février	p 116	99	p 102	104	123	104	90	92	133	158	127	100	87	116
Mars	p 114	100		110	126	106	90	101	142	161	134	110	71	116
Avril	p 123	87			131	115	96	95	135	172	135	111	68	119
Mai	p 110	97			114	97	80	99	119	140	100	90	106	112
Juin	p 121				126	115	81		123	165	106	106	106	122

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,4 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importa- tions de gaz naturel	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion		Consom- mation intérieure
		Total	Dont :									
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		
1967	1.440	1.225	142	448	414	23	571	573	1.370	1.632	1.884	
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088	
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303	
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413	
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633	
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972	
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260	
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397	
1973 2 ^e trimestre	3.212	1.971	229	760	727	704	636	712	774	1.249	3.086	
3 ^e trimestre	3.066	1.590	210	481	615	652	644	668	581	1.096	2.967	
4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	728	721	1.347	3.590	
1974 1 ^{er} trimestre	2.079	1.831	198	844	587	1.151	674	770	742	1.415	3.540	
2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	686	799	684	1.278	3.223	
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163	
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663	
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393	
2 ^e trimestre							p 521	p 535	639	p 1.077	3.035	
1974 Juillet	2.954	1.362	223	442	517	754	694	764	546	1.458	2.900	
Août	2.882	1.398	211	372	601	765	706	705	548	1.202	3.167	
Septembre	2.568	2.054	217	740	710	839	657	665	655	1.527	3.423	
Octobre	2.953	2.079	236	876	745	1.427	669	700	752	1.241	3.866	
Novembre	2.938	1.630	207	560	693	955	637	706	685	1.357	3.600	
Décembre	2.952	2.102	263	878	799	932	631	666	647	1.284	3.522	
1975 Janvier	2.204	2.209	231	1.035	794	992	612	705	726	1.230	3.551	
Février	2.174	2.103	193	702	1.025	903	542	632	664	1.350	3.205	
Mars	1.764	1.227	209	770	73	1.092	599	606	671	1.273	3.423	
Avril	1.688	1.804	262	895	431		p 544	p 522	756	p 1.159	3.252	
Mai							p 521	p 575	551	p 1.020	2.879	
Juin							p 497	p 509	611	p 1.053	2.974	
Juillet							p 357	p 369	466	p 722		

Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et ohmiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimetal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1967	810	626	6,7	6,7	13,4	13,7
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1973 2 ^e trimestre	1.319	973	12,4	20,6	33,0	31,0
3 ^e trimestre	1.178	837	11,4	18,6	30,0	26,7
4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,9	23,3	38,2	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	1.426	1.079	14,1	23,4	37,5	33,2
2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	p 15,6	p 24,5	p 40,1	p 35,9
2 ^e trimestre	p 1.057					
1974 Août	1.199	908	12,4	18,9	31,3	28,2
Septembre	1.261	1.029	14,9	22,2	37,1	36,5
Octobre	1.375	1.102	15,9	25,1	41,0	40,5
Novembre	1.298	926	12,8	24,3	37,1	35,7
Décembre	1.133	803	17,2	21,9	39,1	38,7
1975 Janvier	1.287	835	p 16,6	p 23,4	p 40,0	p 34,3
Février	1.147	739	p 16,6	p 22,0	p 38,6	p 36,2
Mars	1.194	693	p 13,4	p 28,3	p 41,7	p 37,2
Avril	998	657				
Mai	1.070	723				
Juin	p 1.103					
Juillet	p 698					
Août	p 412					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1967 .....	.....	5,8	2.773	.....	.....	.....	0,7	2.154	.....	.....	89
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,6	1.861	1,3	0,7	2.799	0,5	1.949	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.839	0,9	0,4	2.268	0,5	2.225	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,3	2.321	1,0	0,6	2.801	0,5	2.290	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,1	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,4	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1973 2 ^e trimestre	4,1	7,2	3.822	6,4	3.420	1,2	0,8	3.134	0,6	3.240	—
3 ^e trimestre	3,5	6,9	3.463	4,9	2.587	1,1	0,8	3.666	0,5	1.985	—
4 ^e trimestre	3,4	5,7	3.039	4,4	2.258	1,2	0,7	2.671	0,4	1.962	—
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,4	2.945	0,6	3.068	—
2 ^e trimestre	3,5					0,9					
1974 Juin	4,6	7,5	4.127	5,5	2.984	1,2	0,7	2.988	0,5	1.882	97
Juillet	4,9	9,9	4.770	4,6	2.414	1,4	0,8	3.710	0,4	1.511	97
Août	3,8	6,9	3.536	6,6	3.556	1,0	0,6	3.083	0,6	2.833	97
Septembre	3,2	7,4	4.093	5,6	2.977	1,0	0,5	2.889	0,5	2.476	97
Octobre	3,4	5,4	2.972	4,6	2.452	1,2	0,5	3.116	0,4	1.794	97
Novembre	2,9	5,0	2.624	4,2	2.251	0,7	0,4	2.918	0,4	3.133	98
Décembre	2,6	4,7	2.433	3,6	1.810	0,8	0,4	4.184	0,3	2.656	99
1975 Janvier	3,0	5,2	3.151	5,0	2.438	0,8	0,4	1.955	0,3	1.010	99
Février	3,0	6,3	3.519	6,8	3.315	0,9	0,4	1.911	0,6	3.255	99
Mars	2,8	6,2	3.082	9,3	4.152	0,8	0,5	4.968	1,0	4.938	99
Avril	3,4	7,2	3.898	9,5	5.102	1,0	0,5	2.858	0,9	3.949	98
Mai	3,3					0,8					98
Juin	3,7					1,0					

¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyennes de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	116	+ 3,6	115	122	+ 6,1	112	114	+ 1,2
2 ^e trimestre	114	117	+ 2,6	114	123	+ 7,9	113	113	+ 0,2
3 ^e trimestre	115	116	+ 0,9	115	122	+ 6,1	113	112	- 1,3
4 ^e trimestre	117	112	- 4,3	118	117	- 0,8	116	109	- 5,9
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	113	- 7,4	114	105	- 7,7
2 ^e trimestre	117			123			113		
3 ^e trimestre	116			122			112		
4 ^e trimestre	112			117			109		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	110	104	- 5,5	105	123	+ 17,0
2 ^e trimestre	120	125	+ 4,2	110	110	...	114	125	+ 9,6
3 ^e trimestre	122	126	+ 3,3	111	110	- 0,9	118	119	+ 0,9
4 ^e trimestre	122	118	- 3,3	110	107	- 2,7	120	111	- 7,6
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	104	106	+ 1,9	123	109	- 11,0
2 ^e trimestre	125			110			125		
3 ^e trimestre	126			110			119		
4 ^e trimestre	118			107			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	115	122	+ 6,1	119	127	+ 6,7	114	124	+ 8,8
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	120	124	+ 3,3	112	119	+ 6,1
3 ^e trimestre	119	124	+ 4,2	119	121	+ 1,7	115	120	+ 4,6
4 ^e trimestre	121	120	- 0,8	120	119	- 0,8	120	114	- 5,4
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	122	116	- 4,9	127	.....	.....	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122			124			119		
3 ^e trimestre	124			121			120		
4 ^e trimestre	120			119			114		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain.* — *Agence écono-*

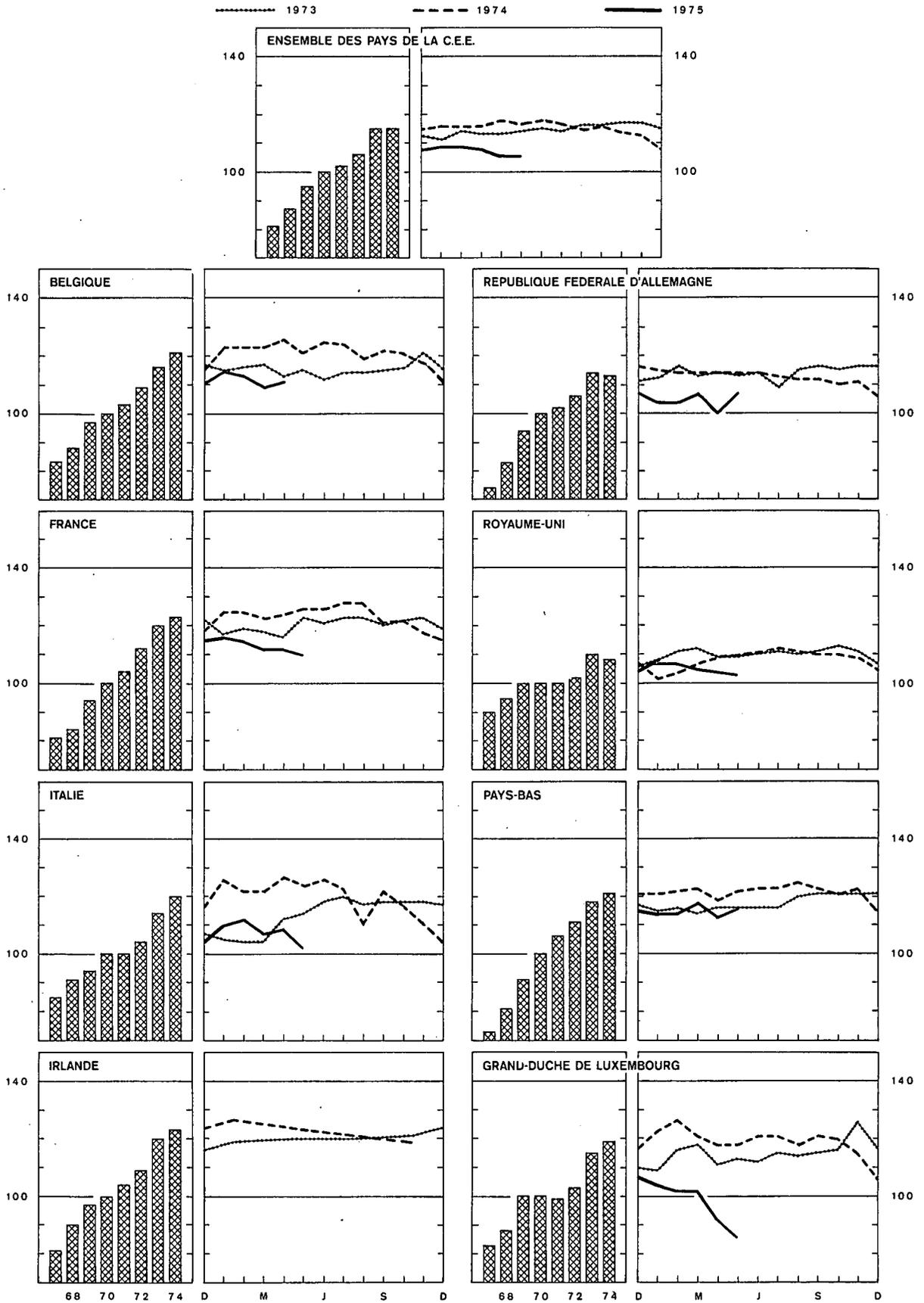
mique et financière. — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total			dont
	(millions)				(milliers de tonnes)	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1973 2 ^e trimestre	686	680	6.433	1.603	1.749	313,6	49,4
3 ^e trimestre	645	635	5.822	1.403	1.656	409,2	57,1
4 ^e trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	252,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
1974 Juin	727	806	7.096	1.578	1.877	375,1	59,3
Juillet	649	792	6.887	1.733	2.022	448,0	63,6
Août	644	744	6.482	1.577	1.830	456,0	65,5
Septembre	698	715	6.469	1.637	1.709	412,7	62,2
Octobre	701	847	7.531	1.858	2.008	320,0	54,9
Novembre	697	718	6.398	1.720	1.671	243,4	47,4
Décembre	675	759	6.695	1.699	1.861	297,4	51,9
1975 Janvier	695	668	5.971	1.678	1.770	291,9	48,7
Février	686	665	5.941	1.617	1.620	223,4	42,1
Mars	705	652	5.639	1.422	1.529	302,5	55,8
Avril	702	654	5.563	1.535	1.433	284,3	49,5
Mai	709	565	4.959	1.359	1.320	290,5	49,6
Juin	713	547	4.912	1.124	1.371	337,0	52,5

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse
zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130		
1973 1 ^{er} trimestre ..	5.274	2.985	2.593	641	873	360	1.535	442	83	8.475	568
2 ^e trimestre ..	5.313	3.466	2.564	568	682	340	1.709	831	105	7.978	474
3 ^e trimestre ..	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre ..	5.270	3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre ..	5.050	3.534	2.583	671	749	309	1.499	477	130	8.778	568
2 ^e trimestre ..	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135		
3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139		
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114		
1975 1 ^{er} trimestre ..		3.093	2.634		874	498		451	118		
1974 Mars	4.970	3.086	2.611	741	705	220	1.583	582	96	9.113	598
Avril	5.220	3.275	2.769	681	898	434	1.704	847	132	9.683	633
Mai	5.754	3.624	2.459	827	989	522	2.167	711	113		
Juin	5.675	3.601	2.949	861	750	656	2.069	592	160		
Juillet	5.377	4.477	3.072	874	867	320	2.025	1.569	165		
Août	5.452	3.606	2.735	894	949	531	1.817	678	145		
Septembre ...	5.265	3.416	3.318	774	958	114	1.818	627	108		
Octobre	5.471	3.746	3.193	720	791	632	1.825	504	151		
Novembre	5.536	3.195	2.519	793	907	390	1.906	603	107		
Décembre	4.961	2.728	2.689	737	874	262	1.945	804	85		
1975 Janvier		2.528	2.484		677	581	1.833	633	143		
Février		3.517	2.887		976	483	1.879	239	106		
Mars		3.235	2.532		968	431		480	104		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1973 1 ^{er} trimestre	427	204	37	22	24	30	24
2 ^e trimestre	2.154	1.500	103	114	126	133	50
3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
1974 Mars	519	226	46	27	36	41	48
Avril	1.728	1.290	75	50	93	77	37
Mai	1.848	1.244	95	103	122	84	56
Juin	3.060	2.207	100	212	130	181	69
Juillet	8.122	6.509	144	822	161	223	72
Août	7.361	5.892	247	320	190	411	59
Septembre	1.928	1.281	107	88	114	117	61
Octobre	736	344	55	48	52	55	44
Novembre	611	294	51	31	31	37	29
Décembre	609	373	39	33	24	29	21
1975 Janvier	430	193	48	26	27	28	25
Février	447	200	40	28	30	33	23
Mars	728	367	52	37	72	60	28

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habillem- ent 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	p 147	156	97	191	184	p 139	p 158	p 204	p 164	p 159	p 124
1973 1 ^{er} trimestre	116	118	95	145	135	114	108	154	133	124	111
2 ^e trimestre	133	134	98	159	149	122	151	171	143	140	124
3 ^e trimestre	122	128	91	150	156	121	119	164	133	130	114
4 ^e trimestre	145	165	104	189	180	141	162	197	155	157	135
1974 1 ^{er} trimestre	p 129	133	95	169	159	p 126	p 126	p 178	p 146	p 139	p 116
2 ^e trimestre	p 152	152	98	186	180	p 137	p 171	p 206	p 169	p 161	p 128
3 ^e trimestre	p 143	154	94	189	189	p 138	p 146	p 202	p 162	p 155	p 119
4 ^e trimestre	p 164	186	101	222	209	p 155	p 189	p 231	p 180	p 179	p 133
1975 1 ^{er} trimestre	p 147	147	93	201	197	p 142	p 148	p 198	p 176	p 160	p 117
1974 Mai	p 155	154	98	191	183	p 138	p 172	p 212	p 176	p 165	p 131
Juin	p 153	155	95	183	181	p 137	p 165	p 210	p 172	p 162	p 127
Juillet	p 141	160	94	189	190	p 135	p 149	p 200	p 164	p 155	p 119
Août	p 137	151	96	187	198	p 142	p 127	p 193	p 155	p 151	p 115
Septembre	p 150	152	92	191	178	p 137	p 161	p 213	p 168	p 160	p 122
Octobre	p 161	166	103	221	194	p 147	p 200	p 221	p 177	p 174	p 132
Novembre	p 144	178	93	203	204	p 143	p 162	p 198	p 165	p 160	p 119
Décembre	p 187	214	108	242	230	p 177	p 204	p 274	p 199	p 202	p 149
1975 Janvier	p 144	147	94	204	193	p 142	p 145	p 193	p 173	p 159	p 117
Février	p 137	137	88	186	187	p 134	p 125	p 186	p 169	p 149	p 108
Mars	p 160	155	98	212	210	p 151	p 173	p 214	p 186	p 172	p 125
Avril	p 167	156	99	226	206	p 152	p 192	p 220	p 198	p 180	p 129
Mai	p 167	173	103	227	224	p 163	p 189	p 224	p 184	p 181	p 129

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,3	9,9	11,0	8,4	13,0	4,8	4,2	4,0
2 ^e semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1971 2 ^e semestre	53	33	2	18	123	51	12	60
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1972 1 ^{er} semestre ...	879	5	1	1	81	23	7	237	84	7	431	2
2 ^e semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^e semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0

Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1973 2 ^e trimestre	40	3	484	6.682	1.411	6.685	1.895	2.443	253	9.128	2.148
3 ^e trimestre	40	3	522	6.490	1.759	6.493	2.281	2.880	268	8.873	2.549
4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	434	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
1974 Juillet	37	3	505	8.434	2.192	8.437	2.697	3.247	357	11.684	3.054
Août	37	3	381	7.512	1.727	7.515	2.108	2.775	306	10.290	2.414
Septembre	37	3	380	8.246	1.788	8.249	2.168	2.986	327	11.235	2.495
Octobre	37	4	440	9.465	1.965	9.469	2.405	3.511	370	12.980	2.775
Novembre	37	4	690	8.142	1.655	8.146	2.345	2.966	300	11.112	2.645
Décembre	37	4	769	9.238	1.864	9.242	2.633	3.600	374	12.842	3.007
1975 Janvier	36	4	544	9.422	1.932	9.426	2.476	3.399	360	12.825	2.836
Février	36	3	602	8.233	2.140	8.236	2.742	2.975	325	11.211	3.067
Mars	36	4	711	8.145	1.734	8.149	2.445	3.123	330	11.272	2.775
Avril	35	4	573	9.478	2.038	9.482	2.611	3.544	392	13.026	3.003
Mai	35	4	677	8.480	1.945	8.484	2.622	3.192	339	11.676	2.961
Juin	35	4	628	8.640	1.761	8.644	2.389	3.183	368	11.827	2.757
Juillet	35	4	599	9.070	2.125	9.074	2.724	3.189	375	12.263	3.099

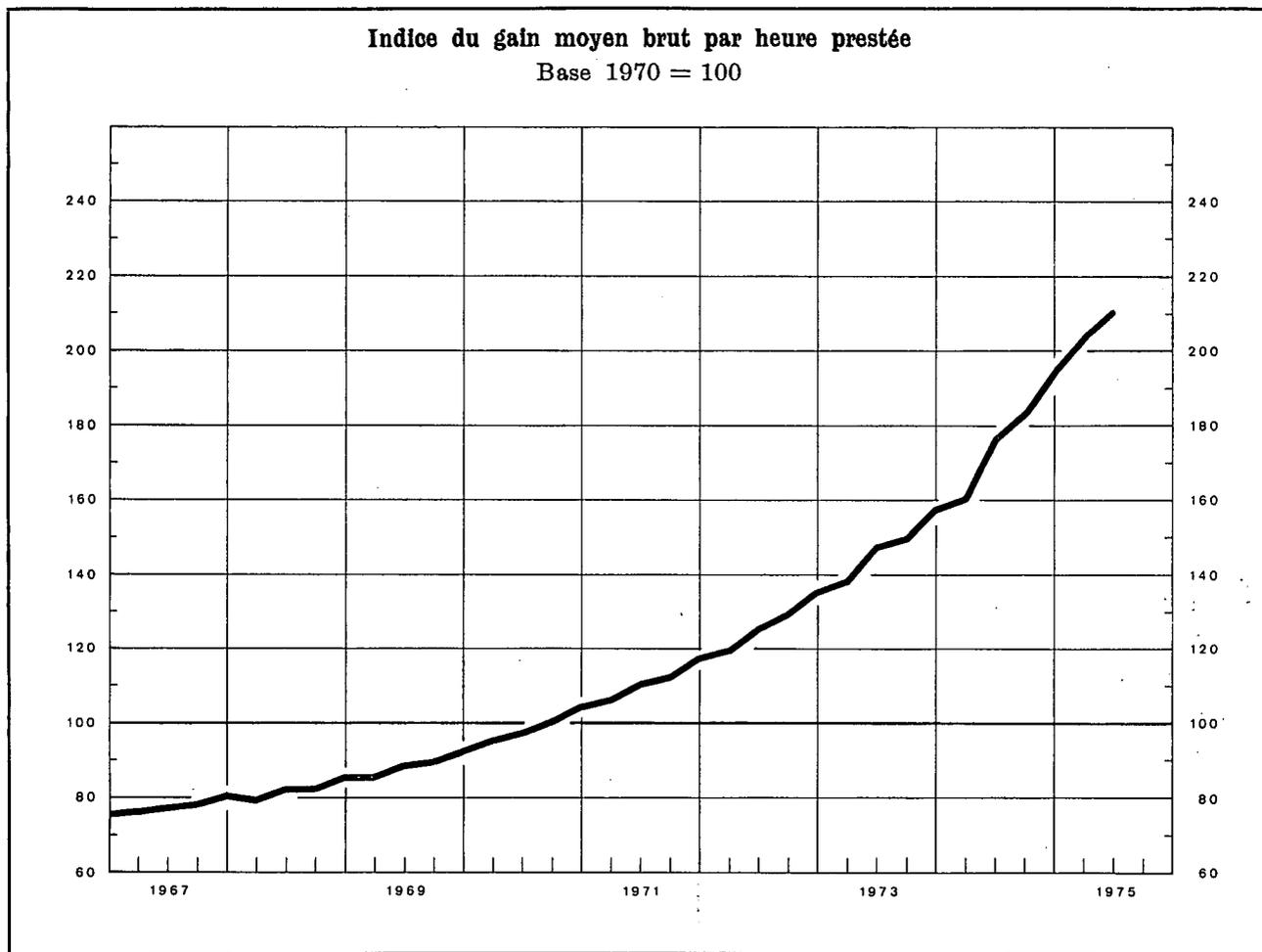
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ¹		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1967	79	80	78	77	80,0	80,4	83,5	82,3
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	r 166,0	r 158,0
1973 Juin	148	141	143	150	143,5	144,5	136,8	130,1
Septembre	150	145	148	153	147,6	149,4	141,1	133,5
Décembre	158	149	152	160	152,3	153,6	143,7	136,0
1974 Mars	162	157	161	164	160,3	162,1	152,8	147,6
Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	r 151,2
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,5	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	r 178,9	r 171,3
1975 Mars	p 205	p 195	p 204	p 211	r 200,5	200,7	r 187,2	180,9
Juin	p 211	p 201	p 211	p 217	207,5	207,2	192,2	184,6

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1968 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,081.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUYRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	120,24	132,45	140,51	156,12	169,25
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	89,45	97,80	103,50	115,10	126,29
Total des industries extractives	107,41	114,71	123,23	137,36	149,87
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	108,07	118,41	120,40	137,07	149,34
Raffinage de pétrole	143,02	154,77	158,29	174,09	190,20
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz de vapeur et d'eau chaude	127,41	139,59	149,42	168,15	175,63
Production et première transformation des métaux	113,16	126,91	128,05	146,79	162,63
Industrie des produits minéraux non métalliques	89,95	100,72	103,28	116,79	129,20
Industrie chimique	99,18	109,44	111,32	129,29	139,94
Production de fibres artificielles et synthétiques	100,27	109,80	114,18	130,07	141,15
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et de matériel de transport)	88,99	98,96	102,41	112,58	128,28
Construction de machines et de matériel mécanique	94,23	104,40	107,99	118,19	133,94
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	78,98	88,76	91,49	100,12	116,92
Construction électrique et électronique	86,96	97,79	100,59	112,12	126,83
Construction d'automobiles et pièces détachées	104,33	114,96	120,08	131,71	146,54
Construction d'autre matériel de transport	102,11	112,95	115,78	128,62	144,76
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	79,03	88,28	91,43	101,77	117,18
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	80,06	84,83	91,23	100,78	114,63
Industrie textile	74,68	81,93	85,20	93,87	107,06
Industrie du cuir	72,66	78,01	82,04	89,51	98,11
Industrie des chaussures et de l'habillement	60,21	65,93	68,32	77,97	85,44
Industrie du bois et du meuble en bois	80,39	84,27	88,45	99,16	115,35
Industrie du papier, imprimerie et édition	88,85	96,85	101,94	112,90	129,86
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	85,05	92,09	97,89	110,87	122,94
Total des industries manufacturières	87,58	96,34	99,83	111,45	125,28
dont : hommes	95,35	104,88	108,51	121,00	136,00
femmes	64,94	71,43	74,54	83,76	94,20
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	89,71	98,26	103,26	114,64	130,07
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :					
Total ²	88,71	97,38	101,33	112,97	127,01

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	26.874	28.544	30.708	34.166	38.503
Total des industries extractives	26.140	27.882	29.759	33.024	37.082
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	27.890	30.765	31.157	34.602	38.817
Raffinage de pétrole	31.068	34.466	35.352	39.894	42.787
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31.801	34.696	35.757	40.091	44.027
Production et première transformation des métaux	27.561	29.718	31.502	34.226	39.533
Industrie des produits minéraux non métalliques	23.354	25.404	26.645	29.621	32.847
Industrie chimique	26.347	28.280	29.434	32.963	35.982
Production de fibres artificielles et synthétiques	32.918	35.785	36.399	39.970	42.932
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et de matériel de transport)	22.952	24.931	26.085	28.777	32.639
Construction de machines et de matériel mécanique	24.695	26.349	27.431	30.013	33.846
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	18.491	20.255	21.672	24.658	29.143
Construction électrique et électronique	23.959	25.873	26.839	28.736	33.627
Construction d'automobiles et pièces détachées	26.585	28.701	29.853	31.700	35.001
Construction d'autre matériel de transport	25.177	26.999	28.493	31.212	35.205
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	23.206	25.304	26.496	28.284	31.603
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	21.769	23.336	24.906	26.661	29.750
Industrie textile	21.128	22.880	23.792	26.481	28.878
Industrie du cuir	20.875	22.426	23.925	27.046	30.286
Industrie des chaussures et de l'habillement	17.086	18.673	19.728	21.867	23.940
Industrie du bois et du meuble en bois	19.728	21.870	22.551	25.102	27.635
Industrie du papier, imprimerie et édition	22.376	24.198	25.609	27.901	31.626
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	23.482	25.370	26.506	29.206	31.900
Total des industries manufacturières	23.841	25.711	26.953	29.458	33.097
dont : hommes	26.541	28.581	29.972	32.706	36.761
femmes	15.007	16.323	17.078	18.839	21.112
<i>Bâtiment et génie civil</i>	22.796	24.429	25.338	27.766	31.041
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	23.744	25.593	26.802	29.302	32.903

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. —

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, n^o 6, novembre 1967 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
			général		combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement	
1967	78,1	89,5	87,8	86,9	88,1	89,3	102,8	79,6
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1973 2 ^e trimestre	163,9	129,8	157,1	161,7	155,1	141,4	196,5	146,2
3 ^e trimestre	205,2	156,5	181,5	189,1	178,2	145,2	235,3	178,6
4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^e trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^e trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
1974 Août	226,5	207,0	292,5	285,7	295,5	438,4	186,6	222,0
Septembre	221,0	201,4	289,2	290,2	289,0	437,4	181,4	210,0
Octobre	221,8	211,6	293,7	317,9	283,1	437,8	174,5	199,3
Novembre	221,3	216,2	307,4	372,1	279,1	438,2	166,3	193,4
Décembre	213,3	202,6	295,0	327,4	280,9	446,0	167,9	190,0
1975 Janvier	202,1	191,1	287,1	302,7	280,2	447,0	168,0	187,7
Février	195,2	188,7	277,8	282,5	275,9	443,7	170,4	179,0
Mars	192,8	181,9	270,4	257,7	276,0	443,9	176,6	176,1
Avril	194,8	181,5	264,9	246,7	272,8	435,8	183,1	172,4
Mai	191,9	177,7	257,3	215,1	275,9	438,3	188,2	175,1
Juin	189,6	175,0	251,7	198,4	275,1	438,4	186,0	174,3
Juillet	195,3	186,7	252,1	205,4	272,5	436,6	186,2	169,7
Août	210,4	195,8	255,2	219,7	270,9	435,4	188,8	165,5

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

6 Moyenne d'avril-mai 1974.

7 Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHE WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caout- chouc	Sidé- rurgie	Métaux non- ferreux
1967	108,4	70,8	90,0	91,9	95,5	66,0	98,3	110,2	96,6	85,1	81,3	95,6	67,8	83,3
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1973 2 ^e trimestre	149,0	165,5	161,1	179,1	165,4	148,2	139,1	221,3	243,0	110,7	168,1	145,1	167,5	121,8
3 ^e trimestre	216,4	173,7	198,3	185,1	182,4	153,8	142,1	268,4	256,2	128,4	214,4	195,9	189,1	150,9
4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	268,3	207,3	234,9	178,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	235,1	168,3
4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	209,5	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
1974 Août	249,6	359,8	275,9	169,0	171,3	226,1	520,2	188,5	177,2	191,2	263,4	158,5	237,6	172,3
Septembre	247,2	375,8	259,3	172,5	169,4	225,2	519,1	181,6	171,8	191,2	261,1	147,0	273,5	156,7
Octobre	264,3	422,6	278,7	174,1	175,2	226,5	519,1	174,8	141,1	191,2	255,7	143,8	262,3	142,4
Novembre	265,4	549,3	262,2	171,5	179,4	228,0	519,1	164,9	123,7	191,2	260,2	124,5	243,4	142,3
Décembre	265,1	451,7	244,5	171,2	183,0	251,0	521,0	158,2	97,2	228,3	257,1	137,1	239,6	135,9
1975 Janvier	256,1	402,8	221,1	184,2	189,4	254,5	521,0	157,5	80,3	236,0	267,2	132,4	222,9	136,8
Février	231,1	373,9	218,8	185,9	196,7	256,4	515,6	160,1	86,3	236,8	271,2	140,1	183,8	138,1
Mars	227,2	316,2	188,6	208,2	207,3	256,8	515,8	166,1	117,9	236,8	252,2	142,9	183,2	140,8
Avril	224,8	289,7	188,4	221,1	208,9	226,9	516,3	172,4	147,7	236,8	248,8	135,8	181,5	136,3
Mai	212,3	230,3	169,9	212,1	212,6	227,6	519,4	177,3	171,0	236,8	251,6	135,6	199,5	129,7
Juin	199,3	202,8	160,4	212,2	210,0	227,7	519,4	174,0	175,1	236,8	252,4	143,8	199,0	126,1
Juillet	202,1	222,6	166,8	192,9	195,8	224,8	518,1	175,0	175,9	234,0	240,0	159,0	188,9	125,0
Août	219,4	247,7	175,8	177,6	188,8	222,4	517,4	179,9	162,4	234,0	229,0	157,5	177,6	128,2

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1967	90,7	91,8	97,7	86,7	90,5	90,1	91,5	92,1	82,9	93,7	96,6	91,6	91,4	89,0	90,9
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1973 2 ^e trimestre ...	114,4	123,7	125,0	122,4	112,3	111,2	112,4	106,6	104,4	126,2	104,8	112,3	120,3	113,7	106,7
3 ^e trimestre ...	117,9	124,9	129,4	120,8	116,3	115,0	119,5	108,2	108,1	134,3	105,4	115,1	126,6	119,0	108,7
4 ^e trimestre ...	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	108,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre ...	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre ...	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre ...	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ...	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ...	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ...	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
1974 Juillet	136,4	124,1	114,4	133,8	139,8	139,4	147,3	158,9	136,1	146,9	121,4	126,4	147,7	149,4	129,2
Août	136,6	121,0	116,5	125,4	141,0	141,2	147,5	161,2	138,4	146,2	122,4	130,1	148,3	148,9	131,7
Septembre ...	138,1	128,5	128,2	128,8	140,7	142,0	145,8	162,5	138,2	144,4	123,2	130,7	147,2	148,2	132,1
Octobre	137,9	130,3	124,9	135,6	140,0	141,8	144,1	164,7	136,8	141,5	125,8	130,7	144,9	146,0	133,2
Novembre ...	137,6	129,9	126,6	133,0	139,8	142,0	142,7	165,1	136,4	140,8	127,3	131,5	142,9	146,5	133,5
Décembre ...	136,7	127,4	129,8	125,1	139,3	142,0	140,5	164,1	135,8	138,4	128,6	132,2	141,6	145,3	134,1
1975 Janvier	136,3	125,1	134,7	116,9	139,4	142,9	139,1	168,5	134,7	137,0	128,9	133,9	142,6	144,7	134,1
Février	135,3	122,3	135,3	111,3	139,0	141,7	139,2	170,5	131,8	136,1	129,2	133,9	141,9	143,0	134,6
Mars	135,5	124,5	140,6	111,1	138,6	141,6	138,3	170,8	129,6	134,8	130,4	135,3	140,7	141,8	135,1
Avril	135,9	126,1	142,0	112,9	138,6	141,2	138,9	170,2	130,0	135,3	129,5	135,3	141,1	141,1	135,3
Mai	135,5	126,3	143,5	112,3	138,0	141,8	137,2	168,0	129,2	135,4	131,5	135,3	140,6	140,0	135,2
Juin	134,8	125,8	142,4	112,1	137,4	142,0	133,3	167,2	127,8	134,8	131,4	135,3	138,7	139,5	135,1
Juillet	136,7	131,8	141,1	123,7	138,1	142,2	135,9	167,7	127,8	136,8	131,5	135,3	141,1	140,5	134,7

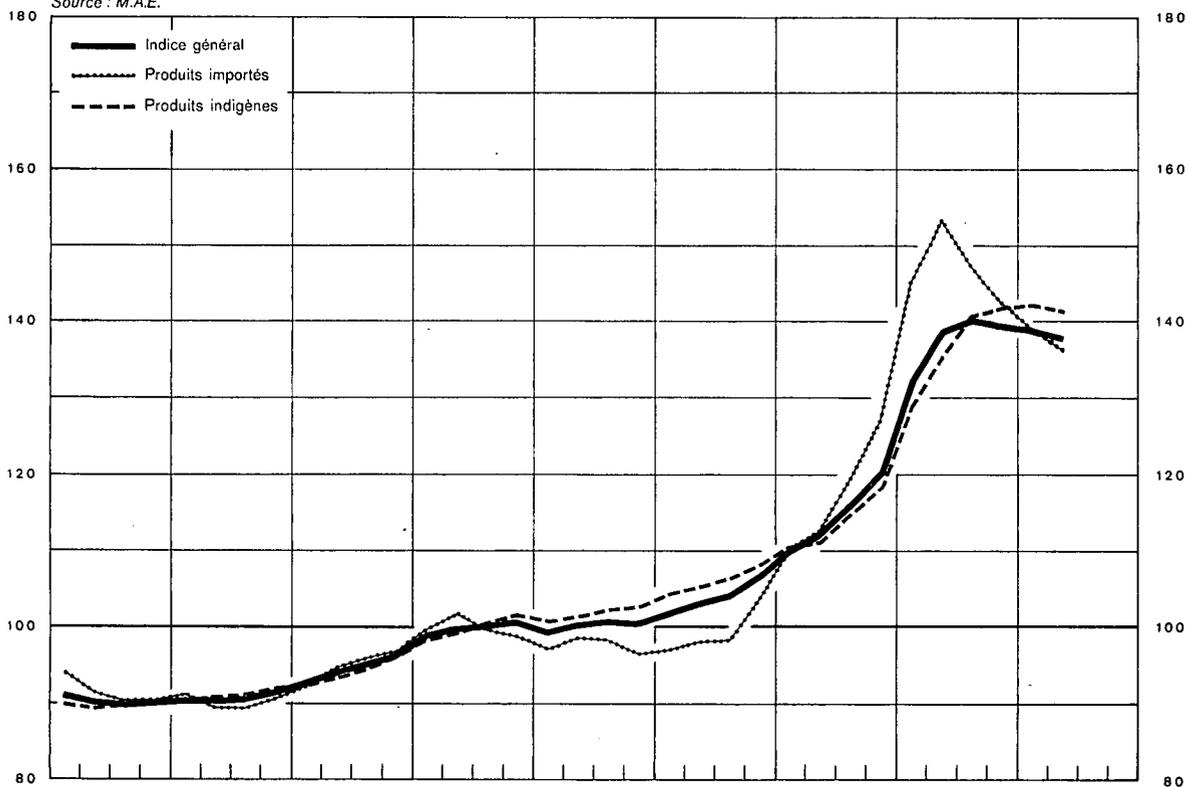
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

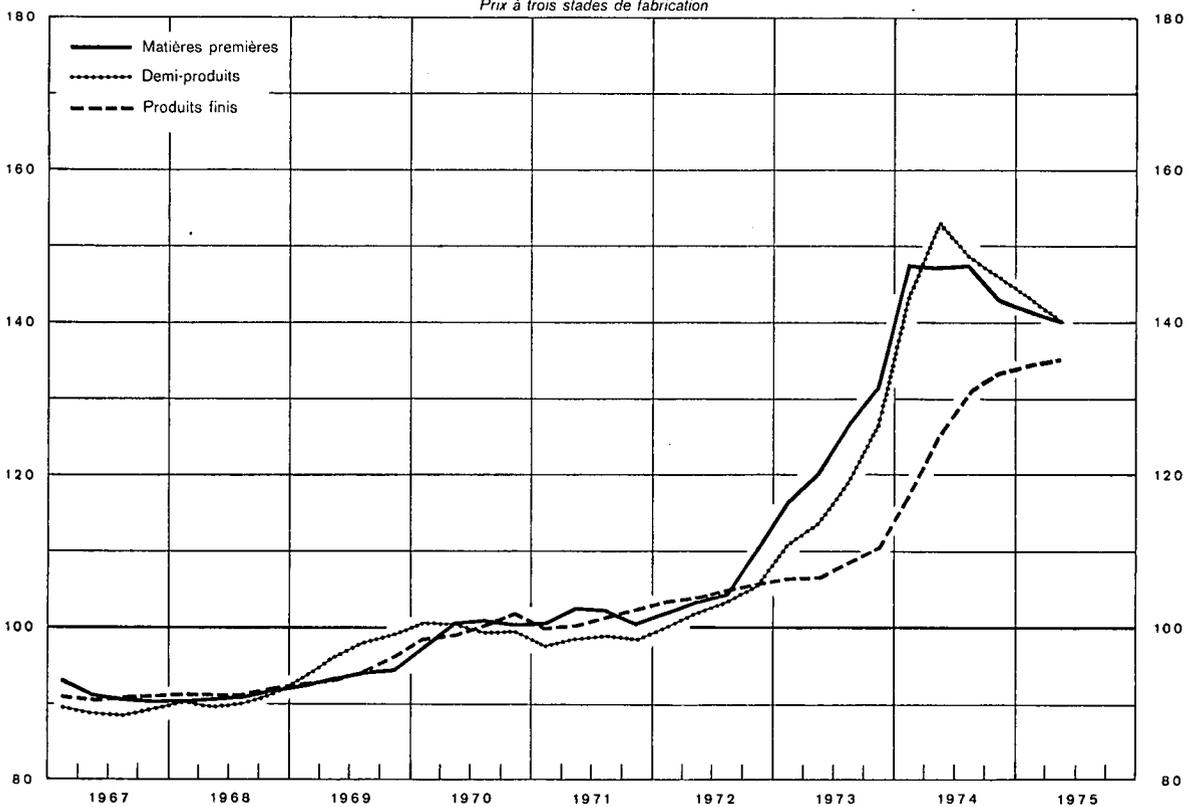
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

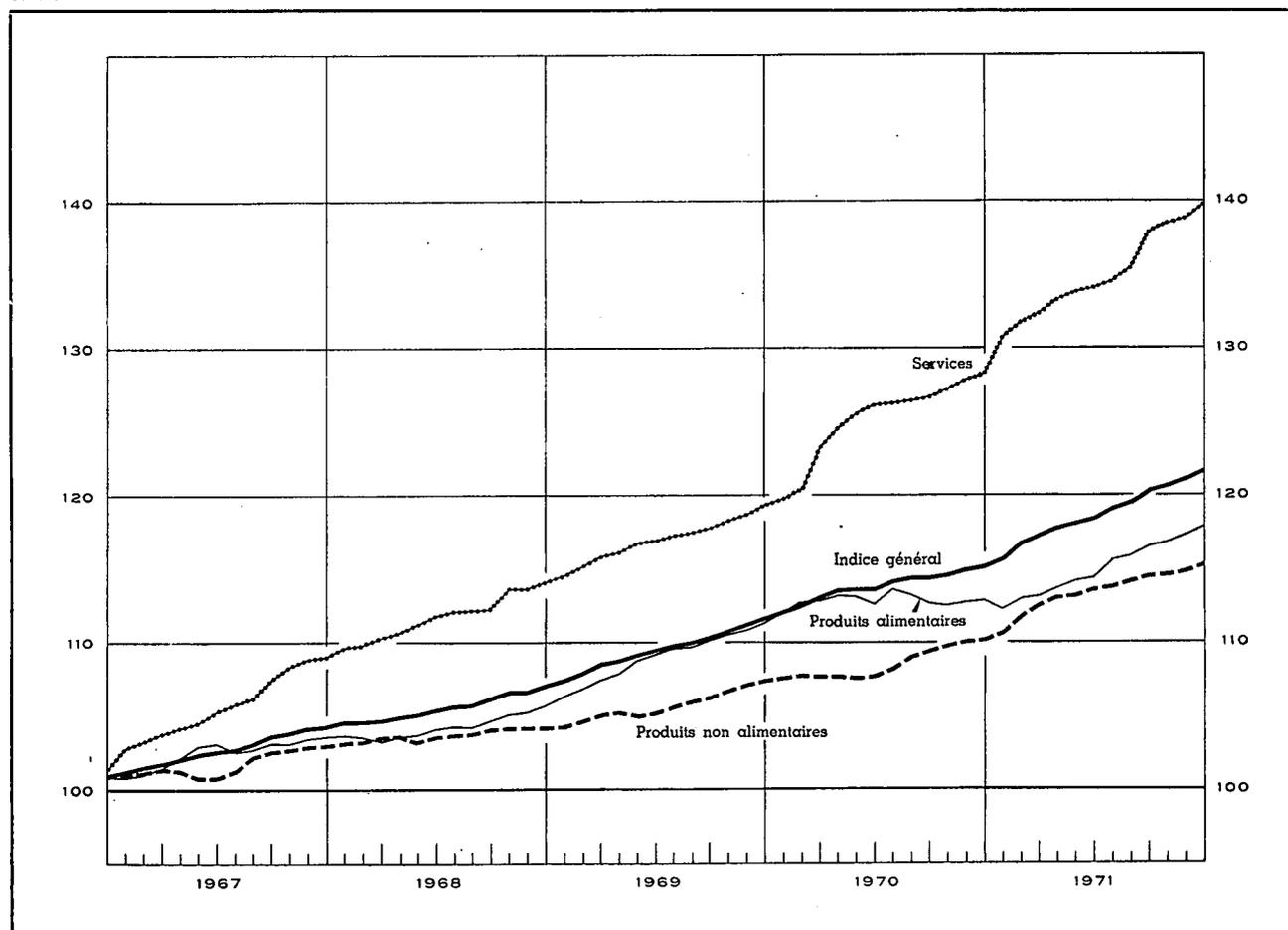
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



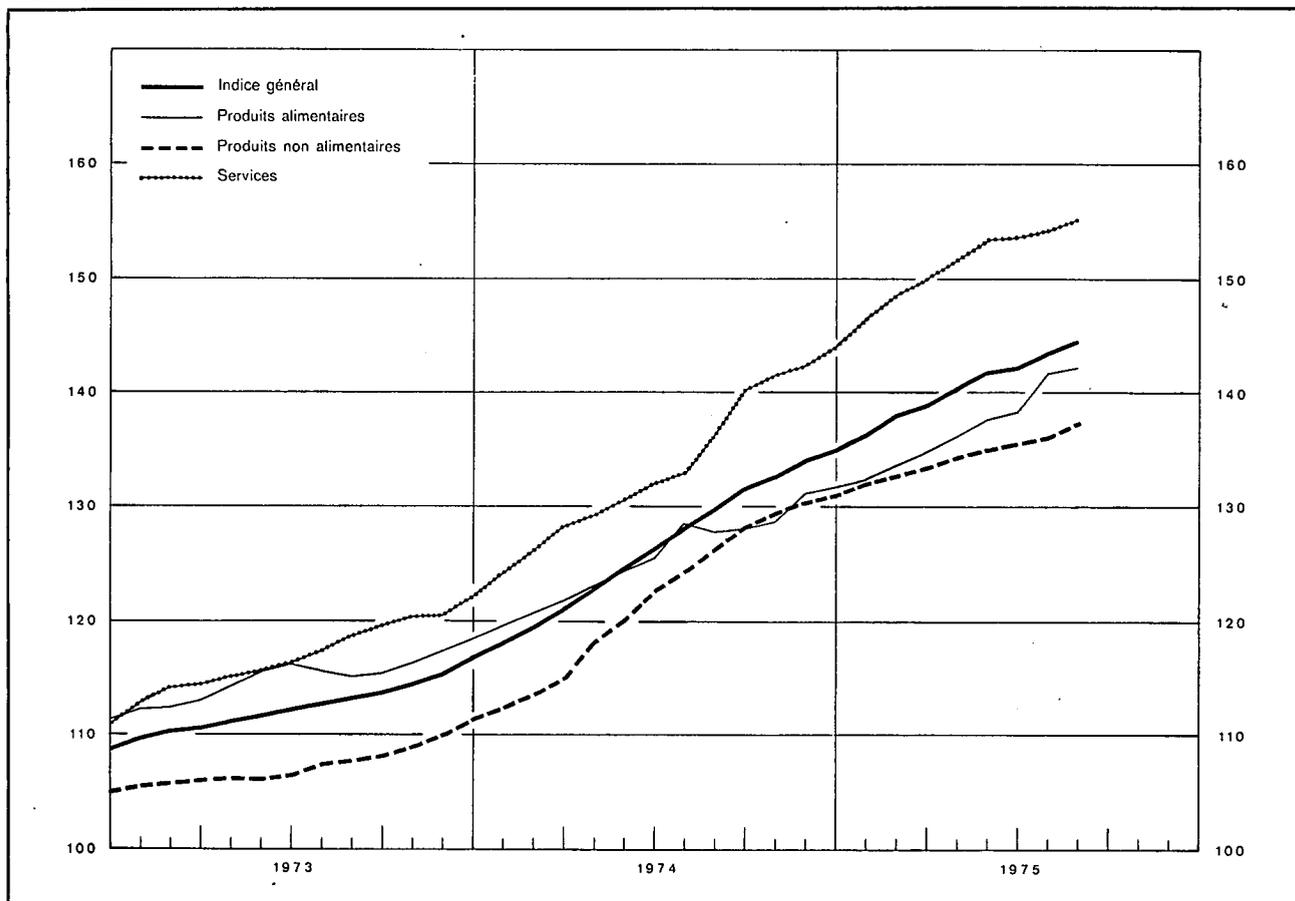
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1 ^{er} trimestre	119,65	137,92	120,73	133,65	113,72	132,82	126,25	148,49
2 ^e trimestre	124,68	141,55	124,39	137,35	120,41	135,11	130,61	152,76
3 ^e trimestre	129,95		128,11		126,36		136,54	
4 ^e trimestre	134,04		130,55		130,27		142,70	
Janvier	118,13	136,59	119,67	132,31	112,49	132,13	124,17	146,75
Février	119,66	138,13	120,72	133,74	113,65	132,89	126,24	148,72
Mars	121,16	139,04	121,79	134,89	115,02	133,43	128,34	149,99
Avril	122,89	140,59	123,01	136,18	118,31	134,50	129,19	151,63
Mai	124,69	141,77	124,60	137,62	120,10	135,08	130,62	153,27
Juin	126,47	142,28	125,55	138,26	122,81	135,74	132,01	153,38
Juillet	128,27	143,65	128,38	141,82	124,49	136,12	132,95	154,31
Août	129,91	144,74	127,91	142,14	126,49	137,46	136,45	155,27
Septembre	131,67		128,05		128,10		140,22	
Octobre	132,79		128,67		129,39		141,62	
Novembre	134,19		131,23		130,37		142,47	
Décembre	135,13		131,75		131,06		144,00	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

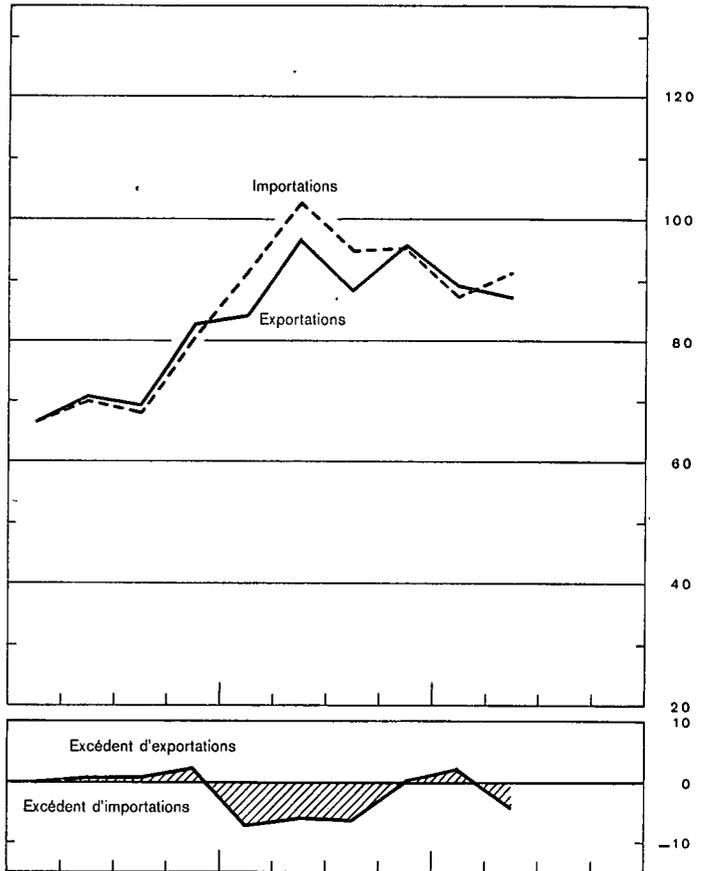
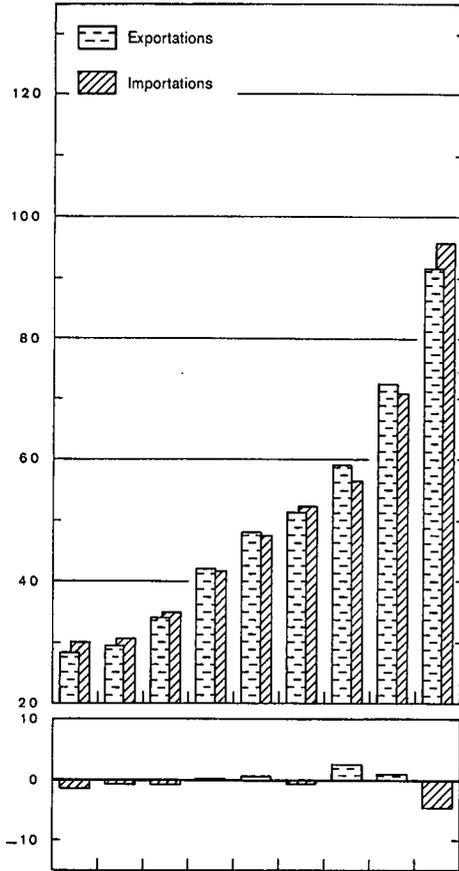
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

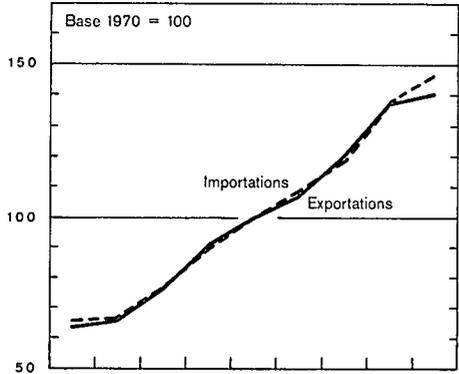
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

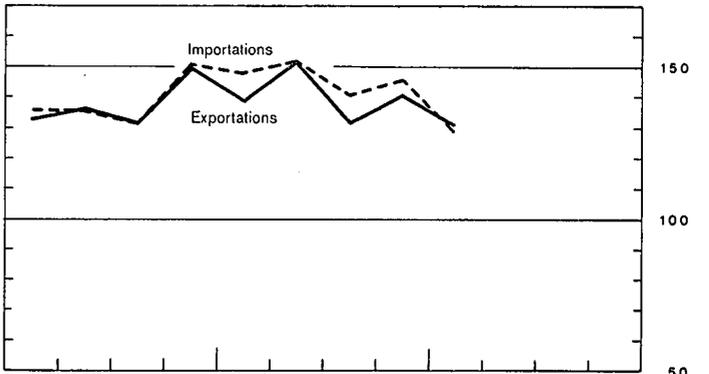
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

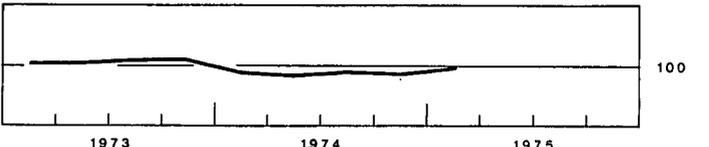
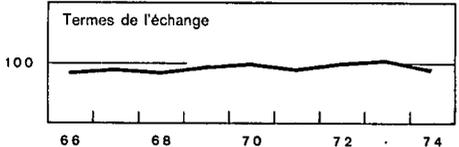
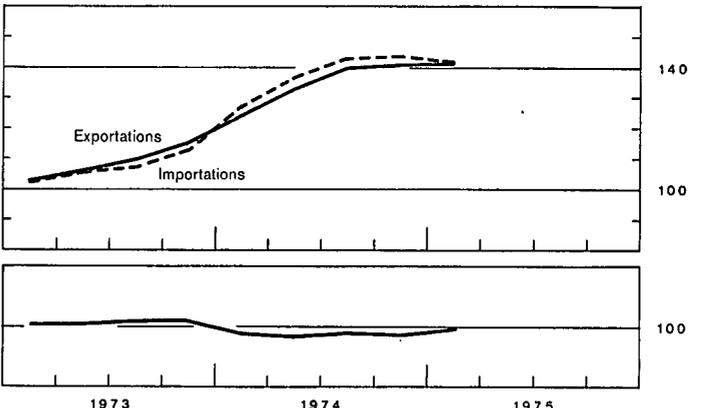
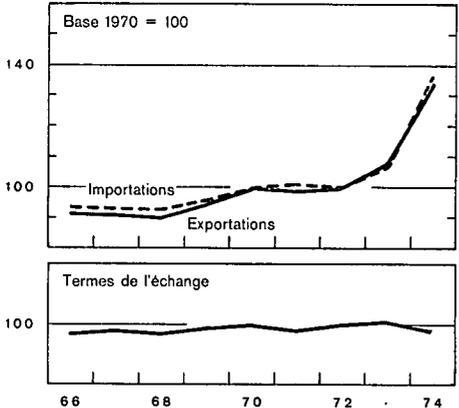


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1973 2 ^e trimestre	70,2	71,3	+ 1,1	102	135,8	137,0	105,6	106,0	100,4
3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102	132,1	131,8	107,4	109,8	102,2
4 ^e trimestre	80,7	83,1	+ 2,4	103	151,0	149,9	113,0	115,6	102,3
1974 1 ^{er} trimestre	91,4	84,3	- 7,1	92	147,8	138,9	127,4	125,0	98,1
2 ^e trimestre	102,9	97,2	- 5,7	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	94,9	88,6	- 6,3	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	95,4	95,7	+ 0,3	100	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	88,1	89,3	+ 1,2	101	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	91,5	87,3	- 4,2	95					
1974 6 premiers mois	97,1	90,8	- 6,3	93	150,0	145,4	132,2	129,1	97,7
7 premiers mois	97,2	91,7	- 5,5	94					
8 premiers mois	96,3	89,7	- 6,6	93					
9 premiers mois	96,4	90,0	- 6,4	93	147,1	141,0	135,7	132,7	97,8
10 premiers mois	97,4	91,5	- 5,9	94					
11 premiers mois	96,9	91,5	- 5,4	95					
12 mois	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 1 ^{er} mois	88,7	91,2	+ 2,5	103					
2 premiers mois	87,3	89,4	+ 2,1	102					
3 premiers mois	88,1	89,3	+ 1,2	101	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
4 premiers mois	90,2	89,8	- 0,4	100					
5 premiers mois	89,2	88,4	- 0,8	99					
6 premiers mois	89,8	88,3	- 1,5	98					
7 premiers mois	89,0	87,0	- 2,0	98					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimi- ques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillè- re	Céra- miques	Ciments	Divers	Total
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1973 2 ^e trimestre	19,34	9,00	8,09	8,31	4,57	4,12	3,23	1,96	2,59	1,82	1,80	1,17	0,58	0,59	0,32	0,37	0,28	0,11	0,20	0,10	2,24	70,79
3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,43	10,83	8,42	11,82	3,88	4,61	2,72	3,65	3,56	1,94	1,96	0,95	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,55	87,49
1974 6 premiers mois	22,78	13,31	9,69	13,30	7,27	4,52	3,10	2,00	3,27	2,39	2,01	1,24	0,65	0,78	0,37	0,35	0,32	0,12	0,21	0,13	3,12	90,93
7 premiers mois	22,93	13,65	9,52	13,50	7,28	4,53	3,21	2,15	3,25	2,41	2,01	1,25	0,63	0,77	0,38	0,34	0,32	0,12	0,21	0,14	3,16	91,79
8 premiers mois	21,96	13,50	9,18	13,44	7,01	4,54	3,09	2,48	3,22	2,18	1,91	1,22	0,62	0,76	0,37	0,34	0,32	0,12	0,21	0,14	3,22	89,82
9 premiers mois	22,05	13,64	9,12	13,45	6,85	4,53	3,06	2,67	3,25	2,20	1,91	1,23	0,62	0,76	0,37	0,34	0,33	0,13	0,21	0,14	3,22	90,09
10 premiers mois	22,39	14,02	9,27	13,59	6,84	4,61	3,05	2,91	3,26	2,26	1,93	1,23	0,63	0,79	0,38	0,34	0,33	0,13	0,22	0,14	3,31	91,56
11 premiers mois	22,41	14,20	9,24	13,47	6,69	4,59	3,03	2,88	3,26	2,26	1,91	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,14	0,21	0,14	3,30	91,44
12 mois	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 1 ^{er} mois	21,52	13,57	8,56	13,14	4,40	5,12	2,88	3,84	3,46	2,11	1,61	1,07	0,52	0,84	0,36	0,30	0,33	0,25	0,19	0,11	4,32	88,43
2 premiers mois	23,01	14,19	8,68	12,27	4,31	5,32	2,63	3,55	3,61	2,08	1,75	1,07	0,53	0,87	0,36	0,31	0,39	0,23	0,19	0,11	3,86	89,31
3 premiers mois	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
4 premiers mois	24,96	13,07	9,00	12,19	4,05	5,07	2,44	3,38	3,65	2,06	1,91	1,05	0,55	0,91	0,37	0,33	0,40	0,22	0,21	0,12	3,60	89,54
5 premiers mois	24,68	12,52	8,69	12,03	4,01	4,98	2,85	3,38	3,49	2,02	1,88	1,02	0,54	0,90	0,37	0,33	0,37	0,21	0,21	0,11	3,54	88,13
6 premiers mois	25,34	12,15	8,67	11,97	3,96	4,89	2,76	3,40	3,56	2,00	1,91	1,01	0,54	0,92	0,38	0,33	0,38	0,21	0,22	0,11	3,57	88,30

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation							Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1973 2 ^e trimestre ..	42,85	14,97	3,07	3,68	3,47	0,90	0,46	0,73	0,22	1,40	0,37	2,64	0,84	1,84	3,81	1,32	3,13	15,99	2,52	2,77	1,44	9,26	9,20	0,27	68,31
3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33
1974 1 ^{er} trimestre ..	58,03	18,02	3,52	5,87	3,18	1,33	0,50	1,04	0,26	1,77	0,53	5,68	1,00	2,74	6,31	1,81	4,47	19,51	2,49	2,98	1,93	12,11	11,41	0,77	89,72
2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,98	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.B. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973				1974				1975
									1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	99,7	104,4	106,4	112,7	135,2	149,2	156,2	157,4	150,9
Biens de consommation	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	108,0	108,0	109,7	113,7	116,3	118,6	122,0	127,1	127,8
Biens d'équipement	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	107,2	109,7	110,6	115,3	116,6	116,9	120,3	121,2	125,8
Ensemble ...	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	102,4	105,6	107,4	113,0	127,4	136,9	142,7	144,0	142,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	97,9	104,7	112,9	121,6	132,0	144,9	156,5	165,1	158,3
Fabrications métalliques	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	106,1	108,2	110,9	114,5	118,8	121,9	126,9	130,5	137,2
Métaux non ferreux	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	78,5	86,6	97,1	108,4	125,5	144,3	129,0	116,8	97,6
Textiles	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	105,0	106,8	109,7	112,2	119,8	127,6	129,2	131,2	129,6
Produits chimiques	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	99,6	101,5	101,5	107,6	129,8	141,5	148,1	144,7	149,8
Industrie houillère	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	79,0	79,2	72,2	87,3	95,7	111,0	114,0	144,3	163,2
Industrie pétrolière	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	110,6	113,3	120,5	128,8	158,3	184,8	256,4	244,9	225,1
Verres et glaces	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	100,5	100,6	102,7	105,8	105,8	108,0	112,3	115,4	137,5
Produits agricoles	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	113,6	120,2	117,3	127,1	128,5	125,9	121,7	126,9	130,4
Ciments	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	123,5	127,3	126,1	131,8	140,3	150,5	167,8	166,5	158,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	103,5	104,6	105,2	109,8	111,2	111,0	119,2	125,3	129,6
Carrières	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	109,9	112,8	111,1	112,6	117,0	121,2	128,1	132,7	131,5
Céramiques	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	120,1	125,6	131,8	133,1	140,2	148,5	157,5	160,8	171,9
Bois et meubles	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	106,4	108,0	111,5	117,1	120,8	126,9	131,2	134,0	134,4
Peaux, cuirs et chaussures ...	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	112,4	114,0	122,5	111,6	107,3	117,8	126,6	116,7	118,1
Papier et livres	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	102,6	102,8	102,9	110,2	117,0	131,1	147,9	152,7	152,3
Tabacs manufacturés	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	135,6	148,5	150,0	130,8	133,1	134,4	143,1	138,9	145,1
Caoutchouc	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	105,9	111,4	112,5	117,5	123,5	133,1	138,4	140,4	144,3
Industries alimentaires	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	106,2	108,8	117,6	125,2	126,5	133,2	137,5	148,1	150,9
Divers	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	132,2	125,9	125,1	133,1	161,2	154,4	185,1	178,8	197,3
Ensemble ...	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	102,7	106,0	109,8	115,6	125,0	133,2	139,9	140,7	141,7
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	100,3	100,4	102,2	102,3	98,1	97,3	98,0	97,7	99,8

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973				1974				1975
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	132,6	127,8	125,8	145,4	136,2	142,3	132,7	133,9	114,7
Biens de consommation	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	152,6	157,8	153,6	169,5	179,3	173,1	162,1	166,3	168,8
Biens d'équipement	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	127,6	136,9	126,7	147,2	153,5	165,5	148,3	168,5	141,1
Ensemble ...	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,4	135,8	132,1	151,0	147,8	152,2	141,4	145,7	128,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	127,7	119,5	124,3	133,8	124,6	143,5	128,6	137,3	119,0
Fabrications métalliques	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	137,3	137,3	127,9	149,8	134,8	154,9	126,3	146,5	136,5
Métaux non ferreux	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	99,2	124,5	121,4	136,6	120,5	130,4	108,8	110,2	102,3
Textiles	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	138,4	138,0	123,6	148,6	141,3	140,9	110,8	128,7	129,6
Produits chimiques	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	163,7	162,7	170,5	186,7	187,3	208,8	188,1	175,7	164,4
Industrie houillère	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	85,9	92,4	90,6	108,0	80,3	70,8	80,6	114,7	90,4
Industrie pétrolière	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	126,3	152,2	155,7	143,9	97,8	105,6	133,4	126,5	121,3
Verres et glaces	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	124,5	122,9	119,3	136,7	121,7	118,8	111,3	107,8	95,7
Produits agricoles	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	132,4	134,7	138,6	167,3	146,7	137,8	148,4	150,9	130,4
Ciments	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	88,7	94,9	118,3	109,1	111,8	107,2	113,0	87,3	89,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	71,4	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	130,7	172,5	141,9	147,5	140,7	158,8	127,2	130,6	129,6
Carrières	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	106,1	117,6	120,2	126,1	119,9	142,1	125,7	125,6	118,2
Céramiques	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	129,2	139,7	124,9	131,9	125,2	136,7	121,5	114,4	98,3
Bois et meubles	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	174,5	182,7	156,4	190,3	173,7	184,4	143,7	163,8	134,4
Peaux, cuirs et chaussures ...	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	127,9	119,5	107,7	131,9	141,4	139,4	106,3	128,2	118,1
Papier et livres	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	137,2	143,7	131,7	156,8	147,7	161,9	135,6	143,1	152,3
Tabacs manufacturés	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	128,1	146,8	154,5	181,5	191,3	183,8	193,0	205,1	145,1
Caoutchouc	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	155,0	182,0	153,3	197,3	188,5	222,9	181,0	214,2	144,3
Industries alimentaires	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	137,1	165,5	149,4	160,1	168,6	174,5	160,0	154,0	150,9
Divers	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	98,4	116,1	100,0	111,9	109,9	128,8	119,7	122,6	197,3
Ensemble ...	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	133,4	137,0	131,8	149,9	138,9	151,9	132,2	141,2	141,7

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1973 2 ^e trimestre	17,27	17,59	+ 0,32	13,12	14,81	+ 1,69	11,34	13,17	+ 1,83
3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	15,02	17,80	+ 2,78	12,87	14,44	+ 1,57
1974 1 ^{er} trimestre	21,44	18,24	- 3,20	16,73	17,97	+ 1,24	14,96	14,38	- 0,58
2 ^e trimestre	21,97	21,16	- 0,81	17,26	19,85	+ 2,59	17,57	16,43	- 1,14
3 ^e trimestre	20,51	19,17	- 1,34	15,25	17,14	+ 1,89	15,01	14,89	- 0,12
4 ^e trimestre	21,38	19,93	- 1,45	17,30	18,15	+ 0,85	16,39	17,06	+ 0,67
1975 1 ^{er} trimestre	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
2 ^e trimestre	20,88	19,88	- 1,00	17,15	16,97	- 0,18	13,21	15,39	+ 2,18
1974 6 premiers mois	21,80	19,75	- 2,05	16,99	18,94	+ 1,95	15,47	15,46	- 0,01
7 premiers mois	21,68	19,86	- 1,82	16,88	19,12	+ 2,24	14,98	15,32	+ 0,34
8 premiers mois	21,38	19,52	- 1,86	16,46	18,35	+ 1,89	15,13	15,02	- 0,11
9 premiers mois	21,37	19,55	- 1,82	16,41	18,34	+ 1,93	15,32	15,27	- 0,05
10 premiers mois	21,65	19,76	- 1,89	16,73	18,46	+ 1,73	15,62	15,59	- 0,03
11 premiers mois	21,54	19,73	- 1,81	16,66	18,30	+ 1,64	15,30	15,64	+ 0,34
12 mois	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1975 1 ^{er} mois	19,23	18,21	- 1,02	15,80	15,29	- 0,51	13,59	15,04	+ 1,45
2 premiers mois	19,59	18,84	- 0,75	16,11	15,77	- 0,34	13,10	14,81	+ 1,71
3 premiers mois	20,14	19,08	- 1,06	16,10	16,03	- 0,07	13,73	14,98	+ 1,25
4 premiers mois	20,76	19,46	- 1,30	16,59	16,21	- 0,38	14,08	15,39	+ 1,31
5 premiers mois	20,33	19,32	- 1,01	16,36	16,05	- 0,31	13,76	15,06	+ 1,30
6 premiers mois	20,51	19,48	- 1,03	16,63	16,50	- 0,13	13,47	15,18	+ 1,71
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1973 2 ^e trimestre	2,60	3,43	+ 0,83	5,09	3,38	- 1,71	49,71	53,35	+ 3,64
3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,48	49,76	+ 3,28
4 ^e trimestre	3,06	4,09	+ 1,03	5,05	3,82	- 1,23	56,94	60,25	+ 3,31
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,26	+ 0,88	4,87	4,38	- 0,49	62,09	60,50	- 1,59
2 ^e trimestre	3,91	4,50	+ 0,59	6,79	4,83	- 1,96	68,12	68,08	- 0,04
3 ^e trimestre	3,56	3,87	+ 0,31	5,18	4,80	- 0,38	60,10	61,17	+ 1,07
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,29	5,70	+ 0,41	64,71	65,85	+ 1,14
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
2 ^e trimestre	3,52	3,18	- 0,34	5,89	5,24	- 0,65	61,31	61,88	+ 0,57
1974 6 premiers mois	3,63	4,38	+ 0,75	5,88	4,61	- 1,27	64,43	64,41	- 0,02
7 premiers mois	3,66	4,33	+ 0,67	5,84	4,70	- 1,14	63,68	64,63	+ 0,95
8 premiers mois	3,62	4,23	+ 0,61	5,61	4,69	- 0,92	62,84	63,12	+ 0,29
9 premiers mois	3,60	4,21	+ 0,61	5,64	4,67	- 0,97	62,99	63,33	+ 0,34
10 premiers mois	3,62	4,24	+ 0,62	5,69	4,85	- 0,84	63,96	64,22	+ 0,26
11 premiers mois	3,63	4,16	+ 0,53	5,66	4,88	- 0,78	63,45	64,01	+ 0,56
12 mois	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1975 1 ^{er} mois	3,03	3,07	+ 0,04	5,57	5,95	+ 0,38	57,96	59,03	+ 1,07
2 premiers mois	3,33	3,02	- 0,31	5,62	5,89	+ 0,27	58,51	59,71	+ 1,20
3 premiers mois	3,43	3,20	- 0,23	5,33	5,74	+ 0,41	59,45	60,36	+ 0,91
4 premiers mois	3,54	3,22	- 0,32	5,43	5,53	+ 0,10	61,11	61,13	+ 0,02
5 premiers mois	3,43	3,16	- 0,27	5,55	5,60	+ 0,05	60,11	60,48	+ 0,37
6 premiers mois	3,47	3,18	- 0,29	5,61	5,49	- 0,12	60,38	61,12	+ 0,74

1 République fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	20,66	22,47	+ 1,81	2,46	2,45	- 0,01	1,82	1,06	- 0,76
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1973 2 ^e trimestre	53,63	58,83	+ 5,20	3,85	3,89	+ 0,04	2,78	1,75	- 1,03
3 ^e trimestre	50,65	55,85	+ 5,20	4,21	3,95	- 0,26	2,63	2,08	- 0,55
4 ^e trimestre	61,85	67,05	+ 5,20	4,47	4,49	+ 0,02	3,10	2,76	- 0,34
1974 1 ^{er} trimestre	67,53	67,95	+ 0,42	6,13	4,45	- 1,68	3,26	2,59	- 0,67
2 ^e trimestre	74,04	76,31	+ 2,27	7,53	5,61	- 1,92	4,67	3,25	- 1,42
3 ^e trimestre	65,36	68,48	+ 3,12	5,87	5,09	- 0,78	4,82	3,07	- 1,75
4 ^e trimestre	71,37	74,24	+ 2,87	5,48	5,31	- 0,17	4,71	3,30	- 1,41
1975 1 ^{er} trimestre	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
2 ^e trimestre	67,59	69,24	+ 1,65	5,42	3,47	- 1,95	3,88	3,05	- 0,83
1974 6 premiers mois	70,10	72,25	+ 2,15	6,82	5,05	- 1,77	3,91	2,92	- 0,99
7 premiers mois	69,33	72,49	+ 3,16	6,72	5,15	- 1,57	4,13	3,00	- 1,13
8 premiers mois	68,36	70,85	+ 2,49	6,64	5,05	- 1,59	4,23	2,96	- 1,27
9 premiers mois	68,52	71,00	+ 2,48	6,51	5,06	- 1,45	4,21	2,99	- 1,22
10 premiers mois	69,66	72,09	+ 2,43	6,39	5,19	- 1,20	4,28	3,01	- 1,27
11 premiers mois	69,24	71,84	+ 2,60	6,30	5,19	- 1,11	4,25	3,03	- 1,22
12 mois	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1975 1 ^{er} mois	64,35	67,71	+ 3,36	5,49	4,74	- 0,75	3,10	4,41	+ 1,31
2 premiers mois	64,57	68,07	+ 3,50	5,81	3,68	- 2,13	3,14	4,09	+ 0,95
3 premiers mois	65,63	68,44	+ 2,81	6,06	3,57	- 2,49	3,04	3,97	+ 0,93
4 premiers mois	67,39	69,26	+ 1,87	6,08	3,51	- 2,57	3,21	3,81	+ 0,60
5 premiers mois	66,29	68,29	+ 2,00	5,84	3,58	- 2,26	3,46	3,68	+ 0,22
6 premiers mois	66,61	68,84	+ 2,23	5,74	3,52	- 2,22	3,46	3,51	+ 0,05
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1973 2 ^e trimestre	1,55	1,01	- 0,54	1,58	0,41	- 1,17	1,12	1,47	+ 0,35
3 ^e trimestre	1,86	1,29	- 0,57	2,24	0,42	- 1,82	1,16	1,72	+ 0,56
4 ^e trimestre	1,52	1,71	+ 0,19	2,22	0,51	- 1,71	1,54	1,93	+ 0,39
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,87	+ 0,14	1,92	0,54	- 1,38	1,77	2,14	+ 0,37
2 ^e trimestre	1,66	2,61	+ 0,95	3,72	0,57	- 3,15	1,71	2,82	+ 1,11
3 ^e trimestre	2,11	2,37	+ 0,26	2,46	0,67	- 1,79	1,81	2,74	+ 0,93
4 ^e trimestre	2,02	1,32	- 0,70	1,76	0,79	- 0,97	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,64	1,76	+ 0,12	1,51	0,46	- 1,05	1,90	2,70	+ 0,80
1974 6 premiers mois	1,70	2,26	+ 0,56	2,85	0,56	- 2,29	1,74	2,69	+ 0,95
7 premiers mois	1,77	2,37	+ 0,60	2,80	0,57	- 2,23	1,78	2,51	+ 0,73
8 premiers mois	1,79	2,30	+ 0,51	2,91	0,58	- 2,33	1,76	2,51	+ 0,75
9 premiers mois	1,83	2,29	+ 0,46	2,72	0,59	- 2,13	1,76	2,57	+ 0,81
10 premiers mois	1,89	2,38	+ 0,49	2,61	0,62	- 1,99	1,79	2,64	+ 0,85
11 premiers mois	1,90	2,43	+ 0,53	2,47	0,63	- 1,84	1,80	2,66	+ 0,86
12 mois	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1975 1 ^{er} mois	1,73	3,02	+ 1,29	1,02	0,96	- 0,06	2,36	3,07	+ 0,71
2 premiers mois	1,38	3,25	+ 1,87	0,74	0,78	+ 0,04	2,02	3,09	+ 1,07
3 premiers mois	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,75	- 0,33	1,99	3,25	+ 1,26
4 premiers mois	1,38	2,77	+ 1,39	1,21	0,70	- 0,51	1,99	3,30	+ 1,31
5 premiers mois	1,48	2,56	+ 1,08	1,44	0,67	- 0,77	1,92	3,17	+ 1,25
6 premiers mois	1,51	2,38	+ 0,87	1,30	0,61	- 0,69	1,95	2,98	+ 1,03

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistiques de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	933,0	921,7	+ 11,3
1.12 Travail à façon	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	25,8	8,9	+ 16,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	13,9	—	+ 13,9
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	10,6	17,9	- 7,3
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	52,8	49,1	+ 3,7
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ² .....	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	1,1	1,6	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	15,3	15,8	- 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	27,8	45,7	- 17,9
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	150,4	138,3	+ 12,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	22,9	9,7	+ 13,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	11,6	6,5	+ 5,1
1.92 Autres	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	62,5	62,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	1.327,7	1.277,3	+ 50,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	21,9	15,1	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	2,8	24,2	- 21,4
Total 2 ...	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	24,7	39,3	- 14,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	...	0,9	- 0,9
3.12 Avoirs	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	0,1	1,6	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	0,1	4,0	- 3,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	1,5	0,4	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	0,5	2,6	- 2,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	—	15,4	- 15,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	6,1	20,6	- 14,5
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	1,8	5,6	- 3,8
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	—	12,6	- 12,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	—	2,9	- 2,9
4.322 Investissements directs	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	44,2	2,4	+ 41,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	3,1	1,0	+ 2,1
4.324 Autres (chiffres nets) .....	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	1,2	—	+ 1,2
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	58,4	63,5	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	3,7	—	+ 3,7
Total 1 à 5 ...	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	1.414,6	1.384,1	+ 30,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	—	—	+ 5,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	—	—	+ 2,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	—	—	+ 13,9
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	—	—	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	—	—	+ 7,5
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

 Soldes trimestriels
 (milliards de francs)

	1973			1974			1975 p		
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 7,9	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,3	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+ 9,8	- 5,5
1.12 Travail à façon	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,4	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7
1.2 Or non monétaire .....	...	- 0,4	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4
1.3 Frets ²	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3
1.5 Autres frais de transport	+ 0,1	...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,9	- 8,0	- 1,5	- 2,9	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,6	- 4,8
1.7 Revenus d'investissements .....	...	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,0	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,4	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 5,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,6	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,9
1.92 Autres .....	...	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 0,9
Total 1 ...	+13,0	+11,3	+14,2	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+26,2	+11,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,4	+ 2,6	+ 2,6	+ 3,2	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	+ 0,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,3	- 5,9	- 4,2	- 5,6	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 5,8	- 7,0
Total 2 ...	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9
3.12 Avoirs .....	...	- 0,4	- 1,1	- 0,4	...	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,8	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,2	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 2,3	+ 0,4	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 7,4	- 5,1	- 6,3	- 4,2	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,4	-11,3
4.312 Investissements directs	- 1,1	- 3,8	- 1,0	- 0,9	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9
4.313 Immeubles	- 0,5	- 0,7	- 1,7	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9
4.314 Autres	- 1,8	- 0,8	- 0,6	- 2,5	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,4	+ 0,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1
4.322 Investissements directs	+ 7,9	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,4	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,0	+ 6,8
4.323 Immeubles	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3
4.324 Autres	+ 2,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 2,6	- 3,8	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,9	- 9,3
5. Erreurs et omissions	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 3,9	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1
Total 1 à 5 ...	- 2,9	+10,5	+17,9	+10,1	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 2,0	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 0,3	- 8,8	+ 1,5	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	- 0,1
6.212 Monnaies étrangères ⁵	- 7,0	+ 9,5	+17,3	+20,7	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5
6.22 Organismes monétaires divers	- 2,2	+ 2,4	- 2,4	...	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4
6.23 B.N.B. ⁵	+ 8,6	+ 6,1	+ 3,9	-16,6	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1975			1975			1974	1975 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde			6 premiers mois
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	227,6	217,8	+ 9,8	218,0	223,5	- 5,5	- 1,3 ⁶	+ 4,3 ⁷
1.12 Travail à façon	6,9	2,5	+ 4,4	6,9	2,7	+ 4,2	+ 7,9	+ 8,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	2,6	—	+ 2,6	6,7	—	+ 6,7	+ 5,4	+ 9,3
1.2 Or non monétaire	7,4	7,2	+ 0,2	4,0	3,6	+ 0,4	- 0,5	+ 0,6
1.3 Frets ²	13,2	11,5	+ 1,7	12,3	10,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 3,3
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,6	- 0,3	- 0,1	- 0,4
1.5 Autres frais de transport	3,8	3,9	- 0,1	4,7	4,1	+ 0,6	- 0,4	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	6,4	10,0	- 3,6	7,8	12,6	- 4,8	- 7,9	- 8,4
1.7 Revenus d'investissements	40,8	36,5	+ 4,3	37,1	36,3	+ 0,8	+ 3,3	+ 5,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	7,1	2,3	+ 4,8	7,4	2,3	+ 5,1	+ 5,9	+ 9,9
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	3,3	1,9	+ 1,4	3,9	2,0	+ 1,9	+ 2,7	+ 3,3
1.92 Autres	17,2	16,4	+ 0,8	19,0	18,1	+ 0,9	- 0,5	+ 1,7
Total 1 ...	336,6	310,4	+26,2	328,1	316,5	+11,6	+15,8	+37,8
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,4	4,1	+ 1,3	5,0	4,9	+ 0,1	+ 4,5	+ 1,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,7	6,5	- 5,8	0,9	7,9	- 7,0	-10,9	-12,8
Total 2 ...	6,1	10,6	- 4,5	5,9	12,8	- 6,9	- 6,4	-11,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,5	- 0,5	- 1,1	- 1,0
3.112 Autres opérations	0,1	0,7	- 0,6	1,1	0,2	+ 0,9	- 0,4	+ 0,3
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	1,3	- 1,3	- 0,4	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,1	1,2	- 1,1	1,1	2,0	- 0,9	- 1,9	- 2,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,2	...	+ 0,2	...	0,2	- 0,2	+ 0,9	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	1,0	...	+ 1,0	...	1,7	- 1,7	- 1,4	- 0,7
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	8,4	- 8,4	—	11,3	-11,3	- 7,9	-19,7
4.312 Investissements directs	2,2	4,2	- 2,0	0,9	3,8	- 2,9	- 2,9	- 4,9
4.313 Immeubles	0,3	1,0	- 0,7	0,4	1,3	- 0,9	- 2,0	- 1,6
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,4	- 1,4	0,5	—	+ 0,5	- 5,9	- 0,9
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,9	—	+ 0,9	—	0,1	- 0,1	- 1,8	+ 0,8
4.322 Investissements directs	7,4	0,4	+ 7,0	7,6	0,8	+ 6,8	+21,2	+13,8
4.323 Immeubles	0,6	0,3	+ 0,3	0,5	0,2	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,6
4.324 Autres (chiffres nets)	2,2	—	+ 2,2	0,2	—	+ 0,2	+ 3,2	+ 2,4
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	14,8	15,7	- 0,9	10,1	19,4	- 9,3	+ 4,1	-10,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,0	—	+ 1,0	5,1	—	+ 5,1	+ 4,5	+ 6,1
Total 1 à 5 ...	358,6	337,9	+20,7	350,3	350,7	- 0,4	+16,1	+20,3
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 2,8	—	—	+ 1,9	+ 2,8	+ 4,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+ 4,1	—	—	- 0,1	+ 5,7	+ 4,0
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	+ 2,6	—	—	- 1,5	+25,5	+ 1,1
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 1,1	—	—	- 1,4	...	- 0,3
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	+10,1	—	—	+ 0,7	-17,9	+10,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 444,4; importations = 445,7.

⁷ Exportations = 445,6; importations = 441,8.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1974			1975 p	
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+49,3	+60,0	+ 57,1	+50,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+26,2	+11,6
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,0	- 8,8	- 12,1	-14,6	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-11,0	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-18,1	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	- 0,1	...	...	...	- 1,0
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 9,3	-20,2	- 13,1	- 5,1	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,9	- 9,3
4.2 Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation(-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères .....	...	- 2,7	- 10,8	-21,7	-10,4	- 2,9	+ 0,3	- 5,2	-30,5
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-15,4	-14,9	- 53,2	-13,9	-19,7	+18,4	+ 3,3	- 4,8	+15,6
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+ 4,6	+ 3,3	+ 6,2	+ 3,3	+34,5
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,9	+23,5	+ 46,7	+12,5	+14,6	-11,0	- 3,0	- 2,6	-16,1
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 3,9	- 7,6	- 5,7	-10,7	- 1,9	+ 2,8	- 6,4	- 0,4	+ 2,5
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	- 2,8	- 2,2	+10,6	- 0,2	+ 1,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 5,7	- 8,2	- 0,3	-10,0	+11,9	- 8,8	- 5,4	+ 8,7	+ 0,7
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position au comptant ³	- 0,3	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	+ 0,9	+ 0,7	+ 3,6	- 2,6	+ 1,7
6.2 Augment. (-) ou diminue. (+) de la position à terme	- 3,2	- 0,4	+ 5,4	+12,4	- 6,2	+ 1,6	+ 5,1	- 1,0	- 0,1
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,0	+ 5,1
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 1,5	...	- 2,7	+ 1,5	+ 0,2	- 3,1	+ 3,5	+ 1,9	- 3,2
Total 1 à 7 ...	+31,7	+23,6	+ 34,4	+13,4	- 2,9	+21,7	+ 9,3	+17,8	+ 4,7
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	- 4,0	+ 3,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,5
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	+ 3,5	- 3,5	+ 3,2	+ 3,3	- 3,7	+ 7,2	- 3,6
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+17,7	- 2,7	+15,6	+12,7	+ 9,2	+ 6,5
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 2,8	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 3,7	+ 4,1	...	- 0,2	+ 0,7
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	...	- 1,0	- 0,2	+ 0,6	+ 0,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+15,3	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 3,1	- 3,9	...	+ 0,5	- 0,6

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

¹ Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

² Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁵ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁶ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁷ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

« Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, no 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : Le année, vol. II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1974 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 litres ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaire	100 yens
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ¹ 119,68 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ¹ 6,65 ²	46,06	172,87	192,30	{ 82,89 ¹ 71,35 ²	—	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	{ 10,12 ³ 8,98 ⁴	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 ⁵ 13,47 ⁶	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁷	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁸	—
1971 ¹⁰	49,65	9,00	120,00	{ 13,80 ⁹ 13,99 ¹¹	{ 11,54 ⁹ 12,15 ¹¹	{ 13,66 ⁹ 14,21 ¹¹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	{ 191,99 ⁹ 199,07 ¹¹	71,38	11,89	100,01	—
1971 ¹²	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971 ¹³	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	{ 114,62 ¹⁴ 105,88 ¹⁵	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973 ¹⁷	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973 ¹⁶	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973 ²⁵	38,05	8,76	93,72	{ 13,75 ²⁵ 14,48 ²⁷	12,37	{ 14,23 ²⁸ 15,17 ²⁹	6,53	8,87	{ 6,74 ³⁰ 7,11 ²⁴	6,46	38,03	160,66	{ 194,99 ³¹ 205,99 ³²	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	{ 8,68 ³³ 8,07 ³⁵	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,39
1973 2° trim.	39,02	8,82	98,71	13,65	12,38	{ 14,27 ¹⁸ 14,95 ¹⁹	6,61	8,91	6,80	6,44	39,03	159,35	195,33	67,28	10,23 ²⁰	78,04	—
3° trim.	36,46	8,71	90,38	{ 13,87 ²² 14,40 ²¹	12,43	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,35	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92	—
4° trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,66	{ 6,70 ²³ 7,11 ²⁴	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
1974 1° trim.	41,26	{ 8,68 ³³ 8,29 ²⁴	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,26
2° trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69
3° trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,03
4° trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,60
1975 1° trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,92
2° trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,99
1974 Août	38,70	8,10	90,80	14,49	12,98	14,79	5,91	8,76	7,06	6,41	39,51	152,71	208,95	67,70	10,33	77,41	12,83
Sept.	39,42	8,21	91,31	14,53	13,15	14,82	5,95	8,81	7,10	6,36	39,96	152,78	209,24	68,40	10,35	78,83	13,19
Oct.	38,57	8,15	89,98	14,52	13,31	14,88	5,79	8,78	7,01	6,40	39,24	152,02	209,04	67,24	10,16	77,14	12,90
Nov.	37,68	8,07	87,74	14,50	13,74	15,03	5,66	8,75	6,94	6,42	38,18	151,24	210,36	66,10	10,11	75,36	12,57
Déc.	36,86	8,15	85,90	14,49	14,15	15,02	5,60	8,81	6,95	6,39	37,33	150,05	211,67	65,42	10,14	73,73	12,29
1975 Janv.	35,45	8,12	83,78	14,44	14,05	14,99	5,50	8,78	6,95	6,32	35,66	145,55	211,52	63,16	10,00	70,89	11,85
Févr.	34,80	8,13	83,32	14,45	14,06	14,94	5,46	8,75	6,95	6,30	34,78	143,94	210,94	62,01	9,95	69,60	11,94
Mars	34,34	8,18	83,10	14,49	13,88	14,83	5,45	8,77	7,00	6,33	34,36	143,41 ³⁶	209,26	61,62	9,81	68,68	11,99
Avril	35,15	8,38	83,32	14,51	13,75	14,80	5,55	8,85	7,05	6,37	34,82	144,24	208,98	62,50	9,86	70,30	12,05
Mai	34,89	8,63	81,01	14,53	13,95	14,87	5,57	8,89	7,07	6,41	33,94	143,87	210,12	62,52	9,84	69,79	12,00
Juin	34,94	8,73	79,71	14,51	14,02	14,94	5,59	8,93	7,13	6,43	34,06	145,23	211,30	62,68	9,90	69,88	11,93
Juill.	36,80	8,72	80,39	14,44	14,11	14,93	5,67	8,94	7,10	6,45	35,72	145,59	211,95	64,28	10,05	73,60	12,43
Août	38,28	8,75	80,96	14,49	14,27	14,86	5,73	8,87	7,01	6,43	37,00	145,19	211,02	65,67	10,12	76,56	12,86

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

² Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

³ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁴ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁵ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.

⁶ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁷ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

⁹ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

¹¹ Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

¹² Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

¹³ Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.

¹⁵ Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.

¹⁶ Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.

¹⁷ Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

¹⁸ Moyenne du 1^{er} avril au 28 juin 1973.

¹⁹ Cours du 29 juin 1973.

²⁰ Les cotations ont été suspendues du 2 au 16 mai et du 25 mai au 5 juin 1973.

²¹ Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.

²² Moyenne du 1^{er} juillet au 14 septembre 1973.

²³ Moyenne du 1^{er} octobre au 14 novembre 1973.

²⁴ Moyenne du 10 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

²⁵ Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

²⁶ Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

²⁷ Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

²⁸ Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

²⁹ Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

³⁰ Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

³¹ Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

³² Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.

³³ Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.

³⁴ Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.

³⁵ Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.

³⁶ La cotation a été suspendue du 14 au 17 mars 1975.

X . 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 août 1975

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,61865	1,6931	1,68665	1,76425	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	0,590625	0,6178	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,5668	0,5929	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	0,9684	1,01295	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	1,2701	1,32855	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X . 4 . — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1973 2 ^o trimestre	39,02	38,83	38,84	- 3,45	- 2,33
3 ^o trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
4 ^o trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^o trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^o trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^o trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^o trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
1974 Août	38,70	39,82	39,82	+ 0,94	- 1,03
Septembre	39,42	39,84	39,87	- 0,07	- 0,26
Octobre	38,57	38,69	38,74	+ 0,93	+ 0,80
Novembre	37,68	37,88	37,98	+ 2,13	+ 1,43
Décembre	36,86	37,37	37,42	+ 2,22	+ 1,39
1975 Janvier	35,45	35,77	35,94	+ 2,63	+ 2,07
Février	34,80	35,22	35,43	+ 3,37	+ 2,45
Mars	34,34	34,76	34,89	+ 2,47	+ 1,29
Avril	35,15	36,08	36,19	+ 1,49	+ 0,59
Mai	34,89	36,03	36,18	+ 1,17	+ 0,71
Juin	34,94	36,26	36,38	+ 0,58	+ 0,22
Juillet	36,80	38,61	38,75	+ 0,72	- 0,70
Août	38,28	39,57	39,66	- 0,13	- 1,14

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 29 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1978.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1978. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 10 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (8)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	36,3	- 36,1	- 38,2
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974 1 ^{er} mois	42,5	51,9	- 9,4	0,1	6,0	- 5,9	- 15,3
2 premiers mois	69,0	94,7	- 25,7	0,1	13,4	- 13,3	- 39,0
3 premiers mois	103,5	140,8	- 37,3	0,2	21,2	- 21,0	- 58,3
4 premiers mois	140,1	191,9	- 51,8	0,2	27,0	- 26,8	- 78,6
5 premiers mois	178,3	233,1	- 54,8	0,2	32,2	- 32,0	- 86,8
6 premiers mois	210,1	271,7	- 61,6	0,3	38,5	- 38,2	- 99,8
7 premiers mois	300,8	314,7	- 13,9	0,3	45,3	- 45,0	- 58,9
8 premiers mois	335,4	349,6	- 14,2	0,4	51,6	- 51,2	- 65,4
9 premiers mois	359,5	392,5	- 33,0	0,4	57,0	- 56,6	- 89,6
10 premiers mois	409,8	433,2	- 23,4	0,4	65,6	- 65,2	- 88,6
11 premiers mois	450,3	466,4	- 16,1	0,4	70,6	- 70,2	- 86,3
12 mois	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (8) + (8)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 1 ^{er} mois	42,1	48,8	- 6,7	0,4	4,5	- 4,1	- 10,8
2 premiers mois	68,2	91,6	- 23,4	0,9	9,7	- 8,8	- 32,2
3 premiers mois	102,4	136,6	- 34,2	1,2	15,4	- 14,2	- 48,4
4 premiers mois	138,7	185,4	- 46,7	1,6	19,9	- 18,3	- 65,0
5 premiers mois	176,4	223,7	- 47,3	2,1	24,2	- 22,1	- 69,4
6 premiers mois	207,8	261,1	- 53,3	2,6	29,2	- 26,6	- 79,9
7 premiers mois	298,1	301,9	- 3,8	3,0	35,9	- 32,9	- 36,7
1975 1 ^{er} mois	49,0	54,4	- 5,4	0,8	8,5	- 7,7	- 13,1
2 premiers mois	91,4	112,5	- 21,1	1,3	13,7	- 12,4	- 33,5
3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
4 premiers mois	176,2	229,9	- 53,7	2,4	26,3	- 23,9	- 77,6
5 premiers mois	210,5	273,8	- 63,3	2,9	30,6	- 27,7	- 91,0
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	- 106,7
7 premiers mois	323,2	380,4	- 57,2	4,2	46,0	- 41,8	- 99,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortisse- ments de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (18) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,1	- 4,5	- 23,4	...	- 23,4	...	+ 9,5	+ 4,2	+ 9,7	...	...	+ 23,4
2 premiers mois	- 32,2	- 11,3	- 6,8	- 50,3	...	- 50,3	+ 28,4	+ 13,2	- 1,1	+ 9,8	...	...	+ 21,9
3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
4 premiers mois	- 65,0	- 4,1	- 13,6	- 82,7	...	- 82,7	+ 27,4	+ 13,4	+ 30,9	+ 10,7	...	+ 0,3	+ 55,3
5 premiers mois	- 69,4	- 7,5	- 17,4	- 94,3	...	- 94,3	+ 27,7	+ 15,4	+ 48,1	+ 2,9	...	+ 0,2	+ 66,6
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	+ 0,5	- 3,3	- 15,9	- 20,1	- 36,0	+ 41,0	- 5,1	- 1,3	+ 10,5	...	- 9,1	- 5,0
2 premiers mois	- 33,5	- 1,3	- 5,9	- 40,7	- 9,4	- 50,1	+ 37,8	- 5,1	+ 25,6	+ 0,9	...	- 9,1	+ 12,3
3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
4 premiers mois	- 77,6	- 1,0	- 11,1	- 89,7	- 13,0	- 102,7	+ 68,4	- 5,1	+ 33,7	+ 14,8	...	- 9,1	+ 34,3
5 premiers mois	- 91,0	+ 0,6	- 13,4	- 103,8	...	- 103,8	+ 67,0	- 1,5	+ 35,8	+ 5,4	...	- 3,0	+ 36,8
6 premiers mois	- 106,7	+ 7,9	- 16,3	- 115,1	...	- 115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.L., qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1967	- 38,2	- 0,3	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974										
1 ^{er} mois	- 15,2	- 8,4	- 23,6	+ 4,5	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6
2 ^{em} mois	- 39,1	- 11,6	- 50,7	+ 6,8	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8
3 ^{em} mois	- 58,4	- 4,6	- 63,0	+ 10,0	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 ^{em} mois	- 78,6	- 4,3	- 82,9	+ 13,6	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
5 ^{em} mois	- 86,7	- 8,8	- 95,5	+ 17,4	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4
6 ^{em} mois	- 99,8	- 0,6	- 100,4	+ 19,9	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4
7 ^{em} mois	- 58,9	- 3,3	- 62,2	+ 22,2	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7
8 ^{em} mois	- 65,4	+ 0,1	- 65,3	+ 25,0	- 40,3	+ 39,4	+ 3,9	- 1,3	+ 42,0	- 1,7
9 ^{em} mois	- 89,6	+ 1,2	- 88,4	+ 28,6	- 59,8	+ 63,6	+ 3,8	- 5,9	+ 61,5	- 1,7
10 ^{em} mois	- 88,6	+ 0,6	- 88,0	+ 32,9	- 55,1	+ 59,2	+ 3,8	- 5,9	+ 57,1	- 2,0
11 ^{em} mois	- 86,3	- 6,6	- 92,9	+ 35,6	- 57,3	+ 54,3	+ 3,8	+ 1,3	+ 59,4	- 2,1
12 ^{em} mois	- 97,1	- 1,5	- 98,6	+ 39,3	- 59,3	+ 50,9	+ 3,8	+ 7,1	+ 61,8	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisionnels en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974								
1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,3	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6
2 ^{em} mois	- 32,2	- 11,7	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8
3 ^{em} mois	- 48,4	- 4,6	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 ^{em} mois	- 65,0	- 4,3	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
5 ^{em} mois	- 69,4	- 8,7	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4
6 ^{em} mois	- 79,9	- 0,6	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4
7 ^{em} mois	- 36,7	- 3,3	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7
1975								
1 ^{er} mois	- 13,1	- 0,5	- 13,6	+ 39,0	...	- 24,3	+ 14,7	- 1,1
2 ^{em} mois	- 33,5	- 2,2	- 35,7	+ 33,3	...	+ 3,1	+ 36,4	- 0,7
3 ^{em} mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,4	+ 65,9	- 0,8
4 ^{em} mois	- 77,6	- 2,8	- 80,4	+ 29,2	...	+ 51,9	+ 81,1	- 0,7
5 ^{em} mois	- 91,0	- 1,7	- 92,7	+ 56,6	- 0,2	+ 37,7	+ 94,1	- 1,4
6 ^{em} mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 60,0	+ 102,8	- 1,7
7 ^{em} mois	- 99,0	+ 0,4	- 98,6	+ 68,2	- 1,5	+ 33,7	+ 100,4	- 1,8

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

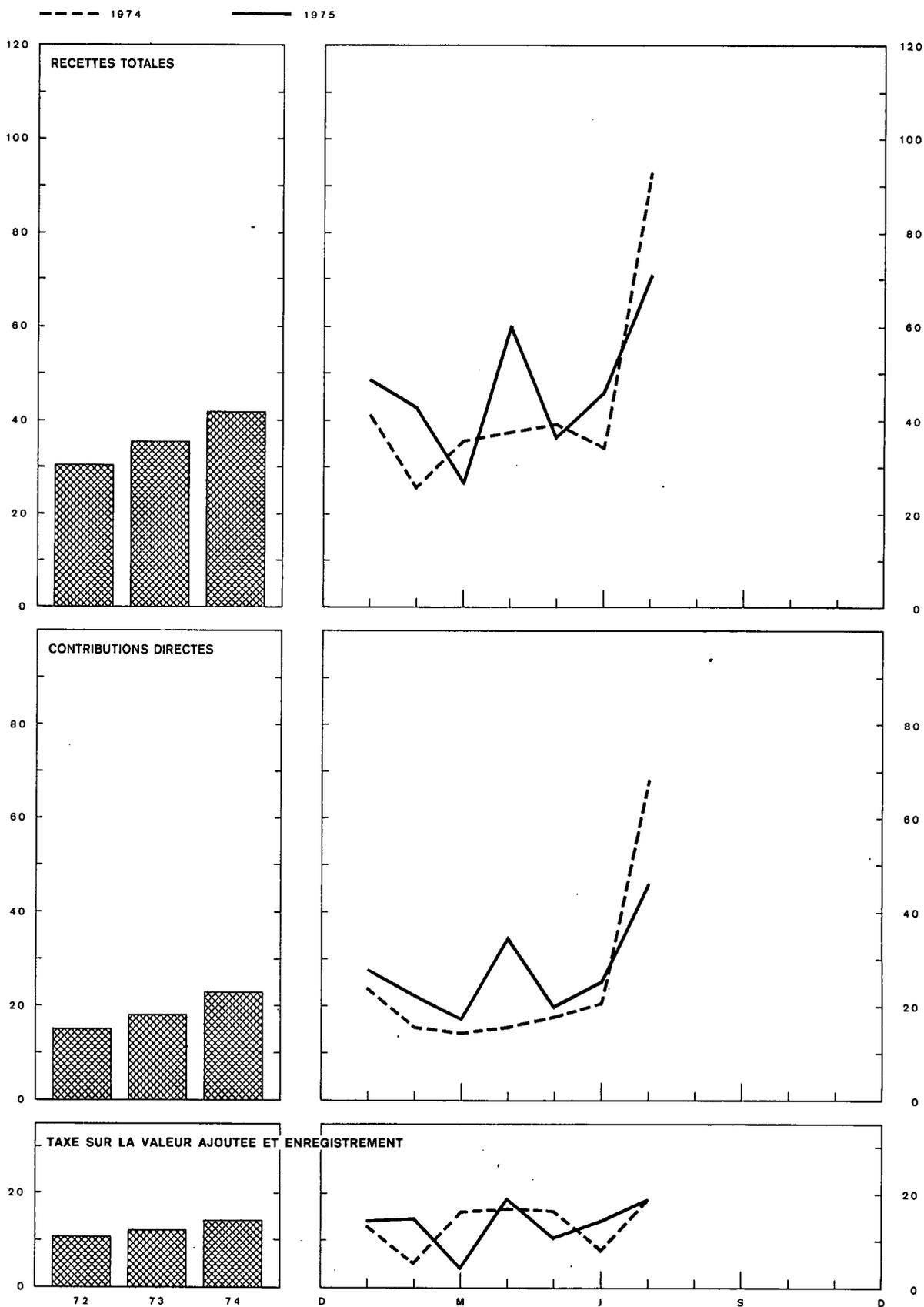
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. - RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	n.d.	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,5	168,3	496,1	62,1	5,1	501,2
1973 2 ^e trimestre	42,8	13,7	36,2	92,7	3,4	1,4	94,1
3 ^e trimestre	80,5	12,5	35,8	128,8	43,1	1,3	130,1
4 ^e trimestre	52,1	15,2	43,1	110,4	5,1	1,3	111,7
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,3	48,8	129,8	5,4	1,5	131,3
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
1974 Juillet	68,6	4,6	19,1	92,3	48,2	0,4	92,7
1975 Juillet	46,6	4,8	19,0	70,4	20,6	0,7	71,1

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1974				1974 : juillet				1975 : juillet			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (8) =	Prévisions budgétaires	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (8) =	Prévisions budgétaires	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (8) =	Prévisions budgétaires
	(1)	(2)	(1) - (2)	2	(1)	(2)	(1) - (2)	2	(1)	(2)	(1) - (2)	2
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	275,3	8,1	267,2	252,5	68,6	1,6	67,0	68,0	46,6	1,6	45,0	54,9
précompte immobilier	1,4	...	1,4	1,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...
précompte mobilier	24,8	...	24,8	23,9	2,4	...	2,4	2,3	3,1	...	3,1	2,7
versements anticipés	62,1	1,1	61,0	65,3	48,2	0,9	47,3	50,5	20,6	0,7	19,9	32,3
impôts de sociétés (rôles) ...	9,5	...	9,5	6,9	0,8	...	0,8	0,5	0,8	...	0,8	0,9
impôts des personnes physiques (rôles)	31,1	1,0	30,1	26,7	1,9	...	1,9	1,2	1,8	0,1	1,7	1,6
précompte professionnel	139,2	1,3	137,9	126,1	14,6	0,1	14,5	13,3	19,4	0,1	19,3	17,3
divers	7,2	4,7	2,5	2,3	0,6	0,6	...	0,1	0,9	0,7	0,2	0,1
II. Douanes et accises	52,5	7,3	45,2	49,7	4,6	0,5	4,1	4,1	4,8	0,5	4,3	5,4
III. T.V.A. et enregistrement	168,3	13,6	154,7	153,7	19,1	1,3	17,8	17,6	19,0	1,1	17,9	19,4
B. Recettes en capital	5,1	...	5,1	5,2	0,4	...	0,4	0,5	0,7	...	0,7	0,4

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. XLVII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la pers-

pective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 » : — XLIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le même, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	0,1	112,4	—	8,9	—	5,6	0,2	127,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	11,8	—	—	—	—	140,9	—	0,4	—	1,9	—	—	155,0
		Obligations ...	31,6	—	—	—	—	1,3	—	4,8	23,5	—	—	—	61,2
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	0,8	—	—	208,5	56,1	219,1	—	—	484,7
		Divers ...	—	3,9	3,6	0,1	35,6	—	—	—	2,0	20,8	1,9	—	67,9
(Actions et parts) ...	(354,9)	(2,5)	(0,5)	(...)	(...)	(1,9)	(—)	(0,8)	(5,5)	(...)	(...)	(...)	(366,1)		
		Total ...	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	0,2	896,0
		Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	1,5	—	0,5	—	0,8	—	2,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	—	—	—	0,8	0,8	—	0,2	—	—	—	—	2,0
		Obligations accessibles à tout placeur ...	23,4	0,2	—	—	2,3	9,3	0,9	7,1	7,1	1,9	—	52,4	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	0,7	6,1	—	4,2	5,7	3,1	3,2	23,4	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	1,6	—	—	0,3	0,3	25,3	—	27,6	
		Divers ...	11,8	0,1	6,7	0,6	3,1	0,1	—	—	—	—	2,3	24,7	
		(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(18,8)	(11,0)	(...)	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(33,3)	
		Total ...	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	5,5	132,9
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	—	—	4,3	—	2,1	55,9	—	—	—	0,1	9,8	78,0
		Certificats à un an au plus ...	—	1,6	—	0,2	—	9,9	31,6	6,7	18,0	—	10,1	—	78,1
		Obligations accessibles à tout placeur ...	173,6	3,0	—	2,3	3,6	5,7	112,3	5,2	46,4	53,8	19,7	2,8	428,4
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	—	—	6,3	63,7	—	5,1	1,5	2,6	—	79,6
		Divers ...	—	1,1	—	—	1,4	1,3	—	—	3,3	1,6	0,2	—	8,9
		Total ...	179,5	6,0	—	6,8	5,0	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	12,6	673,0
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	16,0	—	—	—	—	—	16,0
		Obligations accessibles à tout placeur ...	35,5	0,3	—	0,3	—	0,4	13,2	1,6	9,6	11,9	4,2	—	76,9
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	2,6	—	17,9	1,4	1,9	0,2	24,0
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,9	—	—	—	—	—	—	8,4	—	—	—	130,3
		Divers ...	2,7	1,0	2,1	—	0,1	—	—	—	—	—	0,4	—	14,4
		Total ...	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	8,2	261,6
		Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,2
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,2
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,5	24,3	0,2	—	25,5
		Divers ...	30,9	—	0,7	—	0,1	—	0,4	—	1,0	1,0	0,7	10,1	44,8
		Total ...	52,1	—	0,7	—	0,1	0,2	0,8	—	1,5	25,3	0,9	10,2	91,7
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	3,8
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,4	36,6	—	5,6	—	4,5	0,3	47,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	58,4	—	—	—	—	—	58,4
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Obligations ...	9,0	—	—	—	—	—	312,8	—	—	—	—	—	312,8
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	8,9	—	—	—	24,8	0,9	1,1	4,8	0,2	0,2	41,0
		Divers ...	—	2,9	9,0	—	—	—	30,0	—	—	—	—	—	38,9
		(Actions et parts) ...	—	(0,3)	(0,5)	—	0,6	—	1,5	—	0,2	0,6	0,2	—	15,0
		Total ...	9,0	2,9	17,9	—	0,6	0,4	(3,8)	(—)	(0,1)	(1,3)	(—)	(...)	(6,0)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	417,3	3,1	0,8	34,9	1,3	9,0	5,1	5,2	1,7	0,7	...	465,0	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	14,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	325,3	—	—	—	—	—	326,3	
	Dépôts en devises des résidents	9,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	98,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,2	
	Dépôts à terme des résidents	97,5	—	—	...	—	—	—	2,8	...	1,3	...	101,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	55,6	...	—	—	...	55,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	29,8	—	...	—	—	—	—	0,1	0,5	—	...	30,4	
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	41,0
	(Actions et parts)	(19,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,5)	—	(0,4)	(0,5)	—	(22,1)	
	Total ...	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	41,0	1.142,7
	Fonds des Rentées (8)	Argent à très court terme	—	...	—	0,7	...	—	1,3	...	0,8	2,9
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	...	4,4	—	5,1	—	—	9,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	0,1	2,9
Total ...		—	...	2,8	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	0,2	15,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	10,0	...	...	1,0	3,2	—	—	—	...	2,8	1,8	18,9
	Dépôts sur livrets	286,7	...	—	0,4	...	—	—	—	...	...	...	287,2
	Dépôts à terme	3,7	1,4	0,1	1,4	3,9	2,9	...	—	0,1	5,7	0,3	19,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	59,0	—	...	...	—	—	—	—	0,4	2,2	...	61,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	4,9	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	8,2
	(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,1)	—	(4,2)	
	Total ...	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	8,5	401,8
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	42,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,3	
	Réserves mathématiques	238,6	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	260,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,0	...	0,8	...	0,2	0,2	...	...	...	...	1,2	23,4
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	(0,1)	
Total ...	301,9	...	0,8	...	0,2	21,9	...	...	...	...	...	1,2	326,0
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	6,0	...	...	0,1	...	0,1	—	...	...	...	...	6,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,1	0,3	...	1,1	...	0,2	1,7
	Dépôts sur livrets	16,6	...	—	...	...	...	—	—	—	—	—	16,6
	Dépôts à terme	5,9	2,2	...	6,4	4,4	1,0	2,4	—	...	1,2	...	24,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	...	...	...	...	0,6	—	3,7	...	0,3	4,7
	Obligations accessibles à tout placeur	185,2	0,3	...	0,2	4,4	...	32,7	0,4	22,1	27,8	4,5	277,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	2,1	12,4	6,0	...	12,4	23,8	1,3	62,8
	Divers	8,1	...	17,4	...	...	...	...	...	0,1	...	0,4	13,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)
Total ...	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	18,7	433,0	
Secteurs inadéquats et ajustements (12)		—	5,8	...	...	2,4	—	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	67,5
	Total des créances (1) à (12)	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	106,7	4.958,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)	
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	0,3	131,4	—	8,3	—	4,9	3,0	148,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	12,4	—	—	—	—	173,6	—	0,3	—	2,4	—	188,7	
		Obligations ...	32,9	—	—	—	—	5,5	—	12,2	—	24,5	—	75,1	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	0,8	—	—	232,3	—	59,5	231,3	—	524,2
		Divers ...	—	5,1	5,9	—	40,7	—	—	—	2,2	23,7	1,1	—	78,7
	(Actions et parts) ...	(385,4)	(3,1)	(0,5)	—	(...)	—	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,5)	(...)	(...)	(398,6)	
	Total ...	45,3	5,5	5,9	—	41,6	0,3	310,5	(—)	255,2	107,7	239,8	3,0	1.014,9	
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,1	1,3	—	0,4	—	0,6	—	2,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,5	—	—	—	—	0,4	0,4	—	—	—	—	—	1,2
		Obligations accessibles à tout placeur ...	22,2	2,2	—	—	0,1	2,2	12,4	1,7	9,8	7,4	2,3	—	60,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	—	0,7	6,3	—	6,9	6,3	3,4	3,1	26,9
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	—	1,4	0,1	—	—	0,3	29,1	—	31,0
		Divers ...	12,7	0,1	6,8	0,7	—	4,4	0,1	—	—	—	—	2,9	27,7
	(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(19,9)	(13,9)	(...)	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(0,9)	(37,4)	
	Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	5,9	149,5	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	8,9	—	—	2,3	—	2,3	64,4	—	—	0,1	15,5	93,4	
		Certificats à un an au plus ...	—	1,0	—	0,2	—	8,5	20,1	8,3	—	—	—	59,4	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	180,9	3,6	—	2,5	3,8	4,3	146,8	8,9	61,3	61,4	26,6	2,8	502,8
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	—	—	4,3	66,5	—	6,6	1,4	3,0	—	82,1
		Divers ...	—	1,2	—	—	—	1,3	—	—	4,0	2,3	0,9	—	10,7
	Total ...	189,8	6,0	—	5,0	4,8	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	18,3	748,3	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	23,2	—	—	—	—	—	23,2
		Obligations accessibles à tout placeur ...	48,7	0,2	—	0,1	—	0,4	16,9	3,7	13,4	13,7	4,7	—	101,7
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	3,0	—	16,6	0,9	2,5	0,3	23,2
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,6	—	—	—	—	—	—	11,2	—	125,9	—	144,7
	Divers ...	2,9	1,0	4,3	—	—	0,2	—	—	—	—	0,4	6,5	15,3	
	Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	—	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	6,8	308,1	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	24,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,1	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	1,2	—	0,4	27,8	0,6	—	30,0
		Divers ...	34,0	—	2,3	—	—	—	0,4	—	1,0	2,6	0,4	9,5	50,2
	Total ...	58,1	—	2,3	—	—	0,1	1,6	—	1,4	30,4	1,0	9,5	104,3	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	6,3	—	—	—	—	—	6,3	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,7	44,0	—	3,1	—	5,8	0,4	54,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	61,0	—	—	—	—	—	61,0	
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	390,6	—	—	—	—	—	390,6	
	Obligations ...	2,0	—	—	—	—	—	31,6	—	1,1	4,8	—	—	39,5	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	14,0	—	—	—	25,9	—	—	—	—	—	39,9	
	Divers ...	—	2,9	9,0	—	0,7	—	4,3	—	0,4	0,6	0,2	—	18,2	
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	—	(—)	(4,3)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)
	Total ...	2,0	2,9	23,1	—	0,7	0,7	563,3	(—)	4,6	5,4	6,0	0,4	602,2	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie	475,2	4,0	0,4	39,4	1,4	14,5	3,8	2,5	6,5	2,4	1,0	...	530,2
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	14,5	3,8	2,5	...	...	...	...	20,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9
	Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,2	—	—	...	—	—	—	—	3,2	...	2,3	...	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	70,1	...	—	...	...	...	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	...	...	—	—	—	—	0,1	0,2	—	...	35,7
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,6)	—	(0,4)	(0,5)	—	—	(23,2)
	Total ...	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	45,3	1.369,3
	Fonds des rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,4	3,5	—	...	0,8	0,1	9,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,1	—	5,3	0,5	—	10,9
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	2,5	
Divers		—	—	2,8	—	—	—	...	—	—	—	0,1	2,9	
Total ...		—	...	2,8	...	...	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	0,2	25,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	...	...	1,7	2,5	...	...	—	...	2,7	0,5	0,1	20,2
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	...	...	...	—	...	...	...	...	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,4	4,8	...	—	...	7,8	0,1	0,2	26,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	...	...	—	—	0,6	—	0,1	0,8	...	...	70,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	1,2
	Divers	6,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	10,6	17,0
	(Actions et parts)	(3,4)	—	—	—	—	—	—	—	(1,0)	(0,4)	—	—	(4,8)
Total ...	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	10,9	472,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	50,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,6
	Réserves mathématiques	255,0	—	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	—	278,7
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,7	...	0,8	...	0,2	0,3	...	...	...	...	...	1,4	24,3
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)
Total ...	327,2	...	0,8	...	0,2	24,0	...	...	...	...	...	1,4	353,6	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	...	...	0,2	...	0,1	—	...	...	...	...	...	7,9
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,6	...	0,3	...	0,3	...	...	1,1
	Dépôts sur livrets	22,4	...	—	...	...	...	—	—	...	...	...	...	22,4
	Dépôts à terme	7,2	1,7	...	5,1	5,9	0,7	2,5	—	...	0,7	0,5	1,0	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	0,5	—	4,0	...	0,2	...	4,6
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	...	0,1	5,0	...	33,2	0,9	25,3	25,9	5,1	...	300,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	2,1	10,4	5,2	...	17,9	22,9	3,3	4,7	66,6
	Divers	8,9	...	17,7	...	...	...	...	—	0,1	...	0,2	15,0	41,9
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)
Total ...	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	20,7	470,3	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	5,8	...	...	3,0	—	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	—	76,8
	(13) = (1) à (12)	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	122,4	5.702,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'épargne et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													(1)		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	+ 0,1	—	.....	.....	+ 0,2	+19,1	—	- 0,6	.....	- 0,6	+ 2,8	+ 21,0
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,6	.....	.....	.....	.....	.....	+32,7	—	- 0,1	.....	+ 0,5	...	+ 33,6
		Obligations ...	+ 1,4	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2	—	+ 7,4	.....	+ 1,0	...	+ 13,9
		Autres emprunts à plus d'un an ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+23,9	.....	+ 3,4	+12,2	+ 39,5
		Divers ...	.....	+ 1,2	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+23,4 ¹	.....	—	+ 0,2	.....	+ 2,8	- 0,7	+ 34,3
		(Actions et parts) ...	(+13,0)	(+ 0,6)	(...)	.....	(...)	(+ 4,1) ²	(+ 0,3)	(-)	(...)	(+ 1,1)	(...)	(...)	(+ 19,2)
	Total ...	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+23,6	+55,9	—	+30,7	+ 7,2	+11,3	+ 2,8	+142,3	
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	+ 0,1	- 0,3	—	- 0,1	.....	- 0,2	.....	- 0,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	- 0,4	- 0,4	—	- 0,2	.....	.....	.....	- 0,8
		Obligations accessibles à tout placeur ...	- 1,2	+ 2,0	.....	.....	.....	- 0,1	+ 3,1	+ 0,8	+ 2,7	+ 0,3	+ 0,4	.....	+ 7,9
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 0,2	.....	+ 1,0	- 0,1	+ 0,3	- 0,1	+ 1,1
		Autres emprunts à plus d'un an ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,3	+ 0,2	—	- 0,3	.....	+ 3,9	.....	+ 3,4
	Divers ...	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	.....	+ 1,2	.....	—	.....	.....	.....	+ 0,5	+ 3,0	
	(Actions et parts) ...	(...)	.....	(+ 1,1)	(+ 2,9)	(...)	.....	(...)	(-)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 4,1)	
	Total ...	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	.....	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 0,4	+ 14,2	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	+ 3,0	.....	—	- 1,9	.....	+ 0,2	+ 8,5	.....	.....	- 0,1	+ 5,7	+ 15,5	
		Certificats à un an au plus ...	.....	- 0,6	—	.....	.....	- 5,3	-11,6	+ 1,6	- 3,3	.....	- 3,5	.....	- 22,6
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 7,2	+ 0,6	—	+ 0,2	+ 0,2	- 1,4	+34,5	+ 3,7	+14,9	+ 7,6	+ 6,9	.....	+ 74,4
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	- 0,1	—	.....	.....	- 2,0	+ 2,8	.....	+ 1,5	- 0,1	+ 0,4	.....	+ 2,4
		Divers ...	.....	.....	—	.....	- 0,4	.....	.....	.....	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	.....	+ 1,7
		Total ...	+10,3	.....	—	- 1,8	- 0,2	- 8,5	+34,2	+ 5,2	+13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 5,7	+ 71,4
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,2
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 5,0	.....	.....	- 0,1	.....	.....	+ 3,4	+ 1,5	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,2	.....	+ 14,7
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,6
		Autres emprunts à plus d'un an ...	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 2,8	.....	+11,9	.....	+ 14,4
		Divers ...	+ 0,2	.....	+ 2,2	.....	- 0,1	.....	+ 0,2	—	.....	.....	.....	- 1,6	+ 0,9
	Total ...	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	.....	+11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+12,7	- 1,4	+ 38,9	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8
		Obligations accessibles à tout placeur ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	.....	- 0,1	+ 3,4	+ 0,3	.....	+ 4,5
		Divers ...	+ 3,2	.....	+ 1,6	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,7	- 0,3	- 0,7	+ 5,4
		Total ...	+ 6,1	.....	+ 1,6	.....	- 0,1	- 0,1	+ 0,8	.....	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	- 0,7	+ 12,6
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	+ 2,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	+ 0,3	+ 7,4	—	- 2,5	.....	+ 1,3	+ 0,1	+ 6,7
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,6	—	.....	.....	.....	.....	+ 2,6
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
		Obligations ...	+ 1,2	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 7,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	.....	- 0,2	+ 8,6
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	+ 1,2	—	—	—	—	- 4,1	—	—	—	—	- 2,8
	Divers ...	+ 9,5 ³	+ 0,1	.....	.....	+ 0,1	.....	+ 2,8	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	+ 12,7	
	(Actions et parts) ...	(+36,0) ⁴	(...)	(...)	.....	.....	(-)	(+ 0,5)	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(+ 36,5)	
	Total ...	+ 10,7	.....	+ 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 2,8	.....	+ 0,2	+ 0,6	.....	.....	+ 14,5	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+57,9	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	...	...	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,3	...	+ 65,3	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 5,5	-1,3	+ 2,5	- 0,3	...	- 0,1	...	+ 6,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+74,6	—	—	—	—	—	—	+ 74,6
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,5
	Dépôts sur livrets des résidents	+35,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 35,7
	Dépôts à terme des résidents	+ 7,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	...	+ 1,0	...	+ 9,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	.....	.....	.....	.....	.....	+14,5	...	...	...	...	...	+ 14,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 5,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	- 0,3	.....	.....	+ 5,4
	Divers	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+7,7	...	+ 2,8	.....	+ 1,3	+ 0,9	+ 12,7
	(Actions et parts)	(+ 1,0)	.....	(...)	.....	.....	.....	(+0,1)	.....	(...)	(...)	.....	.....	(+ 1,1)
	Total ...	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+80,1	+20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,9	+223,2
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,7	+3,5	—	+ 0,9	...	...	+ 6,1
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	+0,6	—	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+2,5	—	—	—	—	+ 2,5
		Divers	—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...
Total ...		—	...	...	...	...	+ 1,7	+6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	...	+ 10,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,6	...	...	+ 0,7	- 0,7	...	...	—	...	- 0,1	- 1,2	+ 0,1	+ 1,4
	Dépôts sur livrets	+49,6	+ 0,2	—	- 0,1	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 49,6
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 1,9	...	—	- 0,1	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 6,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+10,4	...	...	...	.....	.....	+0,6	—	- 0,3	- 1,5	...	...	+ 9,3
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1
	Divers	+ 1,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,4	+ 3,6
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(+ 0,1)	(+ 0,3)	.....	.....	(+ 0,5)
Total ...	+64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,9	+0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	+ 2,4	+ 70,6	
Organ. d'assur.-vie et sociét. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,3	
	Réserves mathématiques	+16,3	—	—	—	—	+ 2,0 ⁵	—	—	—	—	—	+ 18,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 0,7	...	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,9
	(Actions et parts)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(...)	.....	.....	.....	(...)
Total ...	+25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,6	...	...	+ 0,1	...	.....	-0,1	—	...	...	...	+ 1,6	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 0,1	+0,3	...	- 0,8	...	+ 0,1	- 0,6	
	Dépôts sur livrets	+ 5,8	...	—	...	...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,8	
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,5	...	- 1,3	+ 1,5	- 0,3	...	—	...	- 0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	.....	.....	.....	.....	.....	.....	-0,1	—	+ 0,3	...	- 0,1	...	.....
	Obligations accessibles à tout placeur	+19,6	...	...	- 0,1	+ 0,6	...	+0,5	+ 0,5	+ 3,2	- 1,9	+ 0,6	...	+ 22,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	- 2,0	-0,7	...	+ 5,5	- 0,9	+ 2,0	- 0,1	+ 3,8
	Divers	+ 0,8	...	+ 0,3	...	...	...	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,8	+ 2,8
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,3)	
Total ...	+29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	- 2,4	-0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 2,0	+ 37,3	
Secteurs intéressés et ajustements (12)		.....	...	...	...	+ 0,6	...	-2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	—	+ 9,2
	(13) = (1) à (12)	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+99,0	+223,0	+10,5	+72,7	+24,0	+38,6	+12,3	+762,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

5 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et par- ticuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	87,7	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	808,1	0,2	896,0
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	43,5	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	75,2	5,5	132,9
3. Etat (Trésor)	179,5	6,0	—	6,8	5,0	197,3	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	437,9	12,6	673,0
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	49,9	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	203,1	8,2	261,6
5. Sécurité sociale	52,1	...	0,7	...	0,1	52,9	0,2	0,8	...	1,5	25,3	0,9	28,5	10,2	91,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	348,6	19,8	13,1	8,1	41,7	431,3	34,4	568,6	14,4	347,1	209,0	413,7	1.552,8	36,7	2.055,2
7. Etranger	9,0	2,9	17,9	...	0,6	30,4	0,4	467,9	0,9	6,9	5,4	4,9	486,0	0,5	517,2
8. Organismes monétaires	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	693,0	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	73,3	41,0	1.142,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	11,6	0,2	15,3
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	376,8	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	13,6	8,5	401,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	301,9	...	0,8	...	0,2	302,9	21,9	...	...	...	...	...	...	1,2	326,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	259,4	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	141,4	18,7	433,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.541,9	7,0	22,1	44,4	19,5	1.634,9	374,3	107,3	0,4	54,8	65,7	11,7	239,9	69,6	2.318,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	2,4	8,2	.....	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	59,4	—	67,5
15. Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	2.104,6	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	2.337,9	106,7	4.958,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.003,4	- 97,5	- 619,9	- 209,1	- 27,5	+ 49,4	- 107,9	+ 33,6	+ 1,4	+ 20,3	- 39,5	+ 3,4	+ 19,1	+ 39,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	45,3	5,5	5,9	...	41,6	98,3	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	913,2	3,0	1014,9
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	45,7	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	88,8	5,9	149,5
3. Etat (Trésor)	189,8	6,0	—	5,0	4,8	205,6	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	503,9	18,3	748,3
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	...	64,8	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	236,0	6,8	308,1
5. Sécurité sociale	58,1	...	2,3	...	...	60,4	0,1	1,6	...	1,4	30,4	1,0	34,4	9,5	104,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	380,2	22,7	19,3	6,1	46,5	474,8	30,5	673,6	22,6	401,6	231,7	446,8	1.776,3	43,5	2.325,1
7. Etranger	2,0	2,9	23,1	...	0,7	28,7	0,7	563,8	...	4,6	5,4	6,0	579,8	0,4	609,6
8. Organismes monétaires	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	804,6	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	104,1	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	19,9	0,2	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	443,7	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	13,0	10,9	472,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	327,2	...	0,8	...	0,2	328,2	24,0	...	...	...	...	...	...	1,4	353,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	289,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	149,5	20,7	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.767,1	8,0	22,3	48,4	22,5	1.868,3	457,6	135,5	3,4	68,0	63,5	16,1	286,5	78,5	2.691,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,0	8,8	.....	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	68,0	—	76,8
15. Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	2.380,8	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	2.710,5	122,4	5.702,5
16. Solde des créances et des dettes ..	+1.134,5	- 110,1	- 683,6	- 253,5	- 31,6	+ 55,7	- 120,8	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 43,0	+ 4,7	+ 19,5	+ 45,6	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+ 10,7	+ 23,6	+ 55,9	—	+ 30,7	+ 7,2	+ 11,3	+ 105,1	+ 2,8	+ 142,3
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 11,2	+ 0,4	+ 14,2
3. Etat (Trésor)	+ 10,3	...	—	- 1,8	- 0,2	+ 8,3	- 8,5	+ 34,2	+ 5,2	+ 13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 65,9	+ 5,7	+ 71,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	+ 6,9	...	+ 11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+ 12,7	+ 33,4	- 1,4	+ 38,9
5. Sécurité sociale	+ 6,1	...	+ 1,6	...	- 0,1	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	+ 5,9	- 0,7	+ 12,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 23,5	+ 3,0	+ 6,2	- 1,9	+ 4,8	+ 35,6	+ 15,4	+ 104,8	+ 7,5	+ 54,3	+ 22,0	+ 32,9	+ 221,5	+ 6,8	+ 279,4
7. Etranger	+ 10,7	...	+ 1,2	...	...	+ 11,9	+ 0,3	+ 92,8	- 0,2	- 2,1	+ 0,6	+ 1,3	+ 92,4	- 0,1	+ 104,6
8. Organismes monétaires	+ 106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 111,6	+ 80,1	+ 20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 30,6	+ 0,9	+ 223,2
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,7	+ 6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 8,4	...	+ 10,1
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 66,9	+ 1,9	+ 0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 70,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 25,3	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	+ 29,7	- 2,4	- 0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 8,1	+ 2,0	+ 37,3
13. Total des intermédiaires financiers	+ 225,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 4,0	+ 2,9	+ 233,5	+ 83,3	+ 28,0	+ 3,0	+ 13,2	- 2,2	+ 4,5	+ 46,5	+ 5,5	+ 368,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,6	...	- 2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	+ 8,6	—	+ 9,2
15. Total des créances	+ 259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+ 281,8	+ 99,0	+ 223,0	+ 10,5	+ 72,7	+ 24,0	+ 38,6	+ 368,8	+ 12,3	+ 762,0
16. Solde des créances et des dettes ..	+ 117,2	- 10,2	- 63,7	- 36,7	- 4,2	+ 2,4	- 5,6	- 0,2	+ 0,4	+ 2,1	- 3,6	+ 1,3	...	+ 3,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVIII^e année, vol. II, nos 2-3, août-

septembre 1962 et XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (18)	Divers 4 (14)		
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)		Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)			Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres inter- médiaires (12)
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)												
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3	
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9	
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2	
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1	
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1	
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1	
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1	
(Nouvelle série) 5	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8	
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,3	
1973 Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,3	52,6	333,9	343,0	12,9	32,4	- 38,1	- 27,1	
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	149,9	326,1	55,4	350,6	359,2	5,9	31,4	- 40,1	- 23,0	
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	60,1	371,5	378,3	9,6	26,5	- 41,8	- 20,9	
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	59,8	382,2	391,4	10,7	31,0	- 43,6	- 15,0	
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	64,6	386,7	397,7	22,6	38,4	- 45,5	- 11,8	
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	65,5	391,3	400,5	17,5	42,8	- 46,5	- 6,7	
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,5	80,3	404,3	421,5	10,1	42,2	- 48,7	- 2,2	
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	p 144,6	p 366,8	p 81,1	399,4	424,8	6,0	p 54,2	- 50,8	p- 0,9	
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	p 152,2	p 393,9	p 84,1	426,1	440,9	5,0	p 56,2	- 53,3	p- 7,3	

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONÉTAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,3	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9
3. Obligations	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	10,9	11,0	16,9	15,2	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6
b) CEE : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	87,3	80,8	75,9	67,8	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8
b) en francs belges	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	226,7	232,7	222,6	207,9	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	11,1	...	0,5	13,4	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	3,8	4,6	7,9	7,6	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1
b) effets commerciaux	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	6,3	8,1	15,2	9,3	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4
c) avances .....	...	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	...	...	0,3	...	...	0,1	0,5	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	0,3	...	...	...	...	...	2,5	2,5	...	...	4,5	17,0	3,7	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	47,7	44,4	37,8	30,2	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,9	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,8	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	6,7	6,5	3,5	5,4	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	6,3	5,7	7,0	6,4	6,7	6,9	7,2	7,0	8,3
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	230,9	224,6	231,5	226,4	243,9	236,8	248,9	248,3	274,0
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	3,1	6,6	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	2,0	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...
D. Autres	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	66,3	63,7	54,3	47,2	45,5	44,0	44,2	44,1	47,8
TOTAL DU PASSIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	81-8-74	80-9-74	31-10-74	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	24,6	24,9	25,4	25,2	24,9	24,4	24,9	25,5	25,4	25,3	25,6	26,6	26,4
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	27,1	27,9	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,8	28,9	29,9	29,9	30,0
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	13,5	12,2	12,7	12,6	12,0	3,6	4,4	4,6	5,5	5,4	0,7	4,3	5,1
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	6,3	3,7	0,4	...	...	1,7	6,2	7,3	7,5	7,9	3,6	—	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,6	6,6	6,6	6,5
6. Autres :													
a) en monnaies étrangères	74,9	81,6	88,3	92,7	88,6	92,8	98,0	99,2	100,6	104,9	106,8	107,8	110,0
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	218,2	222,1	227,0	230,7	232,2	229,2	240,2	243,3	246,1	250,8	245,0	247,1	249,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,7	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,2	0,5	4,1	1,9	0,2	7,2	...	0,1	...	0,2	2,2	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à moins d'un an	1,3	0,2	0,2	0,2	5,1	...	...	2,5	...	3,7	20,5	5,1	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0
— autres	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	5,3	5,1	3,8	4,4	5,2	1,8	1,4	1,6	1,8	0,9	0,1	1,3	2,1
b) effets commerciaux	10,9	10,9	8,1	10,4	14,9	7,0	5,0	3,5	8,2	7,9	3,4	3,8	5,8
c) avances .....	...	0,1	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	...	...	...	...	...	0,1
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	6,5	3,7	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à moins d'un an .....	...	0,5	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	24,1	24,8	24,9	26,2	24,2	25,3	24,2	23,6	23,8	24,2	25,9	24,3	25,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	312,5	313,6	313,3	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,6

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balancé des paiements et XIII, Organismesmonétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-74	30-9-74	31-10-74	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75	31-7-75	31-8-75
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	3,1	2,8	2,7	3,2	3,0	3,0	2,7	2,4	2,4	2,5	2,2	2,2	3,0
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,5	3,2	3,1	3,6	3,4	3,4	3,1	2,8	2,8	2,9	2,3	2,3	3,1
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	5,9	6,9	6,3	6,3	7,2	6,7	6,3	7,0	7,2	6,9	8,3	p 7,5	p 7,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	14,2	16,1	15,1	15,9	14,7	14,1	11,5	11,6	11,6	8,8	5,8	—	—
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,2	...	...	0,9	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	240,5	236,8	236,8	239,8	248,9	242,0	245,3	248,3	254,4	264,1	274,0	p267,8	p266,3
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,4	0,4	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	3,9	4,1	4,2	4,2	4,1	4,2	2,7	2,7	2,7	2,0	1,3	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	2,6	2,5	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,1	1,1	1,1	0,9	0,6	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	...	...	...	—	—
D. Autres	42,2	44,0	42,9	45,5	44,2	43,4	44,1	44,1	43,2	45,4	47,8	p 47,2	p 48,8
TOTAL DU PASSIF ...	312,5	313,6	313,3	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7	325,2	326,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à moins d'un an	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	64,8	74,0	65,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,6	8,2	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	16,0	23,2	24,9	26,7	20,1	24,0	29,9	36,6	30,4	35,2
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,1	0,1	0,6	...	...	...	0,1	0,7	0,5	...
b) effets commerciaux	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	3,6	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,3	0,5	...	...	...	...	...	2,4	1,7	1,4	3,5	5,7	0,6	1,5	2,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	...	2,9	...	0,5	0,5	0,5	...	...	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à moins d'un an .....	...	...	...	0,1	0,3	0,3	0,6	...	...	0,8	0,2	...	...	0,7	1,1
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7
D. Autres	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	8,2 ²	6,7	9,3	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9 ²	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	
Total des engagements envers l'étranger	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	1,1	0,4	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
— autres	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	8,9	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	60,4	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0	
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,9	11,8	10,9	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1	19,4
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	235,3	297,0	337,6	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1
b) en francs belges	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6
Total des créances sur l'étranger ...	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	296,3	367,8	421,9	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2	640,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,3	5,7	5,6	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...
b) sur les organismes publics	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9
c) sur les banques de dépôts	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7	99,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à moins d'un an	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	17,8	9,4	11,4	10,0	25,3	22,6	p 11,5	p 8,3	p 11,1	p 10,3
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	103,3	137,2	173,4	170,0	177,7	185,6	p 190,7	p 188,0	p 200,0	p 208,8
— autres	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	29,7	32,6	32,1	31,1	29,7	29,7	p 33,6	p 32,6	p 32,6	p 32,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à moins d'un an	—	—	0,3	0,6	1,9	0,4	1,1	2,1	2,6	3,6	4,0	p 4,4	p 5,9	p 6,5	p 4,4
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	12,6	15,5	22,7	24,7	28,9	28,9	p 28,9	p 30,1	p 37,1	p 35,2
— autres	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	5,3	5,7	p 6,5	p 6,3	p 6,0	p 8,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	8,6	9,1	7,3	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1	17,2
b) effets commerciaux	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	93,7	106,3	113,4	116,5	126,0	126,4	118,8	117,0	119,7	123,9
c) avances	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	141,6	174,3	212,9	222,8	224,3	232,8	244,9	255,6	258,1	279,7
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	p 3,4
e) autres créances à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	8,9	11,5	10,6	12,1	11,9	11,8	p 11,6	p 14,4	p 15,9	p 16,4
— autres	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,1	12,0	12,3	12,6	13,1	14,3	p 15,0	p 16,8	p 17,3	p 17,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	4,4	5,6	5,9	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à moins d'un an	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,2	2,8	3,7	2,3	3,1	2,7	p 4,2	p 3,5	p 4,9	p 6,5
b) à un an et plus :															
— obligations accessibles à tout placeur ² ...	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	31,8	31,6	31,6	31,2	31,9	32,3	p 34,1	p 37,3	p 41,8	p 41,5
— autres	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	8,5	p 8,5	p 8,9	p 8,9	p 10,2
D. Autres	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	86,8	90,6	98,1	103,4	105,7	121,6	p 115,8	p 136,3	p 134,0	p 141,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8

¹ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

² A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	81-12-66	81-12-67	81-12-68	81-12-69	81-12-70	81-12-71	31-12-72	30-9-73	81-12-73	81-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0
b) en francs belges ¹	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	115,6	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7
Total des engagements envers l'étranger	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	500,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...	2,2
b) envers les organismes publics .....	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	223,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	137,0	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9
TOTAL DU PASSIF ...	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9	
3. Obligations	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	22,9	28,3	24,9	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	20,2	
5. a) Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6	
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	270,3	349,4	418,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	
b) en francs belges	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	
Total des créances sur l'étranger ...	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	467,8	564,1	657,6	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	885,2	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	
— autres	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	
b) sur les organismes publics	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	8,8	7,0	5,5	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	
c) sur les banques de dépôts	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	47,0	61,3	79,9	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	87,5	84,5	76,4	78,8	112,8	106,1	p 74,4	p 78,5	p 84,3	p102,8	(7)
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	112,3	146,8	183,8	180,3	188,2	196,6	p 201,9	p 199,0	p 211,5	p220,2	(7)
— autres	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	63,7	66,6	66,0	71,3	69,9	69,9	p 73,8	p 70,9	p 70,9	p 70,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	16,4	24,3	27,0	29,3	23,7	28,0	p 29,1	p 42,5	p 36,9	p 39,6	(8)
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	13,3	16,6	23,8	25,8	30,0	30,0	p 30,0	p 31,2	p 38,2	p 36,3	(8)
— autres	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	6,0	6,6	p 6,5	p 6,3	p 6,0	p 8,3	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	13,1	15,5	12,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	17,3	(9)
b) effets commerciaux	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	100,8	117,3	125,1	134,5	141,0	138,4	132,4	134,3	129,0	129,0	(9)
c) avances	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	141,9	174,5	212,9	223,1	224,3	232,8	245,0	256,1	258,1	279,7	(9)
d) autres créances à moins d'un an	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	p 3,4	(14)
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	9,4	12,4	11,5	13,0	12,8	12,7	p 12,5	p 15,3	p 16,8	p 17,3	(14)
— autres	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	7,4	12,0	14,8	14,3	14,5	17,8	p 20,7	p 17,4	p 18,8	p 19,9	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an ³	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	4,4	11,0	5,9	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à moins d'un an	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,5	3,4	3,7	2,3	3,9	4,6	p 4,7	p 3,5	p 5,6	p 7,6	(12)
b) à un an et plus :																
— oblig. accessibles à tout placeur ⁵	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	32,1	31,9	31,9	31,5	32,2	32,6	p 34,4	p 37,6	p 42,1	p 41,8	(12)
— autres	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	4,7	5,3	8,6	8,6	9,4	9,4	p 10,8	p 9,6	p 9,6	p 10,9	(12)
D. Autres	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	136,9 ⁴	125,6	151,8	151,6	148,8	160,8	p 157,1	p 173,6	p 173,7	p184,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁴	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
² Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».
⁴ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.
⁵ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	
b) en francs belges ¹	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	118,6	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	507,7	556,6	637,6	672,6	690,8	698,9	721,6	733,0	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...	2,2	
b) envers les organismes publics	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	0,1	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	1,1	0,4	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	85,3	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	233,5	240,6	235,2	252,9	246,0	258,4	257,8	283,8	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	284,0	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	(2)
— dépôts en devises	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,8	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	0,2	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	(12)
— autres .....	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	(12)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	(14)
D. Autres	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	200,7	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,5	227,7	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁶	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

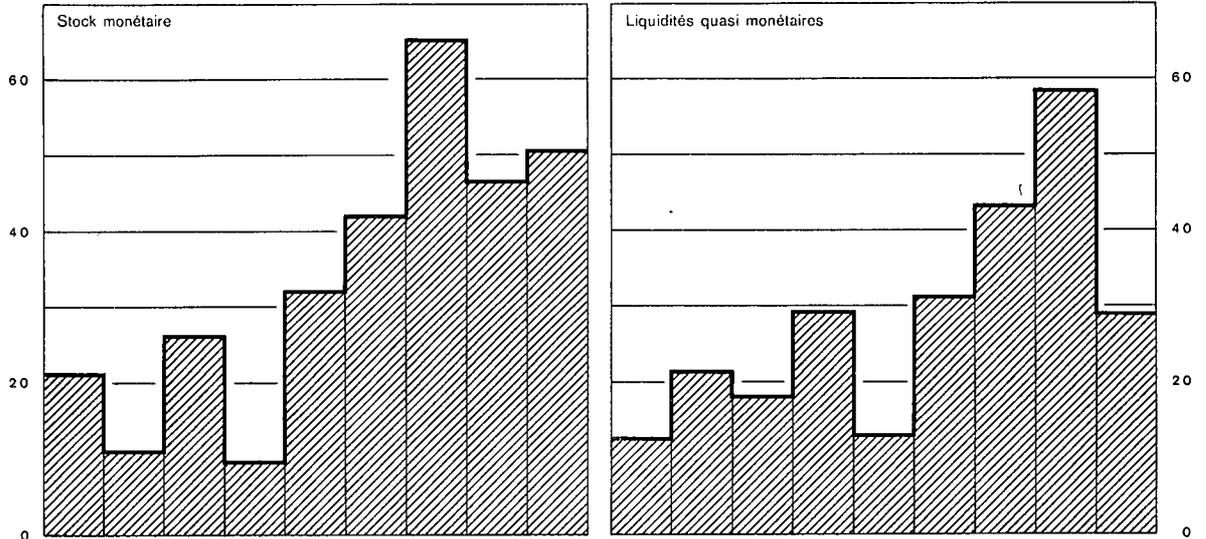
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

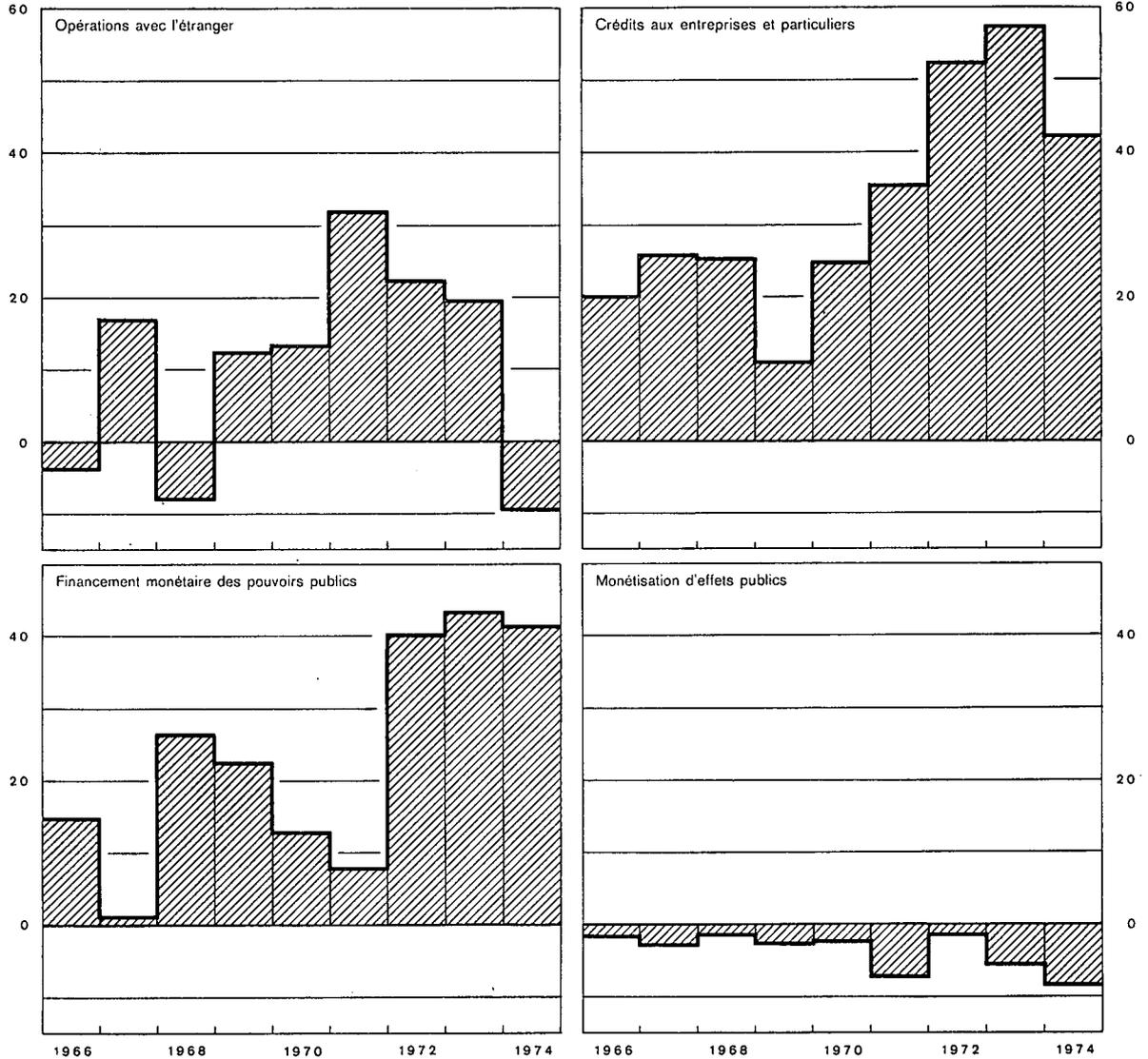
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 28,6	+ 11,7	- 1,7	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 4,0 ⁵
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁶	+ 57,6	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁷	+ 14,9	- 4,0	- 1,7	- 7,6	- 6,0	- 1,9 ⁸
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	p- 6,4 ⁹	+ 42,3	- 5,9	- 10,4	+ 21,2	+ 20,3	- 6,3	- 1,1	+ 16,2	- 6,9	+ 16,7 ¹⁰
1973 2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 26,5	+ 8,8	+ 0,5	- 2,7	+ 2,3	- 1,6	- 3,9
3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,3	+ 16,1	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 2,5	- 1,4	+ 2,1	- 2,0	- 1,9	+ 4,2
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 11,5 ⁶	+ 19,1	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁷	+ 5,0	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 1,7	- 2,0 ⁸
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	- 13,6 ⁹	+ 13,1	- 3,1	- 2,3	+ 40,2	...	- 1,5	+ 0,8	+ 4,6	- 1,8	+ 4,0 ¹⁰
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 6,4	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,7	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	+ 3,7
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,3	- 1,0	+ 6,6
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 20,0	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 14,8	- 1,9	- 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 2,4
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	p+ 17,0	+ 3,3	- 2,8	- 8,2	p+ 18,9	p+ 0,9	p- 1,4	- 5,0	p+ 12,4	- 2,1	p+ 0,4
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	p+ 9,8	+ 16,0	- 1,9	+ 10,6	p+ 24,7	p+ 3,1	p- 0,6	- 2,9	p+ 1,7	- 2,5	p- 1,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes.

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

6 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la

Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

7 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

8 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (8,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

9 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

10 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴)	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	466,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Mars	8,4	219,4	222,4	39,4	0,5	58,5	223,5	282,5	321,9	544,3	40,9
Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	e 51,7	0,6	e 60,0	248,4	e 309,0	360,7	595,9	39,5
Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7
Juillet	9,1	244,4	247,0	e 39,3	0,3	e 64,7	246,6	e 311,6	350,9	597,9	41,3
Août	9,2	246,4	249,7	e 39,9	0,4	e 56,8	252,2	e 309,4	349,3	599,0	41,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	e 45,6	0,4	e 60,8	259,7	e 320,9	366,5	612,5	40,2
Octobre	9,2	243,1	246,1	e 41,7	0,2	e 64,1	248,7	e 313,0	354,7	600,8	41,0
Novembre	9,3	246,1	249,1	e 46,2	0,2	e 62,0	250,5	e 312,7	358,9	608,0	41,0
Décembre	9,5	256,1	258,4	e 47,6	0,3	e 61,5	259,9	e 321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Janvier	9,5	248,7	251,5	e 42,8	0,4	e 73,7	251,5	e 325,6	368,4	619,9	40,6
Février	9,4	251,6	254,7	47,5	0,5	64,5	250,7	315,7	363,2	617,9	41,2
Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Avril	9,6	261,6	264,0	47,7	0,4	79,4	273,9	353,7	401,4	665,4	39,7
Mai	9,7	271,0	273,8	47,2	0,3	70,2	281,3	351,8	399,0	672,8	40,7
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Juillet	9,8	275,3	278,2	47,1	0,4	71,3	286,1	357,8	404,9	683,1	40,7

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5 — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger 3 (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ³	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1973 2 ^o trimestre ..	220,0	-70,4	149,6	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	- 0,5	...	+ 2,0	+ 2,0	- 4,4	- 0,9
3 ^o trimestre ..	226,2	-76,3	149,9	+ 6,2	- 5,9	+ 0,3	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,3	+ 8,9	+ 9,2
4 ^o trimestre ..	219,1	-67,2	151,9	+ 3,5 ¹⁰	+ 9,2	+12,7	- 1,3	...	+ 2,5	+11,5	+ 7,6	+20,3
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	-70,7	131,8	-16,4	- 1,6	-18,0	- 1,3	...	- 3,1	-13,6	+25,0	+ 7,0
2 ^o trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,2	+ 6,3
3 ^o trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^o trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	p-95,9	p144,6	+10,1	p+ 3,0	p+13,1	p- 1,1	p ...	- 2,8	p+17,0	p+ 4,8	p+17,9
2 ^o trimestre ..	242,7	p-90,5	p152,2	+ 1,0	p+ 6,3	p+ 7,3	p- 0,6	p ...	- 1,9	p+ 9,8	p- 9,6	p- 2,3

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^o trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (8), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 8, rubrique 6.2.

6 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

7 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

8 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

10 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations (4)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)	
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	40,7	43,1	2,3	86,1	316,2
1971	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	44,6	57,7	3,2	105,5	370,4
1972	33,9	20,0	34,4	27,2	201,7	317,2	52,1	60,4	2,6	115,1	432,3
1973 Mars ⁵	35,9	21,0	35,4 37,1 ⁷	22,7	209,2 207,5 ⁷	324,2	50,3	57,5	3,7	111,5	435,7
Juin ⁵	38,8	23,3	37,3	21,4	220,3	341,1	51,7	59,9	1,3	112,9	454,0
Septembre ⁵	39,9	25,1	42,5	21,4	228,7	357,6	54,1	69,5	0,9	124,5	482,1
Décembre	43,0	26,6	41,6	22,1	241,4	374,7	57,0	75,9	2,0	134,9	509,6
1974 Mars ⁵	45,5	28,6	41,7	25,7	247,3	388,8	62,6	77,9	2,0	142,5	531,3
Juin ⁵	45,8	31,1	42,6	21,7	255,1	396,3	65,7	86,6	0,4	152,7	549,0
Septembre	46,4	32,1	47,3	21,6	252,2	399,6	62,4	99,2	2,7	164,3	563,9
Décembre	47,7	34,9	45,2	23,7	267,0	418,5	70,9	98,8	1,7	171,4	589,9
1975 Mars ⁵	49,3	36,6	43,3	23,1	269,7	422,0	72,6	112,2	0,9	185,7	607,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (jusqu'en 1968) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (jusqu'en 1968) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série.

⁷ Nouvelle série après rectification apportée par une banque importante. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI.IIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) + (7) = (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	...
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972	23,0	119,8	174,4	317,2	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1
1973 Mars ³	18,9	120,4	184,9	324,2	8,2	9,9	18,1	10,7	110,5	184,9	306,1	...
Juin ³	17,7	123,4	200,0	341,1	6,8	12,5	19,3	10,9	110,9	200,0	321,8	...
Septembre ³	18,3	126,4	212,9	357,6	11,0	13,2	24,2	7,3	113,2	212,9	333,4	0,1
Décembre	19,0	133,0	222,7	374,7	13,1	16,6	29,7	5,9	116,4	222,7	345,0	0,1
1974 Mars ³	21,2	143,2	224,4	388,8	12,0	17,2	29,2	9,2	126,2	224,4	359,8	...
Juin ³	19,4	144,1	232,8	396,3	10,0	17,8	27,8	9,4	126,3	232,8	368,5	0,1
Septembre	18,1	136,6	244,9	399,6	9,5	18,1	27,6	8,6	118,5	244,9	372,0	0,2
Décembre	19,6	143,3	255,6	418,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,7	255,6	380,2	0,3
1975 Mars ³	19,8	144,1	258,1	422,0	9,7	24,5	34,2	10,1	119,6	258,1	387,8	0,1

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	...
1973 Mars ³	22,2	31,0	58,3	111,5	9,4	12,0	21,4	12,8	19,0	58,3	90,1	...
Juin ³	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	...
Septembre ³	25,2	29,9	69,4	124,5	14,3	13,2	27,5	10,9	16,7	69,4	97,0	...
Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	...
1974 Mars ³	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	...
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	...
Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	...
Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	...
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	...

C. Total

1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972	48,3	148,6	235,4	432,3	27,4	26,8	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1
1973 Mars ³	41,1	151,4	243,2	435,7	17,6	21,9	39,5	23,5	129,5	243,2	396,2	...
Juin ³	40,9	154,1	259,0	454,0	17,6	24,7	42,3	23,3	129,4	259,0	411,7	...
Septembre ³	43,5	156,3	282,3	482,1	25,3	26,4	51,7	18,2	129,9	282,3	430,4	0,1
Décembre	45,9	164,3	299,4	509,6	28,9	28,7	57,6	17,0	135,6	299,4	452,0	0,1
1974 Mars ³	51,4	176,9	303,0	531,3	28,5	29,9	58,4	22,9	147,0	303,0	472,9	...
Juin ³	50,5	178,5	320,0	549,0	26,8	32,2	59,0	23,7	146,3	320,0	490,0	0,1
Septembre	46,5	171,2	346,2	563,9	23,0	31,8	54,8	23,5	139,4	346,2	509,1	0,2
Décembre	52,2	180,7	357,0	589,9	27,0	40,6	67,6	25,2	140,1	357,0	522,3	0,3
1975 Mars ³	54,3	180,3	373,1	607,7	23,8	36,5	60,3	30,5	143,8	373,1	547,4	0,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	2,2	2,4	4,6	2,2	5,5	...	7,7
1973 Juin ¹	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1
1973 Septembre ¹	1,5	...	1,5	4,6	5,7	10,3	4,6	7,2	...	11,8
1973 Décembre	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8
1974 Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2
1974 Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7
1974 Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2
1975 Mars ¹	2,8	...	2,8	1,6	0,5	2,1	1,6	3,3	...	4,9

B. Crédits à l'étranger

1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5
1973 Mars ¹	...	...	...	3,7	1,5	5,2	3,7	1,5	...	5,2
1973 Juin ¹	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8
1973 Septembre ¹	...	...	...	8,1	2,9	11,0	8,1	2,9	...	11,0
1973 Décembre	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9
1974 Mars ¹	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2
1974 Juin ¹	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4
1974 Septembre	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2
1974 Décembre	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0
1975 Mars ¹	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6

C. Total

1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	5,9	3,9	9,8	5,9	7,0	...	12,9
1973 Juin ¹	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9
1973 Septembre ¹	1,5	...	1,5	12,7	8,6	21,3	12,7	10,1	...	22,8
1973 Décembre	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0
1974 Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6
1974 Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9
1974 Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2
1975 Mars ¹	2,8	...	2,8	5,8	0,9	6,7	5,8	3,7	...	9,5

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	...
1966	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8
1973 Mars	18,9	123,5	184,9	327,3	5,0	6,1	11,1	13,9	117,4	184,9	316,2	...
1973 Juin	17,7	125,4	200,0	343,1	3,0	6,1	9,1	14,7	119,3	200,0	334,0	...
1973 Septembre	18,3	127,9	212,9	359,1	5,8	3,8	9,6	12,5	124,1	212,9	349,5	1,0
1973 Décembre	19,0	136,2	223,1	378,3	5,2	2,2	7,4	13,8	134,0	223,1	370,9	0,6
1974 Mars	21,2	145,8	224,4	391,4	4,3	4,5	8,8	16,9	141,3	224,4	382,6	0,1
1974 Juin	19,4	145,5	232,8	397,7	3,9	7,6	11,5	15,5	137,9	232,8	386,2	0,5
1974 Septembre	18,1	137,6	245,0	400,7	4,3	6,7	11,0	13,8	130,9	245,0	389,7	0,4
1974 Décembre	19,6	145,8	256,1	421,5	5,8	13,2	19,0	13,8	132,6	256,1	402,5	0,5
1975 Mars	19,8	146,9	258,1	424,8	7,6	18,2	25,8	12,2	128,7	258,1	399,0	0,3

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	4,7	9,4	14,1	17,5	21,6	58,3	97,4	...
1973 Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	...
1973 Septembre	25,2	29,9	69,4	124,5	4,5	9,0	13,5	20,7	20,9	69,4	111,0	...
1973 Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	...
1974 Mars	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	...
1974 Juin	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	...
1974 Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	...
1974 Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	...
1975 Mars	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	...

C. Total

1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8
1973 Mars	41,1	154,5	243,2	438,8	9,7	15,5	25,2	31,4	139,0	243,2	413,6	...
1973 Juin	40,9	156,1	259,0	456,0	7,0	14,3	21,3	33,9	141,8	259,0	434,7	...
1973 Septembre	43,5	157,8	282,3	483,6	10,3	12,8	23,1	33,2	145,0	282,3	460,5	1,0
1973 Décembre	45,9	167,5	299,8	513,2	8,3	10,1	18,4	37,6	157,4	299,8	494,8	0,6
1974 Mars	51,4	179,6	303,0	534,0	9,2	13,7	22,9	42,2	165,9	303,0	511,1	0,1
1974 Juin	50,5	179,9	320,0	550,4	7,9	17,4	25,3	42,6	162,5	320,0	525,1	0,5
1974 Septembre	46,5	172,2	346,3	565,0	8,4	17,4	25,8	38,1	154,8	346,3	539,2	0,4
1974 Décembre	52,2	183,2	357,5	592,9	11,3	24,6	35,9	40,9	158,6	357,5	557,0	0,5
1975 Mars	54,3	183,1	373,1	610,5	16,3	29,2	45,5	38,0	153,9	373,1	565,0	0,3

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts (colonne (4) du tableau XIII-7) et par la B.N.B. (colonne (3) du tableau XIII-8).
2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).
3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation				7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9
Prêts .....				...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....				...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1
Monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6
Monnaies étrangères et or à recevoir	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des paiements	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	15,2	14,7	10,3	...	...	...	...	...	...
Prêts ²	3,4	1,9	5,0	...	0,1	...	...	...	...
Autres accords .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	3,5	...
Débiteurs pour change et or, à terme	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5
Effets de commerce	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2
Avances sur nantissements	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6
Effets publics :									
Effets publics belges	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	0,2	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4
Fonds publics	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8
Immeubles, matériel et mobilier	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8
	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8
PASSIF									
Billets en circulation	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1
Comptes courants :									
{ compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
{ compte spécial liquidation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6
Autres accords	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7		
<i>Total des engagements à vue</i> ...	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0
Monnaies étrangères et or à livrer	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8
	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.
² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1974 10 juin	1975 9 juin	1974 8 juillet	1975 7 juillet	1974 5 août	1975 4 août	1974 9 septembre	1975 8 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,6	25,3	22,5	25,6	25,9	26,6	24,6	26,4
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	26,7	28,9	26,7	29,9	26,9	29,9	27,1	30,0
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	121,1	126,0	121,0	127,3	124,6	128,3	123,5	128,2
Monnaies étrangères	64,8	105,0	66,9	107,2	71,4	107,9	75,3	110,0
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	7,7	0,5	3,0	3,4	...	8,2	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	6,5	—	6,5	—	6,5	—	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	18,4	13,4	17,9	13,0	15,8	13,0	13,5	13,0
Effets de commerce	28,2	9,8	31,2	4,0	32,2	9,7	27,1	3,8
Avances sur nantissement	18,2	...	19,3	...	8,7	...	3,3	...
Effets publics :								
Effets publics belges	15,8	8,8	15,8	20,4	...	5,9	4,4	10,1
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5
Fonds publics	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0
Divers	2,0	2,4	3,1	2,6	3,4	3,1	3,4	3,3
Compte d'ordre :	321,1	331,9	328,2	336,3	312,0	326,7	311,3	327,2
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	1,4	9,5	2,5	8,9	2,0	8,5	1,5	8,0
PASSIF								
Billets en circulation	244,2	272,0	255,2	286,4	246,3	277,0	246,3	275,8
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
{ taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,3	1,4	1,6	1,3	1,9	1,4	1,4	1,6
Accords internationaux	1,3	2,0	1,3	1,9	1,5	1,9	1,9	1,9
<i>Total des engagements à vue</i> ...	247,2	275,7	258,5	289,9	250,1	280,6	250,0	280,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	3,0	...	...	...	...	...	...	...
Réserve monétaire :								
Belgique	26,1	11,6	25,6	...	18,6	...	19,4	...
Grand-Duché de Luxembourg	0,3	...	0,3	...	0,3	...	0,3	...
Monnaies étrangères et or à livrer	16,1	11,0	15,5	10,6	13,5	10,6	11,1	10,6
Caisse de Pensions du Personnel	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0
Divers	8,4	12,1	8,3	14,3	9,5	14,1	10,5	15,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,4	4,9	4,4	4,9	4,4	4,8	4,4	4,9
Compte d'ordre :	321,1	331,9	328,2	336,3	312,0	326,7	311,3	327,2
Ministres de l'Education nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	1,4	9,5	2,5	8,9	2,0	8,5	1,5	8,0

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.G.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
(fin de période)	(moyennes journalières) 3			(milliards de francs)					
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1973 2° trimestre	1.081	101,6	63,4	194,6	316,5	190,7	316,5	1.018,6	94
3° trimestre	1.088	102,9	58,6	192,8	317,3	196,4	317,3	1.023,9	94
4° trimestre	1.092	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.095	129,7	64,0	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2° trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3° trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4° trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2° trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
1974 Juillet	1.095	149,9	62,5	270,0	436,2	276,0	436,2	1.418,3	95
Août	1.096	112,2	60,8	201,1	363,4	216,8	363,4	1.144,7	94
Septembre	1.099	102,7	55,4	205,1	375,7	190,0	375,7	1.146,5	96
Octobre	1.100	126,0	60,5	236,0	425,4	239,7	425,4	1.326,6	95
Novembre	1.101	110,9	60,8	207,5	370,3	209,5	370,3	1.157,6	95
Décembre	1.101	127,0	63,0	243,5	401,2	210,9	401,2	1.256,7	95
1975 Janvier	1.101	150,3	61,5	248,5	463,8	229,2	463,8	1.405,3	95
Février	1.102	151,4	61,9	236,8	467,7	270,0	467,7	1.442,2	96
Mars	1.102	127,0	64,3	223,6	427,5	228,8	427,5	1.307,4	94
Avril	1.102	138,4	65,4	270,4	482,6	259,6	482,6	1.495,2	95
Mai	1.102	132,7	71,8	261,3	459,3	265,9	459,3	1.445,9	95
Juin	1.102	136,2	66,9	252,2	424,3	253,4	424,3	1.354,2	93
Juillet	1.104	146,7	66,6	263,3	456,7	264,8	456,7	1.441,4	95

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-B).

3 Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 mai	1975 31 mai	1974 30 juin	1975 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	11,8	18,4	31,3	25,5	28,1	17,9	28,0	16,9
Prêts au jour le jour	9,9	14,4	11,4	26,9	19,9	16,4	16,2	19,1
Banquiers	163,8	245,2	341,4	338,3	397,4	367,9	411,7	371,4
Maison-mère, succursales et filiales	55,5	48,4	71,8	143,4	104,9	142,6	105,9	136,1
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	27,1	21,9	23,4	26,7	29,3	28,2	29,7	30,9
Portefeuille-effets	147,4	149,4	158,9	183,1	183,0	181,8	178,3	198,3
a) Effets publics	25,2	16,7	21,0	32,0	41,4	25,1	32,5	27,1
b) Effets commerciaux *	122,2	132,7	137,9	151,1	141,6	156,7	145,8	171,2
Reports et avances sur titres	1,9	2,7	2,5	1,4	2,0	1,7	2,0	2,2
Débiteurs par acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	50,6	54,4	50,5	53,8
Débiteurs divers	198,0	232,7	296,8	355,7	315,9	399,6	317,9	403,3
Valeurs mobilières	224,4	280,0	343,8	386,0	369,4	411,1	374,3	412,5
a) Fonds publics belges	197,4	240,6	285,8	320,4	302,2	358,7	306,3	358,9
b) Autres titres d'emprunt	26,7	38,9	56,9	64,8	66,4	51,4	67,1	52,6
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,3	0,9	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Participations	8,4	9,1	11,0	12,6	11,4	11,9	11,9	12,5
a) Filiales	2,7	3,0	4,1	5,0	4,4	4,6	4,9	4,9
b) Autres participations	5,7	6,1	6,9	7,6	7,0	7,3	7,0	7,6
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2
Immeubles	5,9	7,4	9,3	11,2	10,0	13,3	10,2	13,6
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,4	0,5	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,9	1,1	1,3	1,6	1,5	2,1	1,5	2,2
Divers	12,6	16,1	26,1	49,6	30,6	35,3	35,2	36,5
Total de l'actif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.556,1	1.686,7	1.575,4	1.711,8
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	21,3	28,8	31,9	42,9	35,5	36,8	36,9	27,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	—	2,3	—	4,3	—	2,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

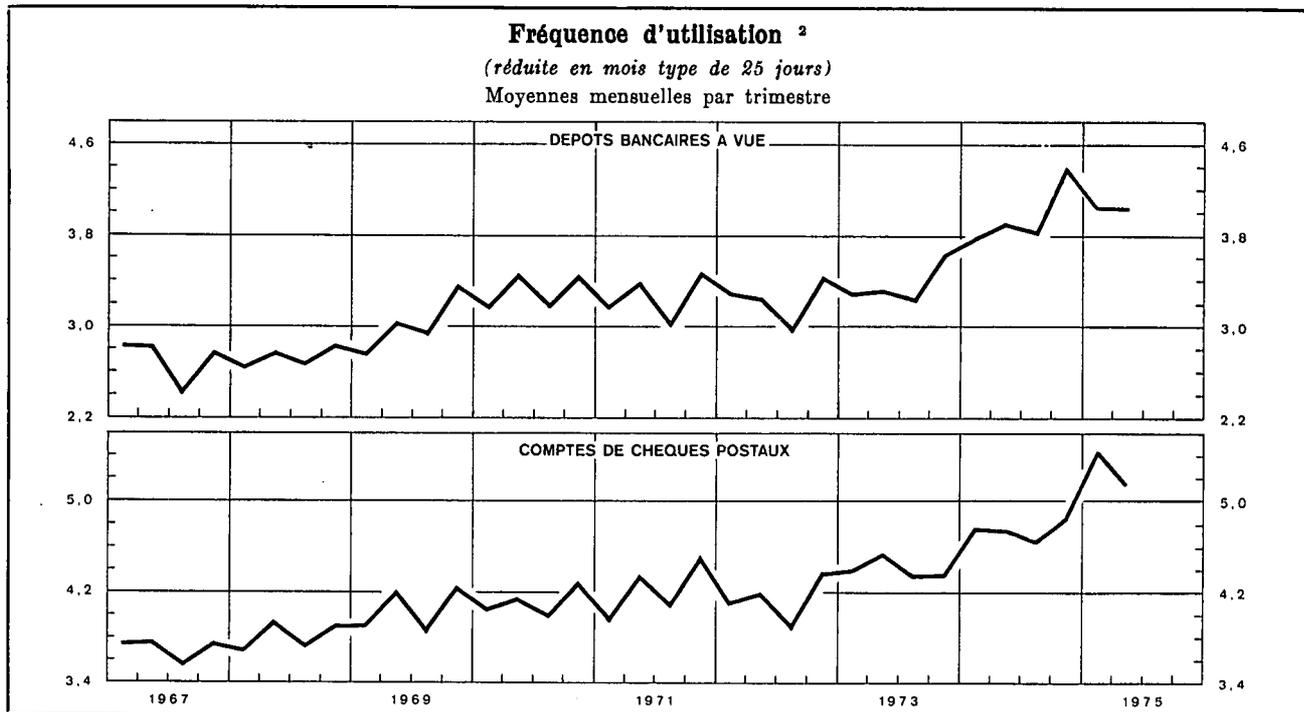
Passif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 mai	1975 31 mai	1974 30 juin	1975 30 juin
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	2,1	3,9	2,4	12,3	2,0	3,5	10,0
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,9	1,0	1,3	1,9	1,4	1,5	1,1	1,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,1	2,6	0,5	10,9	0,5	2,4	8,5
Emprunts au jour le jour	13,2	20,9	22,1	43,9	19,6	37,4	25,2	39,5
a) Couverts par des sûretés réelles	2,6	2,9	4,4	8,5	2,2	5,9	4,4	5,4
b) Non couverts par des sûretés réelles	10,6	18,0	17,7	35,4	17,4	31,5	20,8	34,1
Banquiers	286,4	371,9	511,0	599,5	605,4	626,4	615,4	612,9
Maison-mère, succursales et filiales	34,1	37,4	49,5	86,7	55,9	87,5	63,4	93,4
Acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	50,6	54,4	50,5	53,8
Autres valeurs à payer à court terme ²	17,0	8,9	10,2	9,3	12,5	11,8	11,1	14,9
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,7	1,6	2,5	6,3	2,5	3,3	2,6	2,3
Dépôts et comptes courants	422,7	501,9	605,1	665,8	662,0	710,5	662,7	725,5
a) A vue	164,0	193,5	208,0	221,2	227,1	245,7	231,2	260,2
b) A un mois au plus	36,8	36,2	51,4	74,3	74,2	77,5	66,8	74,3
c) A plus d'un mois	96,9	105,2	151,1	169,0	165,4	166,9	170,1	164,2
d) A plus d'un an	15,0	19,1	17,5	13,9	16,3	14,6	15,9	15,2
e) A plus de deux ans	11,2	13,1	17,3	14,9	16,7	15,9	16,7	16,1
f) Carnets de dépôts	96,6	132,4	157,6	170,5	160,2	187,8	159,9	193,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,4	2,2	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1
Obligations et bons de caisse	28,4	33,9	40,2	47,2	43,0	51,1	44,1	51,8
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,4	1,4	1,7	1,6	1,6	1,8	1,6
Divers	23,3	26,5	37,8	49,9	41,6	48,3	45,1	51,7
<i>Total de l'exigible ...</i>	875,2	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.507,0	1.634,3	1.525,4	1.657,4
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,7	3,6	3,3	3,6	3,7	4,0	3,7	6,7
<i>Non exigible :</i>								
Capital	21,7	22,8	25,4	27,2	26,0	27,6	26,3	26,8
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,1	4,2	5,6	5,7	5,6	5,7	5,6	5,5
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Réserve disponible	8,4	9,7	11,1	12,2	11,7	12,9	12,3	13,1
Provisions	0,7	0,6	0,6	1,6	0,6	0,7	0,6	0,8
<i>Total du non exigible ...</i>	36,1	38,6	44,1	48,2	45,4	48,4	46,3	47,7
<i>Total du passif ...</i>	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.556,1	1.686,7	1.575,4	1.711,8

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 18. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduite en mois type de 25 jours		
				brute		
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1973 2 ^e trimestre	528,7	308,9	837,6	3,28	3,33	4,54
3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,9	976,6	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
1974 Juin	665,3	346,8	1.012,1	3,69	3,85	e 4,47
Juillet	701,0	346,2	1.047,2	4,30	4,14	e 4,62
Août	566,3	326,4	892,7	3,65	3,51	e 4,50
Septembre	642,8	347,0	989,8	3,90	3,90	e 5,00
Octobre	693,0	355,7	1.048,6	4,64	4,29	e 4,74
Novembre	654,6	356,2	1.010,8	4,03	4,20	e 4,85
Décembre	776,4	383,7	1.160,1	4,68	4,68	e 5,03
1975 Janvier	709,4	366,0	1.075,4	4,43	4,26	e 4,91
Février	662,9	483,2	1.146,1	3,88	4,05	6,43
Mars	649,5	398,0	1.047,5	3,82	3,82	5,00
Avril	759,6	423,3	1.182,9	4,40	4,23	5,23
Mai	722,8	461,8	1.184,6	3,85	4,01	5,33
Juin	732,0	407,5	1.139,5	3,86	3,86	4,90

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XIe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
				valeur nominale				
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Janvier	15,9	9,1	...	...	...	11,5	4,1	4,9
Février	16,1	9,1	...	...	...	12,0	5,2	3,7
Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Avril	16,2	9,1	...	...	...	12,1	0,2	8,4
Mai	15,9	9,1	14,3	...	...	9,5	7,3	17,9
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Juillet	14,7	7,2	...	...	...	7,0	1,2	9,5
Août	15,1	9,1	...	...	...	11,7	1,2	6,6
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Octobre	13,0	4,2	...	...	9,4	22,3	...	...
Novembre	12,5	0,2	...	...	13,3	21,4	...	...
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...

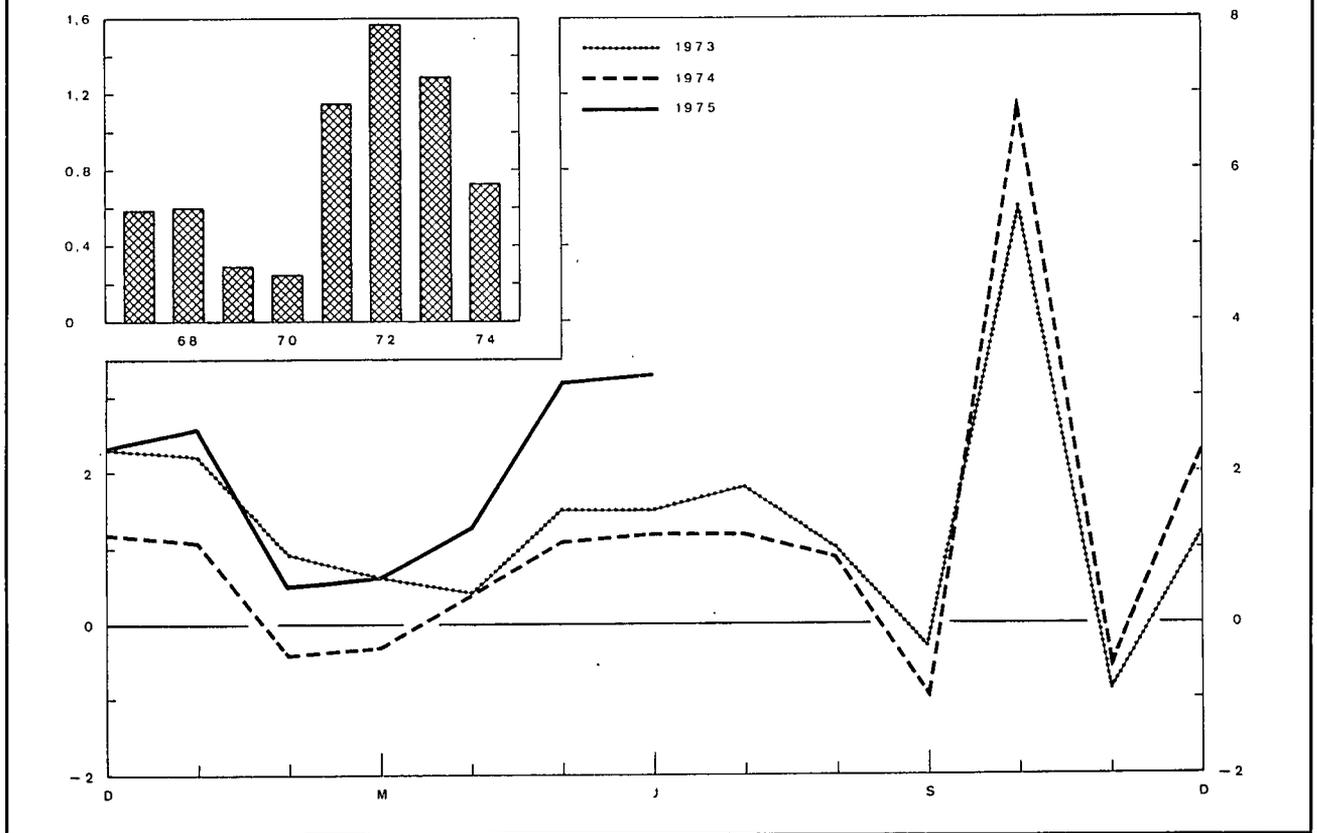
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages
(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements
(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴	Bons d'épargne ²	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	à fin de période		(6) = (4) + (5)
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—	131,1
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1973 2 ^e trimestre	38,0	34,6	3,4	210,0	16,7	226,7
3 ^e trimestre	35,5	33,0	2,5	212,5	18,1	230,6
4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1	245,5
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1	248,9
2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9	253,4
3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,1	3,7	252,3	35,2	287,7
2 ^e trimestre	60,7	52,9	7,8	260,1	37,6	297,7
1974 Juin	16,4	15,2	1,2	228,5	24,9	253,4
Juillet	17,3	16,1	1,2	229,7	26,3	256,0
Août	14,5	13,6	0,9	230,6	26,7	257,3
Septembre	14,8	15,7	— 0,9	229,7	26,2	255,9
Octobre	25,3	18,4	6,9	236,6	28,0	264,6
Novembre	15,0	15,4	— 0,4	236,2	29,0	265,2
Décembre	17,5	15,2	2,3	248,5	29,8	278,3
1975 Janvier	19,1	16,5	2,6	251,2	31,3	282,5
Février	17,2	16,7	0,5	251,7	33,1	284,8
Mars	17,5	16,9	0,6	252,3	35,2	287,7
Avril	19,1	17,8	1,3	253,6	36,4	290,0
Mai	20,1	16,9	3,2	256,8	36,8	293,6
Juin	21,5	18,2	3,3	260,1	37,6	297,7

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1974, les intérêts capitalisés s'élevaient à 10,0 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4
Avances à l'industrie	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3
Crédit agricole .....	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1
Acceptations bancaires	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5
Prêts au jour le jour	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2
Total ...	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0
Placements définitifs ² :									
Dette directe de l'Etat	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2
Crédit agricole	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9
Total ...	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9
Valeurs échues du portefeuille	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1
Divers	0,9	0,3	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1
Total de l'actif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	112,2	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6
Etablissements publics et autres	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0
Total ...	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6
Dépôts en comptes courants ³	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6
<i>Non exigible ²</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision divers, fonds de réserve et provisions	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5
Divers	1,9	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2
Total du passif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour

dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ». ³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...
Total ...	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1
Réserves mathématiques ²	12,8	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		0,9	1,0	1,0
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0
Total ...	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1978 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Obligations de sociétés belges	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1
Total ...	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1
Fonds de réserve et de répartition	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5
Total ...	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9
2° garantis par banques et organismes financiers .	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1
3° dont le risque est à charge de l'Institution	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0
Placements divers à court terme	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0
Divers	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9
Total de l'actif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

PASSIF

Obligations	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1
Bons de caisse	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5
Divers	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3
Total du passif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 31 mai	1975 31 mai	1974 30 juin	1975 30 juin
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	2,0	4,3	3,0	2,6	1,7	2,7	1,5
2. Prêts au jour le jour	0,7	0,2	0,4	0,4	0,5	0,4	0,6	0,3
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	5,6	6,4	7,8	7,7	9,9	10,0	9,1	9,8
4. Créances à court terme	1,1	1,2	1,6	1,7	1,8	1,6	2,2	1,9
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,9	1,3	1,4	3,5	1,7	2,1	1,6	2,1
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	8,2	9,3	12,1	16,3	13,7	17,6	14,3	17,7
7. Portefeuille-titres et participations	63,8	82,8	93,1	103,0	95,6	118,4	97,7	123,0
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(0,7)	(1,2)	(0,4)	(1,5)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(35,5)	(42,9)	(37,1)	(42,9)
2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(32,4)	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(47,7)	(59,7)	(47,8)	(62,4)
c) Obligations de sociétés belges	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(7,6)	(9,6)	(8,3)	(10,7)
d) Actions de sociétés belges	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(1,9)	(2,7)	(1,9)	(2,8)
e) Autres titres et participations	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(2,2)	(2,3)	(2,2)	(2,7)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	83,5	93,6	109,8	126,4	117,8	130,6	119,4	132,2
9. Actionnaires ou sociétaires	1,1	1,4	1,6	1,9	1,6	2,2	1,6	2,2
10. Débiteurs divers	1,5	1,6	1,8	2,0	1,6	1,9	2,0	2,9
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,9)	(0,7)	(0,7)	(0,9)	(1,1)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,3)
autres	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,9)	(0,8)	(1,1)	(0,9)	(1,5)
11. Divers	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1
2. Terrains et immeubles	2,2	2,5	3,2	3,6	3,4	3,8	3,4	3,9
3. Matériel et mobilier	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
III. Comptes transitoires ¹	2,9	4,3	5,2	6,4	2,9	5,7	2,6	5,2
Total de l'actif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	254,4	297,5	258,5	304,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 31 mai	1975 31 mai	1974 30 juin	1975 30 juin
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	89,1	113,2	136,7	155,6	141,3	163,9	142,9	168,4
Dépôts à 2 ans et plus	25,2	27,9	30,3	31,8	30,6	33,2	30,8	33,5
Obligations et bons de caisse	41,8	46,0	53,5	64,4	58,4	70,5	60,3	71,5
	156,1	187,1	220,5	251,8	230,3	267,6	234,0	273,4
II. Réserves techniques	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,1	2,3	2,5	2,4	2,6	2,4	2,7
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	...	...	...	...
auprès d'intermédiaires financiers	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I-8 de l'actif	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,2	0,3
5. Créiteurs divers	0,9	1,1	1,0	1,1	1,1	1,6	1,3	2,1
6. Provisions pour charges	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5
7. Divers	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	3,5	4,1	4,1	4,1	3,6	4,2	3,9	4,7
V. Fonds propres :								
1. Capital	4,1	5,0	5,2	5,6	5,3	6,1	5,3	6,2
2. Réserve légale	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Autres réserves	4,1	4,4	5,5	6,2	6,1	6,6	6,1	6,7
	8,5	9,8	11,2	12,3	11,9	13,2	11,9	13,4
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
VII. Comptes transitoires ¹	3,0	3,5	4,1	5,2	4,7	8,3	4,8	8,4
Total du passif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	254,4	297,5	258,5	304,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs (12)			débiteurs (13)		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total (2) + (3) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total (6) + (7) = (8)							
Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)													
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1973 1 ^{er} trimestre	11,1	5,7	1,1	1,8	8,6	0,2	8,3	8,5	11,2	161,3	18,2	6,8	9,7	36,1
2 ^e trimestre	11,2	5,5	0,7	1,4	7,6	0,2	7,4	7,6	11,2	166,3	21,3	5,7	11,1	26,2
3 ^e trimestre	11,2	7,1	0,8	1,8	9,7	0,1	8,3	8,4	12,5	172,3	20,2	5,0	13,4	29,5
4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6
2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2
3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4
4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9
1974 Mai	15,1	2,6	0,3	0,5	3,4	0,1	3,3	3,4	15,1	187,3	23,7	9,1	14,5	12,3
Juin	15,1	2,9	0,2	0,8	3,9	0,2	3,4	3,6	15,4	190,2	23,1	8,5	16,1	9,6
Juillet	15,4	3,1	0,6	0,8	4,5	...	4,3	4,3	15,6	191,9	21,3	6,0	20,8	19,5
Août	15,6	2,4	0,3	0,6	3,3	...	3,6	3,6	15,3	194,6	21,3	5,2	22,6	9,6
Septembre	15,3	2,6	0,5	0,7	3,8	...	3,4	3,4	15,7	197,4	20,3	6,5	20,8	8,3
Octobre	15,7	3,7	0,4	1,1	5,2	0,1	5,0	5,1	15,8	199,0	18,4	6,5	20,7	13,1
Novembre	15,8	2,5	0,4	0,8	3,7	...	3,4	3,4	16,1	202,1	18,0	7,2	19,8	9,2
Décembre	16,1	2,1	0,4	1,0	3,5	0,2	3,9	4,1	15,5	204,4	18,0	8,6	18,7	15,6
1975 Janvier	15,5	2,2	0,4	1,1	3,7	0,1	3,3	3,4	15,8	204,3	18,3	8,5	23,0	26,1
Février	15,8	2,5	0,4	0,9	3,8	0,1	3,6	3,7	15,9	207,0	17,9	7,0	26,1	13,1
Mars	15,9	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	3,5	3,6	15,5	209,1	19,0	7,9	22,5	19,7
Avril	15,5	2,6	0,6	0,7	3,9	...	3,1	3,1	16,3	210,4	19,1	9,2	21,1	17,3
Mai	16,3	2,6	0,4	0,6	3,6	0,1	3,0	3,1	16,8	213,3	22,0	7,4	22,4	13,1

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978
ACTIF									
Immeubles	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9
Prêts hypothécaires	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2
Prêts sur polices	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7
Titres des organismes parastataux de crédit	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2				
Titres des autres organismes parastataux	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5				
Titres des provinces et communes	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9				
Valeurs étrangères	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0
Obligations de sociétés belges	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9
Actions de sociétés belges	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5
Total des valeurs mobilières ...	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9
Réserves mathématiques ¹	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0

Sociétés étrangères

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978
ACTIF									
Immeubles	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5
Prêts hypothécaires	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5				
Titres des autres organismes parastataux	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1				
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4				
Valeurs étrangères	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7
Actions de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Total des valeurs mobilières ...	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Réserves mathématiques ¹	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :							
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8
Doubles emplois ³ ...	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3	— 19,3	— 23,0	— 44,2
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	— 3,3	— 0,5	4,0
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1
E. <i>Emissions de capitaux</i> :							
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1	— 2,5	— 9,9	— 11,3
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (⁽⁹⁾ = (5) + (8))
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	p 1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁵	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	13,5	6,0	7,5	14,6
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	17,0	10,8	6,2	2,4
	p 1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	25,1	14,3	10,8	5,8
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	p 1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,6	0,1	3,5	30,3
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	p 1974	8,5	5,1	3,4	19,8	23,2	0,9	0,1	0,8	24,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	3,0	1,8	1,2	6,7
	p 1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	3,7	1,3	2,4	9,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,9	12,8	20,1	134,9
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	32,5	10,9	21,6	140,7
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	27,8	18,6	9,2	129,4
	p 1974	140,5	66,2	74,3	36,0	110,3	42,8	22,4	20,4	130,7

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 3,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974 : « Intermédiaires financiers publics » : - 0,3, 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7 et 0,6 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 3,7, 3,7 et 4,5 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
						147.000				
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,66	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
						141.240				
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
						151.200				
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encoure à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes reprises de la République du Zaïre 3	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Mars	514,9	17,5	80,5	61,4	674,3	6,1	...	6,1	680,4	65,2	745,6	1,3	746,9
1973 Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
1973 Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
1973 Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
1974 Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
1974 Juillet	603,5	19,8	49,5	67,4	740,2	4,8	...	4,8	745,0	60,6	805,6	0,8	806,4
1974 Août	601,1	19,8	58,6	59,3	738,8	4,8	...	4,8	743,6	60,3	803,9	0,8	804,7
1974 Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
1974 Octobre	621,4	19,7	49,3	65,5	755,9	4,7	...	4,7	760,6	59,8	820,4	0,8	821,2
1974 Novembre	616,8	19,7	58,2	63,9	758,6	4,6	...	4,6	763,2	59,6	822,8	0,8	823,6
1974 Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Janvier	653,3	19,7	42,6	76,2	791,8	4,5	...	4,5	796,3	58,5	854,8	0,8	855,6
1975 Février	647,9	19,7	69,1	66,6	803,3	4,5	...	4,5	807,8	58,1	865,9	0,7	866,6
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
1975 Avril	674,9	19,7	76,8	80,5	851,9	4,4	...	4,4	856,3	57,5	913,8	0,6	914,4
1975 Mai	671,6	19,5	88,3	71,1	850,5	4,3	...	4,3	854,8	57,7	912,5	0,6	913,1
1975 Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
1975 Juillet	654,8	18,2	82,3	71,9	827,2	4,0	...	4,0	831,2	56,0	917,2	0,6	917,8

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds (8) = (3) - (4) à (7)	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers (9)	Besoins nets de financement du Trésor 7 (10) = (8) - (9)	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7 (11)
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers (7)				
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	+ 22,2	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	- 1,9 ¹¹	+ 59,3	...	+ 59,3	...
1974 7 premiers mois	+ 41,9	- 0,2	+ 41,7	+ 1,6	...	...	...	+ 40,1	+ 0,1	+ 40,0	...
1975 7 premiers mois	+ 96,6	- 0,2	+ 96,4	- 2,2	...	...	...	+ 98,6	...	+ 98,6	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.

3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la

B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1978 (Convention du 31-12-1978).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zérois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,3
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,8	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,4	248,8	715,5	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,8
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973 p	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	168,2	—
1970	70,9	19,4	23,0	17,3	39,7	170,3	—
1971	72,2	22,7	25,5	22,0	47,8	190,2	—
1972	78,1	26,2	30,0	21,4	55,8	211,5	—
1973 p	76,1	27,6	34,1	22,8	59,8	220,4	—

Total

1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,3
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,3
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,0
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	62,9	23,0	79,7	288,5	885,8	10,6
1971	494,5	72,6	25,5	98,6	337,6	1.028,8	10,8
1972	576,3	84,2	30,0	122,8 ⁵	370,9	1.184,2 ⁵	—
1973 p	636,6	91,3	34,1	143,7 ⁵	412,4	1.318,1 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paractiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4			3		

Titres accessibles à tout placeur ¹

1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	385,6	4,7	2,9	5,4	128,2	6,0	68,9	95,4	18,4	715,5
1971	428,9	5,1	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	101,7	30,3	838,6
1972 ⁵	471,9	6,2	2,7	7,4	212,0	15,2	110,7	108,0	38,6	972,7
1973 ⁵ p	520,5	6,6	3,0	8,1	254,1	15,7	129,8	118,0	41,9	1.097,7

Titres non accessibles à tout placeur

1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	5,8	0,3	0,2	1,3	65,0	—	28,3	50,8	6,5	158,2
1970	9,4	0,4	0,3	1,9	67,8	—	31,0	54,5	5,0	170,3
1971	9,1	0,3	0,3	2,1	72,5	—	40,2	56,8	8,9	190,2
1972	8,9	0,3	0,2	2,1	79,8	—	48,4	59,3	12,5	211,5
1973 p	8,3	0,2	0,2	2,5	81,5	—	51,6	64,5	11,6	220,4

Total

1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,0	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,8	142,0	25,2	801,5
1970	395,0	5,1	3,2	7,3	196,0	6,0	99,9	149,9	23,4	885,8
1972	438,0	5,4	2,9	8,4	242,7	8,2	125,5	158,5	39,2	1.028,8
1972 ⁵	480,8	6,5	2,9	9,5	291,8	15,2	159,1	167,3	51,1	1.184,2
1973 ⁵ p	528,8	6,8	3,2	10,6	335,6	15,7	181,4	182,5	53,5	1.318,1

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paractiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de

pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

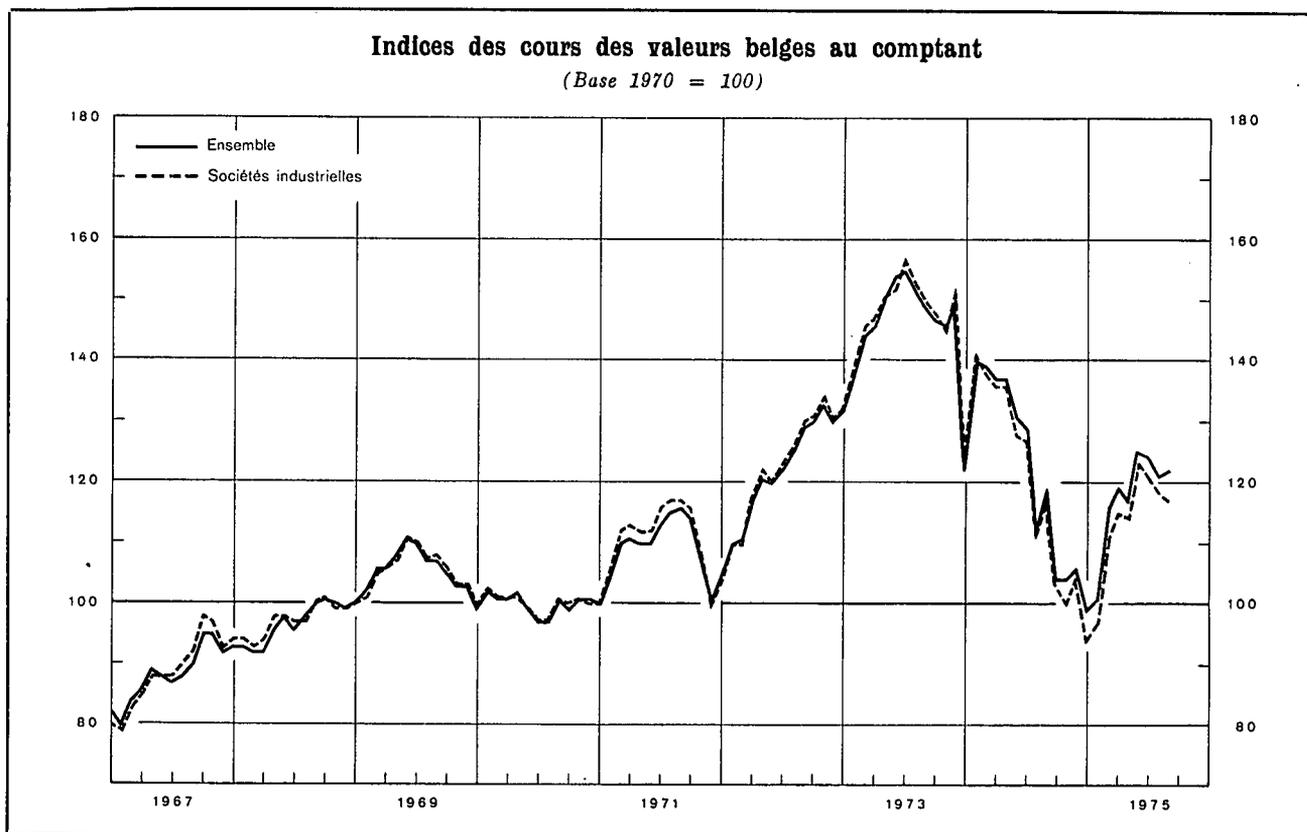
⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLI^e année, vol. I, no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2						Taux de rendement 3				
		Au comptant		A terme		Ensemble		Sociétés industrielles				
		Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1970 = 100)											en p.o.	
1967	81	89	90	83	4,2 ⁴	4,0 ⁴						
1968	134	97	97	92	3,8	3,8						
1969	149	105	106	105	3,7	3,4						
1970	112	100	100	100	4,9	5,2						
1971	169	110	111	103	5,2	5,9						
1972	199	123	124	118	4,1	3,9						
1973	276	147	148	144	3,8	3,7						
1974	185	121	119	125	5,3	5,4						
		1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	
Janvier	314	165	140	101	141	97	135	104	4,1	5,9	4,0	6,3
Février	276	197	139	116	138	111	142	122	4,2	5,8	4,2	6,3
Mars	231	197	137	119	136	115	144	125	4,2	5,8	4,2	6,3
Avril	212	226	137	117	136	114	144	125	4,5	5,5	4,5	5,8
Mai	189	277	131	125	128	123	137	133	5,0	5,8	5,1	6,6
Juin	164	243	129	124	127	121	133	135	5,3	5,8	5,3	6,4
Juillet	148	229	113	121	112	118	118	130	5,4	5,5	5,5	6,5
Août	128	169	119	122	117	117	125	127	5,9	5,5	5,8	6,7
Septembre	156		104		103		110		6,2		6,1	
Octobre	138		104		100		110		6,3		6,7	
Novembre	147		106		104		109		6,2		6,7	
Décembre	125		99		94		103		6,5		7,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Ancienne série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes - voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliarde de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	p 15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	p 28,9	43,2
1972	40,8	.....	p20,3	p 3,7	p16,6	p 4,6	p21,2	.....	p 50,9

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	p 2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	p 1,2	1,2
1972	0,5	.....	p 2,9	p 0,1	p 2,8	p ...	p 2,8	.....	p 2,9

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	p 17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	p 30,1	44,4
1972	41,3	.....	p23,2	p 3,8	p19,4	p 4,6	p24,0	.....	p 53,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement mise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1973 3 premiers mois	5,4	3,4	4,1	7,5	...	...	...	...
6 premiers mois	15,4	6,7	6,9	13,6	1,3	0,2	...	0,2
9 premiers mois . p	21,1	9,3	9,3	18,6	8,7	0,2	...	0,2
12 mois p	39,5	16,2	12,6	28,8	8,7	0,2	...	0,2
1974 3 premiers mois . p	6,4	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
6 premiers mois . p	21,0	7,2	4,0	11,2	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	31,2	12,8	4,3	17,1	...	...	...	...
12 mois p	49,7	19,2	9,3	28,5	...	...	...	...
1975 3 premiers mois ... p	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
1974 Avril p	2,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Mai p	3,3	1,4	...	1,4	...	...	...	...
Juin p	8,9	1,8	1,5	3,3	...	...	...	...
Juillet p	4,8	3,7	0,1	3,8	...	...	...	...
Août p	2,1	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre p	3,3	1,1	...	1,1	...	...	...	...
Octobre p	3,6	1,5	4,0	5,5	...	...	...	...
Novembre p	3,8	2,4	...	2,4	...	...	...	...
Décembre p	11,1	2,5	1,0	3,5	...	...	...	...
1975 Janvier p	2,2	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Février p	1,8	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Mars p	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Avril p	2,8	0,7	2,3	3,0	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Mars	324,2	3,1	327,3	202,7	75,9	170,5	106,8	555,9	883,2
Juin	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	177,5	111,5	576,8	919,9
Septembre	357,6	1,5	359,1	215,1	80,6	183,2	116,7	595,6	954,7
Décembre	374,7	3,6	378,3	222,9	81,5	193,5	121,4	619,3	997,6
1974 Mars	388,8	2,6	391,4	227,8	84,7	195,7	126,7	634,9	1.026,3
Juin	396,3	1,4	397,7	236,9	87,9	202,4	133,0	660,2	1.057,9
Septembre	399,6	1,1	400,7	248,7	90,8	208,6	137,5	685,6	1.086,3
Décembre	418,5	3,0	421,5	252,3	90,5	216,9	142,0	701,7	1.123,2
1975 Mars	422,0	2,8	424,8	256,6	93,9	217,2	145,1	712,8	1.137,6

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1973 2 ^o trimestre ...	10,3
3 ^o trimestre ...	10,3
4 ^o trimestre ...	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ...	9,3
2 ^o trimestre ...	10,4
3 ^o trimestre ...	12,0
4 ^o trimestre ...	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ...	7,0
2 ^o trimestre ...	8,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1973 2 ^e trimestre	5,3	2,6	4,2	2,8	0,2	8,1	1,0	12,1
3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
3 ^e trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,2	4,0	...	10,4	1,0	16,4
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	16,5
1974 Août	6,0	...	4,6	2,6	2,1	5,0	0,9	10,6
Septembre	6,4	0,1	3,1	3,2	3,8	1,5	1,1	9,6
Octobre	4,5	2,4	2,7	4,3	0,8	3,8	0,7	9,6
Novembre	3,8	11,0	4,0	5,2	...	13,3	0,3	18,8
Décembre	9,7	3,9	4,9	3,8	...	13,8	0,9	18,5
1975 Janvier	8,6	0,5	3,8	3,0	0,1	9,1	0,7	12,9
Février	3,6	8,5	3,1	6,2	...	8,2	0,8	16,2
Mars	8,0	7,0	3,3	3,1	...	13,7	1,5	18,3
Avril	9,6	1,0	3,2	2,7	...	10,1	1,0	13,8
Mai	4,3	9,0	4,0	6,8	...	9,4	1,1	17,3
Juin	6,9	4,7	3,8	3,5	...	10,7	1,2	16,4
Juillet	8,3	2,9	3,2	3,1	1,3	9,0	1,0	14,4
Août	4,1	6,5	3,4	5,0	...	8,4	0,6	14,0

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1960, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1960, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1960) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1960).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1973 2 ^e trimestre	140,7	5,6	22,9	14,6	183,8
3 ^e trimestre	139,8	2,1	22,1	23,7	187,7
4 ^e trimestre	141,8	2,7	22,5	29,7	196,7
1974 1 ^{er} trimestre	153,9	0,8	27,2	29,0	210,9
2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parastatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période	Plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	En pour cent des moyens d'action retenus 1	Montants (2)		Effets visés 2 (3)	Effets non visés réescomptés 3 (4)	Total (5) = (3) + (4)		Sous-plafond A 7 (6a)	Sous-plafond B 7 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)
<i>(milliards de francs)</i>										
1969	12	44,0		29,7	4,2	33,9				10,1
1970	9	38,0		20,7	6,2	26,9				11,1
1971	9	43,9		19,0	9,4	28,4				15,5
1972	8	46,2		20,4	14,6	35,0				11,2
1973 Mars	7 1/2	45,0		17,9	9,2	27,1				17,9
Juin	7 1/4	45,4 ⁴		16,0 ⁴	12,3 ⁴	28,3 ⁴				17,1 ⁴
Septembre ...	6 1/2	42,6		17,4	17,0	34,4				8,2
Décembre	5 1/2	37,8		14,4	18,0	32,4				5,4
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁵		13,8 ⁵	18,5 ⁵	32,3 ⁵				5,1 ⁵
Juin	4 1/2	32,1 ⁶		2,6 ⁶	25,6 ⁶	28,2 ⁶				3,9 ⁶
		Sous-plafond A 7 (2a)	Sous-plafond B 7 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 7 (3)	Sous-plafond B 7 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 7 (6a)	Sous-plafond B 7 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)
Août	4	16,7 ⁸	16,7 ⁸	33,4 ⁸	15,0 ⁸	11,7 ⁸	26,7 ⁸	1,7 ⁸	5,0 ⁸	6,7 ⁸
Septembre ...	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2
Octobre	4	15,3	15,3	30,6	14,2	13,5	27,7	1,1	1,8	2,9
Novembre	4	15,3 ⁹	15,3 ⁹	30,6 ⁹	14,6 ⁹	14,2 ⁹	28,8 ⁹	0,7 ⁹	1,1 ⁹	1,8 ⁹
Décembre	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1
1975 Janvier	4	15,8	15,8	31,6	14,2	12,0	26,2	1,6	3,8	5,4
Février	4 1/4	24,1	10,3	34,4	17,6	7,1	24,7	6,5	3,2	9,7
Mars	4 1/4	24,1 ¹⁰	10,3 ¹⁰	34,4 ¹⁰	14,8 ¹⁰	6,3 ¹⁰	21,1 ¹⁰	9,3 ¹⁰	4,0 ¹⁰	13,3 ¹⁰
Avril ¹¹	4 3/4	—	—	38,3	—	—	26,8	—	—	11,5
Mai	4 3/4	—	—	38,4 ¹²	—	—	25,7 ¹²	—	—	12,7 ¹²
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4
Juillet	4 3/4	—	—	39,3	—	—	18,7	—	—	20,6
Août	5 1/4	—	—	39,3 ¹³	—	—	17,5 ¹³	—	—	21,8 ¹³

¹ Formule générale uniquement. Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Cette rubrique comprend :

a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);

b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;

c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

³ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

⁴ Situation au 29 juin 1973.

⁵ Situation au 29 mars 1974.

⁶ Situation au 28 juin 1974.

⁷ Du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

⁸ Situation au 30 août 1974.

⁹ Situation au 29 novembre 1974.

¹⁰ Situation au 28 mars 1975.

¹¹ La répartition en sous-plafonds A et B, dont mention à la note 7, ayant été supprimée, chaque banque dispose, depuis le 1er avril 1975, d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement auprès de la Banque, aux taux d'escompte officiels de celle-ci, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir; — soit auprès de l'I.R.G. et aux taux et autres conditions fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant maximum un an à courir.

¹² Situation au 30 mai 1975.

¹³ Situation au 29 août 1975.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin*

de la Banque Nationale de Belgique. XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — L^e année, tome I, n° 8, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit ⁷				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours ¹	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 374 jours ¹	autres effets publics ²	Dates des changements	Taux		
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque								
Taux en vigueur au 31-12-1968	4,50	4,50	4,00		5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	1974 8 juillet	13,25	
			pays de la C.E.E.	autres pays								15 juillet	14,00	
												16 juillet	13,75	
1969 1 ^{er} janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	17 juillet	13,50	
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25	23 juillet	13,00	
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00	14 août	13,25	
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50	19 août	13,00	
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00	22 août	12,75	
31 juillet	7,00								8,50	8,75	9,00	3 septembre ...	12,50	
18 septembre ...	7,50								9,00	9,25	9,50	6 septembre ...	12,00	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ³ ou certifiées ⁴ représentatives d'opérations de commerce extérieur												18 septembre ...	11,75
1970 1 ^{er} juin			7,50				9,50		9,00	9,25	9,50	10 octobre	11,50	
22 octobre			7,00				9,00		8,50	8,75	9,00	21 octobre	11,25	
10 décembre			6,50				8,50		8,00	8,25	8,50	29 octobre	11,00	
1971 25 mars			6,00				7,50		7,00	7,25	7,50	30 octobre	10,75	
23 septembre ...			5,50				7,00		6,50	6,75	7,00	4 novembre	10,50	
1972 6 janvier			5,00				6,50		6,00	6,25	6,50	5 novembre	10,25	
3 février			4,50				6,00		5,50	5,75	6,00	1975 10 janvier	10,00	
2 mars			4,00				5,00		5,00			13 janvier	9,75	
23 novembre ...			4,50				5,50		5,50			30 janvier	9,25	
21 décembre ...			5,00				6,00		6,00			13 mars	8,25	
1973 10 mai			5,50				7,00					15 avril	8,00	
5 juillet			6,00				7,50					25 avril	7,75	
2 août			6,50				8,00					16 mai	7,50	
4 octobre			7,00				8,50					29 mai	7,00	
29 novembre ...			7,75				8,50					17 juin	6,75	
1974 1 ^{er} février			8,75				9,50					9 juillet	7,00	
			5				5					21 août	6,50	
8 juillet			8,75				9,50							
1975 30 janvier			8,25				9,00							
13 mars			7,50				8,00							
24 avril			7,00				7,50							
29 mai			6,50				6,50							
21 août			6,00				6,00							

¹ Quotité maximum : 95 p.c.

² Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

³ Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

⁴ La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

⁵ Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

⁶ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

⁷ Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁴			
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6	6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)			4	5		6			
1967	3,19									
1968	2,84									
1969	5,40									
1970	6,25									
1971	3,70									
1972	2,48									
1973	4,81									
1974	9,25									
1973 2 ^o trimestre	3,19									
3 ^o trimestre	5,77									
4 ^o trimestre	7,11									
1974 1 ^{er} trimestre	8,50									
2 ^o trimestre	9,45									
3 ^o trimestre	9,86									
4 ^o trimestre	9,25									
1975 1 ^{er} trimestre	5,15									
2 ^o trimestre	4,55									
1974 Août	9,68									
Septembre	9,42									
Octobre	9,19									
Novembre	9,50									
Décembre	9,04									
1975 Janvier	6,47									
Février	5,46									
Mars	3,92									
Avril	4,53									
Mai	4,77									
Juin	4,30									
Juillet	4,93									
Août	5,10									
1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48					
1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50	
1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25	
1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15	
1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30	
1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80	
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1970 8 déc.	7,45	*	7,75	
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15	
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85	
1973 2 ^o trim.	5,10	5,40	5,70	6,00	5,64	1973 12 juin	5,80	6,20	6,50	
3 ^o trim.	6,75	7,05	7,35	7,65	6,97	11 sept.	*	*	7,30	
4 ^o trim.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,89	11 déc.	*	*	8,10	
1974 1 ^{er} trim.	8,50	8,75	9,00	9,40	8,55	1974 11 mars	9,50	*	8,50	
2 ^o trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	11 juin	*	*	*	
3 ^o trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	10 sept.	12,00	11,75	9,00	
4 ^o trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	8 oct.	11,75	11,50	9,00	
1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	12 nov.	11,00	11,00	8,80	
2 ^o trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	10 déc.	*	*	*	
1974 Août	11,50	11,75	11,75	12,00	12,00	1975 14 janv.	10,75	10,75	*	
Sept.	11,50	11,75	11,75	12,00	12,00	11 févr.	9,50	9,25	*	
Oct.	10,75	11,00	11,25	11,50	11,87	11 mars	8,00	*	*	
Nov.	10,25	10,50	10,75	11,25	11,25	8 avril	7,75	8,00	*	
Déc.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,16	13 mai	7,50	7,50	*	
1975 Janv.	9,00	9,25	9,50	10,00	10,68	10 juin	6,50	6,75	*	
Févr.	8,00	8,25	8,50	9,00	9,40	8 juill.	6,50	6,75	*	
Mars	6,90	7,15	7,30	7,40	7,71	12 août	6,75	7,00	*	
Avril	6,75	7,00	7,15	7,25	7,30	9 sept.	6,75	7,00	*	
Mai	6,20	6,40	6,60	6,75	7,10					
Juin	5,25	5,50	6,00	6,25	6,37					
Juill.	5,75	6,00	6,25	6,50	6,41					
Août	5,55	5,80	6,05	6,20	6,44					

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par des banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1969	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an sera attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1967	—	—	6,76	6,81	2	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1973 Avril	6,89	6,94	7,33	7,24	7,69	7,27
Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Septembre	9,58	9,34	9,26	9,55	11,61	9,41
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
Novembre	8,65	9,20	8,92	9,51	11,45	9,09
Décembre	8,79	9,26	9,00	9,42	11,00	9,13
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Février	8,74	9,20	9,24	9,51	10,78	9,26
Mars	8,23	8,74	8,79	9,04	10,27	8,80
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Mai	8,21	8,35	8,42	8,69	9,83	8,48
Juin	7,94	7,91	8,09	8,31	9,84	8,14
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Août	8,00	7,90	8,21	8,29	9,94	8,21
Septembre	8,18	8,20	8,41	8,47	9,98	8,41

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956 :

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Royaume-Uni		Italie 2		Pays-Bas 3		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-70 ...		6,00		5,50		7,00		7,00		7,00		6,00		6,00		3,75
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50							15	5,75		
Janvier ...			22	5,00									24	5,25		
Février ...			19	4,75												
Février ...	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai ...					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre ...							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre ...			19	4,75												
Décembre ...	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,00						6	4,50			
Février ...	25	3,00										2	4,00			
Mars ...																
Avril ...					6	5,75			10	5,50						
Juin ...							22	6,00								
Septembre ...												8	3,00			
Octobre ...	9	3,50					18	7,25 ⁴								
Octobre ...							27	7,50								
Novembre ...	3	4,00			2	6,50						6	4,00			
Novembre ...			30	7,50												
Décembre ...	1	4,50					1	7,75								
Décembre ...							8	8,00								
Décembre ...							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00 ⁵	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars ...							23	8,50					9	5,25		
Avril ...							13	8,00								
Avril ...							19	8,25								
Mai ...	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai ...			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin ...	1	7,00	11	6,50			22	7,50			4	4,50	11	6,25		
Juin ...											28	5,00				
Juillet ...			2	7,00	5	8,50	20	9,00			18	6,00				
Juillet ...							27	11,50								
Août ...			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre ...					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ...							19	11,25			16	7,00				
Novembre ...							13	13,00								
Décembre ...											6	8,00				
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars ...									20	12,00						
Avril ...							5	12,25								
Avril ...			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai ...							24	11,75					13	8,75		
Juin ...					20	13,00							24	9,25		
Juillet ...																
Septembre ...							20	11,50								
Octobre ...	25	6,50									28	7,00				
Novembre ...													18	8,75		
Décembre ...	20	6,00	9	7,75					27	11,00						
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25					13	8,25		
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars ...	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars ...							21	10,00								
Avril ...					10	10,00	18	9,75								
Mai ...	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					19	4,50
Juin ...					5	9,50										
Juillet ...							25	11,00								
Août ...	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre ...	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50 ⁶	3	9,00		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

3 Le 1er septembre 1978, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1978 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 13 décembre 1973, ce taux pénalisateur ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974,

il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

4 En principe, la Bank of England annonce, depuis le 18 octobre 1972, chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

5 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,50 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 4 juillet	1975 10 juillet	1974 8 août	1975 7 août
ACTIF				
Or et créances sur l'étranger	37.992	98.353	39.558	95.474
Or	} 33.712	} 69.183	} 34.705	} 69.183
Disponibilités à vue à l'étranger .....					19.166	19.407
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ⁽¹⁾ ⁽²⁾	3.900	9.813	4.473	6.693
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	380	191	380	191
Créances sur le Trésor	10.798	21.717	10.662	25.541
Monnaies divisionnaires	200	196	172	133
Comptes courants postaux	398	293	290	241
Concours au Trésor Public ⁽³⁾ ⁽⁴⁾	10.200	20.516	10.200	24.438
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M.	—	712	—	729
Créances provenant d'opérations de refinancement	117.077	62.922	105.919	63.434
Effets escomptés ⁽⁵⁾	13.533	15.638	13.482	16.176
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁽⁵⁾	98.793	42.551	87.467	42.806
Avances sur titres	68	44	47	41
Effets en cours de recouvrement	4.683	4.689	4.923	4.411
Divers	2.901	2.798	2.568	2.878
Total ...	168.768	185.790	158.707	187.327

PASSIF

Billets en circulation	93.886	102.070	94.481	103.389
Comptes créditeurs extérieurs	3.502	4.432	3.709	4.419
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	809	821	1.015	808
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.693	2.411	2.694	2.411
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	—	1.200	—	1.200
Compte courant du Trésor public	5.008	...	1.031	1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	57.015	23.704	52.656	24.719
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	55.186	21.951	51.111	22.991
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	1.829	1.753	1.545	1.728
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	49.568	—	49.568
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.021	1.243
Divers	8.336	4.773	5.809	3.988
Total ...	168.768	185.790	158.707	187.327

(1) Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

(2) Concours au Fonds Monétaire	2.219	2.528	2.413	2.592
Acquisition de droits de tirage spéciaux	690	1.061	779	1.061
Autres opérations	991	6.224	1.281	3.040

(3) Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

(4) Montant maximum des concours au Trésor public : 23,4 milliards de F, dont 13,4 milliards de F non rémunérés.

(5) Décomposition des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2	1.548	3	3.957
Obligations	21	17	21	17
Bons à moyen terme	5.277	4.926	5.276	1.047
Crédits à moyen terme	28.360	22.935	25.528	22.700
— Prêts spéciaux à la construction	91	85	90	75
— Crédits à l'exportation	18.533	15.638	13.482	16.176
— Autres crédits	12.736	7.212	11.951	6.449
Crédits à court terme	80.666	28.763	70.126	31.261
— Crédits à l'exportation	10.664	9.029	9.587	10.145
— Autres crédits	70.002	19.734	60.559	21.116

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1971 February 28	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1974 July 10	1975 July 9	1974 August 7	1975 August 6
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	----------------	------------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.450	3.217	3.486	3.513	4.690	5.278	4.706	5.258
Other Securities	239	497	703	1.076	324	561	433	706
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	5.025	5.850	5.150	5.975

Notes Issued :								
In Circulation	3.662	3.698	4.187	4.573	5.001	5.822	5.120	5.934
In Banking Department	38	27	13	27	24	28	30	41
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	5.025	5.850	5.150	5.975

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	700	419	1.096	1.645	1.119	1.294	1.248	1.213
Advances and Other Accounts	74	27	37	155	207	289	240	299
Premises, Equipment and Other Securities	44	94	88	188	125	124	124	87
Notes	38	27	14	27	24	28	30	41
Coin	2	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.475	1.735	1.642	1.640

Capital	15	15	14	15	15	15	14	15
Rest	3	—	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	18	56	60	82	15	22	15	22
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	398	—	714	1.368	884	966	902	960
Bankers Deposits	195	199	177	250	264	303	325	295
Reserves and other Accounts	229	297	270	300	297	429	386	348
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.475	1.735	1.642	1.640

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1974 July 10	1975 July 9	1974 August 7	1975 August 6
ASSETS								
Gold certificate account	9.875	10.303	11.460	11.652	11.460	11.620	11.460	11.608
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	500	400	500
Cash	261	313	271	240	196	315	246	339
Discounts and advances	39	1.981	1.258	298	2.271	80	2.889	117
Acceptances :								
Bought outright	80	70	68	579	114	686	215	664
Held under repurchase agreement	181	36	...	420	275	...	...	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	485	1.311	1.937	4.702	3.151	5.084	3.582	5.083
Held under repurchase agreement	101	13	42	511	678	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	30.156	29.664	36.897	36.765	37.421	31.991	35.900	31.415
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	965
Notes	35.554	36.681	38.412	40.009	39.692	42.886	39.781	42.886
Bonds	3.286	3.463	3.149	3.284	2.822	4.522	2.858	4.522
Total bought outright ...	68.996	69.898	78.458	80.058	79.935	79.399	78.539	79.788
Held under repurchase agreement	1.222	98	58	443	746	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	70.218	69.906	78.516	80.501	80.681	79.399	78.539	79.788
Total loans and securities	71.104	73.317	81.821	87.011	87.170	85.249	85.225	85.652
Cash items in process of collection	11.887	9.172	7.954	8.312	8.662	8.315	8.011	7.706
Bank premises	150	194	223	263	241	290	243	300
Operating equipment	—	—	—	—	—	—	—	—
Other assets	918	1.066	929	2.932	1.102	2.772	1.317	2.926
Total assets ...	94.595	94.765	103.058	110.810	109.766	109.063	106.902	109.033

LIABILITIES

Federal Reserve notes	53.819	58.757	64.262	70.916	66.623	73.444	66.356	73.066
Deposits :								
Member bank reserves	27.788	25.647	27.060	25.825	30.894	24.779	29.133	27.001
U.S. Treasurer - general account	2.020	1.855	2.542	3.113	2.447	1.381	1.891	..
Foreign	294	325	251	418	241	239	261	259
Other	999	840	1.419	1.275	764	694	675	665
Total deposits :	31.101	28.667	31.272	30.631	34.346	27.093	31.960	27.925
Deferred availability cash items	7.544	5.198	4.855	6.328	5.653	5.504	5.556	5.147
Other liabilities and accrued dividends ...	647	557	981	1.141	1.222	1.067	1.163	983
Total liabilities ...	93.111	93.179	101.370	109.016	107.844	107.108	105.035	107.121

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	742	793	844	897	879	909	880	912
Surplus	742	793	844	897	844	897	844	897
Other capital accounts .....	...	...	...	...	199	149	143	103
Total liabilities and capital accounts ...	94.595	94.765	103.058	110.810	109.766	109.063	106.902	109.033
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	254	179	581	981	866	...	1.064	...

¹ Consolidated statement of condition of twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1974 8 juli	1975 7 juli	1974 5 augustus	1975 4 augustus
ACTIVA								
Goud	6.875	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.287	4.557	9.339	8.782	6.346	8.104	6.802	8.063
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	1
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	2.063	2.352	1.595	1.630	1.354	1.591	1.336	1.642
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	—	—	1.038	1.482	840	1.586	912	1.660
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	17	171	134	62	65	...	67	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	1.681	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948)	180	673	1.256	1.258	1.523	9	412	7
Nederlandse munten .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Belegging van kapitaal en reserves	28	37	19	13	16	16	13	15
Gebouwen en inventaris	345	382	424	462	447	514	462	514
Diverse rekeningen	179	195	195	235	208	235	208	235
Totaal ...	182	104	140	870	412	118	479	82
	12.837	15.300	20.989	21.643	18.060	19.022	17.540	19.068
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	10.251	11.251	11.873	12.827	12.886	14.228	12.551	13.948
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.080	1.944	3.757	4.971	1.413	1.357	1.552	1.112
's Rijks schatkist	1.001	1.858	3.694	4.890	1.365	487	1.489	10
Banken in Nederland	39	47	26	34	10	668	12	820
Andere ingezetenen	40	39	37	47	38	202	51	282
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	152	358	388	159	109	92	131	111
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	128	224	282	84	83	55	92	63
Andere niet-ingezetenen	24	134	106	75	26	37	39	48
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.295
Krediet van het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	52	1.574	1	33	7	2	4
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	587	856	793	793	793	723	793	746
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	357	404	404	442	427	495	442	495
Diverse rekeningen	386	415	780	1.030	979	700	649	1.337
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	18.060	19.022	17.540	19.068
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	14	14	14	13	13	13	13	13

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1974 7. Juli	1975 7. Juli	1974 7. August	1975 7. August
AKTIVA								
Währungsreserven	57.910	72.908	88.179	71.805	92.271	72.580	88.189	71.198
Gold	14.688	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	5.581	6.712	8.354	8.055	9.111	8.445	9.454	8.402
Devisen und Sorten	37.641	52.225	65.824	49.748	69.158	50.133	64.733	48.794
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.309	4.480	4.279	11.636	2.499	11.054	5.418	11.054
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	18.811	20.178	11.216	15.516	14.624	8.380	18.235	5.667
Inlandswechsel	15.802	17.847	10.435	12.305	10.701	7.642	11.731	5.009
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	...	8
Auslandswechsel	1.612	1.185	460	877	477	717	551	638
Lombardforderungen	1.397	1.146	321	2.334	3.446	21	5.953	12
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.149	9.123	11.535	9.915	9.350	9.351	11.908	12.314
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	2.852	1.232	667	668	3.225	3.631
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	...	...	...	...	...
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	300	...	...	...	...	...
Wertpapiere	588	53	25	469	627	341	616	2.348
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	423	514	833	464	928
Postcheckguthaben	367	525	466	647	215	189	230	284
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	7.115	4.975	3.929	4.560	4.033
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und ver- bindlichkeiten -- Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	14.004	6.773	8.931	6.773	8.931
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	131.848	115.588	136.393	116.757
PASSIVA								
Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	50.273	48.128	52.212	48.518	52.661
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	46.504	50.727	40.232	54.025	41.008
auf Girokonten	32.590	46.364	51.892	46.483	50.703	40.210	54.002	40.983
sonstige	19	24	21	21	24	22	23	25
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	10.943	7.083	11.298	11.742	13.927	9.160	13.070	8.181
Bund	69	97	204	139	56	90	46	176
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	174	163	480	546	500	555
Länder	510	2.543	2.403	643	3.305	3.264	1.838	2.399
Andere öffentliche Einleger	67	58	51	44	39	29	28	31
Sondereinlagen	10.011	4.188	8.466	10.753	10.047	5.231	10.598	5.020
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.227	3.214	2.932	2.739	2.954	1.646	2.554	1.929
Bundesbahn	5	5	16	5	7	5	4	3
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	1.735	2.703	2.455	2.227	2.564	1.283	2.186	1.588
Sonstige Einleger	487	506	461	507	383	358	364	338
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot	—	1.336	244	127	370	117	456	114
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	967	916	918	1.284	650	601	1.679	1.154
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	735	1.268	595	591	1.651	1.033
Verbindlichkeiten gegenüber dem Eu- ropäischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit	—	—	—	—	—	—	—	—
Sonstige	26	18	183	16	55	10	28	121
Ausgleichsposten für zugeweilte Sonder- ziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.600	1.747	1.600	1.746	1.600
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobil- isierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	8.867	8.403	5.358	8.771	5.095
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.485	1.485	1.670	1.485	1.670
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	5.690	2.238	1.773	2.870	2.126
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	131.848	115.588	136.393	116.757

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 5 juillet	1975 7 juillet	1974 7 août	1975 7 août
ACTIF								
Encaisse or	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	10.323	12.323	12.520	11.571	9.710	10.100	8.842	9.972
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.278	4.613	5.403	5.223	5.403	5.223	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	81	784	898	2.210	567	213	710	215
Bons du Trésor de la Confédération ...	...	152	200	484	...	16	...	...
Avances sur nantissement	29	419	558	700	83	21	73	6
Titres :								
pouvant servir de couverture	6	—	—	...	...	...	...	...
autres	5	—	—	92	...	...	...	...
Correspondants en Suisse	72	142	282	167	109	66	109	15
Correspondants à l'étranger	23	27	—	—	74	—	42	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.244	1.243	622	1.243	622	1.244	622
Autres postes de l'actif	50	89	66	94	89	90	95	93
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	28.991	28.424	28.231	28.219

PASSIF

Fonds propres	63	64	65	66	66	67	66	67
Billets en circulation	14.310	16.635	18.296	19.436	17.186	17.610	16.831	17.273
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	10.702	9.313	8.235	9.505	5.745	5.074	5.107	5.398
Autres engagements à vue	1.153	1.708	801	862	1.119	1.910	1.170	1.686
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	1.449	1.600	...	741	...	770	...
les engagements envers l'étranger	516	580	1.272	348	648	250	719	221
Engagements à terme :								
Restrictions de stérilisation	313	73	121	247	498	490	498	490
Comptes spéciaux	—	2	83	986	597	856	615	858
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	26	—	26	...	—	—
Autres postes du passif	933	1.514	1.774	1.786	2.365	2.167	2.455	2.226
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	28.991	28.424	28.231	28.219

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 juillet	1975 31 juillet	1974 31 août	1975 31 août
I. Or	4.289	4.136	4.313	4.100	4.175	4.105
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	65	143	46	56	62	62
III. Bons du Trésor	8	515	8	488	8	512
IV. Dépôts à terme et avances :	22.053	30.034	24.553	30.590	26.121	31.476
a) à 3 mois au maximum	19.515	22.578	19.955	22.668	19.895	23.041
b) à 3 mois au maximum (or)	2	2	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	2.536	7.385	4.527	7.853	6.155	8.366
d) à plus de 3 mois (or)	—	69	71	69	71	69
V. Titres à terme :	5.750	8.253	5.166	4.598	4.742	4.110
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	4.734	7.838	4.516	3.784	3.159	3.346
b) à plus de 3 mois	1.016	415	650	813	1.583	764
VI. Divers	3	80	22	173	24	170
<i>Total de l'actif</i> ...	32.168	43.161	34.108	40.005	35.132	40.435

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 juillet	1975 31 juillet	1974 31 août	1975 31 août
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	548	666	666	821	666	821
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	253	309	309	371	309	371
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	190	252	252	345	252	345
III. Dépôts (or) :	3.694	3.572	3.726	3.501	3.588	3.504
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.573	3.134	2.943	2.941	3.387	2.986
b) à 3 mois au maximum	1.088	199	741	390	159	430
c) à plus de 3 mois	—	206	9	137	9	55
2. Autres déposants :						
a) à vue	7.371	33	33	33	33	33
b) à 3 mois au maximum	25.712	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	26.770	37.479	28.554	34.345	29.700	34.746
1. Banques centrales :						
a) à vue	110	193	128	409	210	521
b) à 3 mois au maximum	23.848	29.092	22.354	26.424	22.387	26.889
c) à plus de 3 mois	2.419	7.173	4.744	6.536	5.777	6.278
2. Autres déposants :						
a) à vue	12	22	14	21	16	32
b) à 3 mois au maximum	265	877	1.032	733	1.136	814
c) à plus de 3 mois	116	122	282	222	173	212
V. Effets	521	667	561	625	551	626
a) à 3 mois au maximum	521	667	189	625	184	626
b) à plus de 3 mois	—	—	372	—	367	—
VI. Divers	250	379	210	338	238	363
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
VIII. Provisions	84	97	90	74	88	74
Total du passif ...	32.168	43.161	34.108	40.005	35.132	40.435

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté ministériel du 22 avril 1975

instituant un Comité ad hoc au sein du Conseil central de l'Economie, en exécution de l'article 28, alinéa 3, de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises (Moniteur du 1^{er} août 1975, p. 9438).

Loi du 30 juin 1975

modifiant la législation relative aux sociétés commerciales (Moniteur du 27 août 1975, p. 10357).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 21 mars 1975

portant nomination de membres du Conseil professionnel de la construction (Moniteur du 7 août 1975, p. 9658).

Loi du 11 avril 1975

modifiant l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, l'organisation et les attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939 (art. 1^{er}, 1, h) (Moniteur du 23 août 1975, p. 10237).

Article unique. — L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 29, du 24 août 1939, relatif à l'activité, l'organisation et les attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939 (art. 1^{er}, 1, h), est remplacé par la disposition suivante :

« La Banque établit des succursales ou des agences dans les localités du territoire de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise où le besoin en est constaté, d'accord avec le gouvernement intéressé. »

Loi du 30 juin 1975

relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers (Moniteur du 2 août 1975, p. 9471).

CHAPITRE I. — Contrôle des caisses d'épargne privées

Section 1. — Modifications aux dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967

Article 1^{er}. — Dans l'article 4 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o que l'entreprise soit régulièrement constituée sous la forme de société par actions ou de société coopérative selon le droit belge ou le droit d'un des Etats membres de la Communauté économique européenne; dans ce dernier cas, elle doit être autorisée, dans son pays d'origine, à exercer les opérations prévues à l'article 1^{er}. »

Art. 2. — Un article 4 bis rédigé comme suit est inséré dans les mêmes dispositions coordonnées :

« Art. 4 bis. Les entreprises étrangères constituées sous la forme de société par actions selon le droit d'un Etat autre qu'un des Etats membres de la Communauté économique européenne et qui sont habilitées dans leur pays d'origine à effectuer les opérations prévues à l'article 1^{er}, peuvent être autorisées à exercer les activités visées par les présentes dispositions. L'autorisation peut être refusée notamment à celles dont le pays d'origine ne reconnaît pas des avantages équivalents aux entreprises belges. »

Art. 3. — Dans l'article 6, alinéa premier, des mêmes dispositions coordonnées, les mots « et, après la dissolution de cet Office, à l'avis d'une commission instituée par arrêté royal » sont supprimés.

Art. 4. — L'article 7 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Aucune modification aux statuts de l'entreprise ou aux conditions prévues à l'article 5, 2^o, ne peut être mise en vigueur que de l'avis conforme de l'Office central de la Petite Epargne. »

Art. 5. — A l'article 8 des mêmes dispositions coordonnées sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 2 du § 1^{er} est abrogé;

2^o dans l'alinéa 1^{er} du § 2, les mots « et qui, dans leur ensemble, réunissent le fonds social requis » figurant en fin de phrase, sont remplacés par les mots « si le fonds social requis est réuni dans la situation globale intégrée comprenant la situation de cette association ou fédération et les situations des associations contrôlées »;

3^o l'alinéa 2 du § 2 est abrogé;

4^o dans l'alinéa 5 du § 2, les mots « une situation globale pour l'ensemble des collectivités fonctionnant sous son contrôle » sont remplacés par les mots « une situation globale intégrée comprenant la situation de l'association ou fédération et les situations des associations contrôlées. »

Art. 6. — L'article 9 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les entreprises étrangères autorisées en Belgique sont soumises aux présentes dispositions coordonnées, en ce qui concerne leurs activités en Belgique. Les dispositions de l'article 8 et celles de l'article 16, alinéa 7, relatives aux fonds propres s'appliquent aux fonds propres qu'elles affectent de manière permanente à leur activité dans le pays. Elles sont tenues d'établir dans le pays un siège d'opérations où elles font élection de domicile.

» Elles constituent un fondé de pouvoirs chargé de les représenter tant auprès des autorités publiques que vis-à-vis des particuliers, et qui a sa résidence dans le pays.

» Elles établissent une gestion et une comptabilité distinctes pour les opérations faites en Belgique.

» Elles conservent et rendent productifs en Belgique les fonds qu'elles y reçoivent. »

Art. 7. — L'article 11 des mêmes dispositions coordonnées est abrogé.

Art. 8. — L'article 12 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. § 1^{er}. Les placements de ces fonds comprennent :

» 1^o l'encaisse, l'avoir en compte de chèques postaux, les sommes déposées à la Banque Nationale de Belgique;

» 2^o les dépôts dans les banques, les caisses d'épargne privées, les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de Crédit professionnel, les caisses de crédit agréées par l'Institut national de Crédit agricole ou dans les institutions publiques de crédit qui seront désignées par le Ministre des Finances et, dans la mesure où les règlements sur la matière le permettront, dans les caisses centrales soumises aux présentes dispositions coordonnées et auxquelles les entreprises sont affiliées;

» 3^o l'escompte de et les avances sur lettres de change, billets à ordre, warrants et factures;

» 4^o les fonds de l'Etat belge ou garantis par celui-ci, les obligations des provinces, des villes, des communes belges, les obligations du Crédit communal de Belgique et de la Société nationale des chemins de fer belges; toutes autres valeurs autorisées par le Ministre des Finances;

» 5^o les avances sur les titres visés au 4^o;

» 6^o les prêts et ouvertures de crédits hypothécaires;

» 7^o les obligations de sociétés belges;

» 8^o les actions ou parts de sociétés dont, par poste, la valeur et le pouvoir de vote qui y est attaché n'excèdent pas les quotités fixées par arrêté royal pris sur avis de l'Office central de la Petite Epargne;

» 9^o ouvertures de crédits à court terme, avances et ouvertures de crédits à moyen et à long terme, dans les limites et aux conditions fixées par l'Office central de la Petite Epargne pour toutes les entreprises ou par catégories d'entreprises;

» 10^o ouvertures de crédits et prêts à tempérament, ouvertures de crédits et prêts personnels à tempérament, dans les limites et aux conditions fixées par l'Office central de la Petite Epargne pour toutes les entreprises ou par catégories d'entreprises;

» 11^o tous autres placements autorisés par l'Office central de la Petite Epargne.

» § 2. En ce qui concerne les sociétés coopératives qui n'acceptent habituellement de dépôts que de leurs membres et de leur personnel, d'organismes qui leur sont affiliés et d'organismes affiliés à ces derniers, ainsi que de membres et du personnel de ces divers organismes, ces placements peuvent également comprendre :

» a) les prêts à leurs membres;

» b) les avances à des organismes qui poursuivent des buts sociaux ou professionnels connexes.

» Ces prêts et avances doivent être assortis de garanties suffisantes. »

Art. 9. — L'article 13 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. § 1^{er}. L'Office central de la Petite Epargne peut, dans l'intérêt de la sécurité et de la liquidité des placements, imposer des limites et des conditions spéciales auxquelles les opérations énumérées à l'article 12 doivent répondre.

» § 2. Lorsqu'il s'agit de collectivités visées à l'article 8, § 2, alinéa premier, l'association ou la fédération est seule à devoir justifier que l'ensemble des placements de l'association ou de la fédération et des associations qu'elle comprend, tels qu'ils se dégagent dans leur situation intégrée, correspondent aux conditions prévues par le règlement de contrôle et par tout règlement pris par l'Office conformément à l'article 16 des dispositions coordonnées. »

Art. 10. — Dans le premier alinéa de l'article 14 des mêmes dispositions coordonnées, les mots « aux articles 12 et 13 » sont remplacés par les mots « à l'article 12 ».

Art. 11. — L'article 15 des mêmes dispositions coordonnées, modifié par la loi du 23 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Il est interdit aux caisses d'épargne privées de se livrer à des activités ou d'effectuer des opérations autres que celles énumérées aux articles 1^{er} et 12.

» Cette interdiction ne s'applique pas :

» 1^o aux actes connexes, accessoires ou conservatoires se rattachant aux opérations énumérées ci-dessus;

» 2^o aux opérations d'assurances visées à la loi du 25 juin 1930 relative au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie; aux opérations de capitalisation visées à l'arrêté royal n^o 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation;

» 3^o à l'acquisition, en contrepartie des fonds propres, d'immeubles d'exploitation ou d'autres biens immobiliers, de participations dans des caisses d'épargne privées, des banques, des sociétés d'assurance ou de crédit hypothécaire ou dans des institutions de crédit créées par ou en vertu d'une loi particulière et, moyennant autorisation de l'Office, d'autres actifs;

» 4^o à toutes autres activités susceptibles d'intéresser leur clientèle et qui seraient autorisées par l'Office central de la Petite Epargne;

» 5^o aux placements non énumérés au 3^o effectués en contrepartie des fonds propres, avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

» Si une caisse d'épargne privée se livre à des opérations visées au 2^o, celles-ci devront faire l'objet d'une gestion, d'une caisse et d'une comptabilité distinctes.

» L'Office peut, par règlement soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, et dans le but d'apprécier et de limiter les risques encourus par les entreprises, prescrire à l'égard de toutes les entreprises :

» 1^o la communication de renseignements au sujet de la composition de leur portefeuille de parts d'associés et de participations qu'elles détiennent et des mouvements de ce portefeuille;

» 2° la nature des renseignements dont elles doivent disposer au sujet de la situation et des opérations des sociétés pour qu'elles puissent prendre ou détenir une participation directe ou indirecte dans celles-ci;

» 3° des limites relatives aux engagements et aux risques assumés par elles du fait des relations d'affiliation qui les lient à leurs filiales et sous-filiales ou à d'autres entreprises.

» Les règlements visés à l'alinéa 4 sont pris après consultation des entreprises, représentées par leur association professionnelle.

» L'Office peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations aux règlements pris en exécution de l'alinéa 4. »

Art. 12. — L'article 16 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Les entreprises régies par les présentes dispositions coordonnées sont soumises au contrôle de l'Office central de la Petite Epargne. Le règlement de contrôle est établi par arrêté royal pris sur proposition de l'Office. Il détermine notamment, les obligations des entreprises relatives à la communication des livres, contrats, documents comptables et autres pièces, à la transmission des situations et états périodiques, à la présentation et à la publication des comptes sociaux et du compte rendu annuel des opérations ainsi qu'aux mentions à faire dans les prospectus, circulaires, affiches, enseignes et écrits destinés au public.

» Les entreprises communiquent mensuellement à l'Office central de la Petite Epargne et à la Banque Nationale de Belgique un état de leur situation active et passive, présentée dans les formes fixées par l'Office. Si toutefois une association ou fédération constituée sous la forme d'une société coopérative groupe diverses associations similaires soumises à une réglementation uniforme et fonctionnant sous son contrôle direct, la seule communication mensuelle par l'association ou la fédération centrale d'une situation globale intégrée, comprenant la situation de cette association ou fédération et les situations des associations contrôlées, suffit comme communication mensuelle pour l'ensemble de ces collectivités.

» La Banque Nationale de Belgique publie périodiquement et au moins quatre fois par an une situation globale des caisses d'épargne privées.

» L'Office peut procéder à des enquêtes et expertises et prendre connaissance, sans déplacement, de tout document de l'entreprise ou en possession de celle-ci :

» 1° en vue de vérifier le respect des dispositions légales et réglementaires et l'exactitude et la sincérité des états et renseignements qui lui sont transmis par l'entreprise;

» 2° lorsque des indices le portent à croire :

» a) que des irrégularités ont été commises ou qu'il existe des lacunes graves dans l'organisation ou le fonctionnement de l'entreprise;

» b) que la gestion de l'entreprise est imprudente ou dangereuse ou que les crédits qu'elle a consentis ou les opérations qu'elle a conclues sont susceptibles de mettre en péril sa liquidité, sa rentabilité ou sa solvabilité;

» c) que les reviseurs ne remplissent pas fidèlement leur mission.

» Il peut également charger la Banque Nationale de Belgique de procéder aux enquêtes, vérifications et expertises définies à l'alinéa précédent.

» L'Office ne connaît des relations entre l'entreprise et un client déterminé que dans la mesure requise pour le contrôle de l'entreprise.

» Sans préjudice aux dispositions légales relatives aux mesures réglementaires applicables aux caisses d'épargne privées motivées par des raisons monétaires, l'Office peut, en vue du contrôle de leur solvabilité et de leur liquidité, par règlement pris sur avis de la Banque Nationale de Belgique et soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, fixer pour toutes les entreprises ou par catégorie d'entreprises, les proportions qui doivent être respectées :

» a) entre, d'une part, certains de leurs actifs et droits de recours et, d'autre part, l'ensemble ou certains de leurs passifs et engagements;

» b) entre, d'une part, leurs fonds propres et, d'autre part, l'ensemble ou certains de leurs passifs et engagements ou de leurs actifs et droits de recours;

» *c)* entre, d'une part, leurs fonds propres et, d'autre part, le montant de leurs actifs et droits de recours sur une entreprise déterminée ou sur un groupe d'entreprises affiliées constituant en fait un risque unique;

» *d)* entre les avoirs en devises au comptant et à terme, d'une part, les engagements en devises au comptant et à terme, d'autre part, éventuellement par devise et selon leurs échéances respectives, ou entre certains de ces avoirs et engagements.

» Les règlements visés à l'alinéa sept peuvent aussi établir des limites pour certains des éléments visés aux littéras *a* à *d*.

» Les éléments visés aux littéras *a* à *d* de l'alinéa sept peuvent être saisis dans leur montant total, dans leurs variations par rapport à une période de référence ou selon les deux critères à la fois.

» Les proportions et limites prévues aux alinéas sept à neuf peuvent également être imposées sur base d'une situation consolidée de l'entreprise et de ses filiales et sous-filiales.

» Les règlements visés au présent article sont pris après consultation des entreprises, représentées par leur association professionnelle.

» L'Office peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations aux obligations découlant de l'alinéa premier, en ce qui concerne la présentation des comptes spéciaux celles découlant de l'alinéa deux, ainsi qu'aux dispositions des règlements pris par application des alinéas sept à dix.

» L'Office peut aussi imposer aux caisses d'épargne privées une terminologie uniforme pour l'appellation à donner aux différentes catégories de livrets, comptes ou titres obligataires destinés à faire preuve de la réception des fonds d'épargne recueillis par les caisses. »

Art. 13. — Un article 16 *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes dispositions coordonnées :

« *Art. 16 bis*, Les caisses d'épargne privées constituées sous forme de société de droit belge sont tenues de désigner un ou plusieurs commissaires.

» Les fonctions de commissaire ne peuvent être confiées qu'à des réviseurs agréés. Si toutefois une association ou fédération constituée sous la forme d'une société coopérative groupe diverses associations similaires soumises à une réglementation uniforme et fonctionnant sous son contrôle direct, les commissaires de ces collectivités contrôlées ne devront pas être des réviseurs agréés, pour autant que l'association ou la fédération qui les contrôle garantisse la bonne fin des opérations desdites collectivités et que le réviseur de l'association ou de la fédération ait la possibilité de contrôler la situation de ces mêmes collectivités.

» Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux commissaires et commissaires-réviseurs sont applicables dans la mesure où ces dispositions concernent les commissaires-réviseurs, à l'exception des articles 64, alinéa 4, 65, alinéas 6 et 7 et 68 et sauf s'il y est dérogé en vertu des présentes dispositions coordonnées.

» Les entreprises étrangères autorisées à traiter en Belgique les opérations visées par les présentes dispositions sont tenues de désigner des réviseurs agréés dont le nombre et les fonctions sont déterminés par l'Office central de la Petite Epargne.

» Les articles 20, § 2, 21 à 24, 38, 40, 42, 6^o et 9^o, 45 et 46 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs s'appliquent aux réviseurs agréés pour l'exercice de leurs fonctions auprès des caisses d'épargne privées.

» Pour l'application de l'alinéa précédent, il y a lieu de lire « caisse d'épargne privée » au lieu de « banque » ou « banquier » dans les dispositions auxquelles il se réfère.

» Par dérogation à l'article 146, 3^o, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les caisses d'épargne privées constituées sous la forme de société coopérative peuvent n'avoir qu'un commissaire. »

Art. 14. — L'article 17 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. 17*. Les caisses d'épargne privées communiquent d'office et nominativement à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office central de la Petite Epargne tous les crédits et prêts d'un million de francs et plus qu'elles ont consentis à leurs clients. Le Roi peut modifier ce chiffre.

» Sur demande, soit de la Banque Nationale de Belgique, soit de l'Office central de la Petite Epargne, elles communiquent simultanément et nominativement à chacune de ces deux institutions les prélèvements sur les crédits visés dans l'alinéa précédent, leurs créances et droits de recours sur des intermédiaires financiers, ainsi que les montants à recevoir ou à livrer du chef d'opérations à terme sur devises. »

Art. 15. — Un article 17bis rédigé comme suit est inséré dans les mêmes dispositions coordonnées :

« Art. 17bis. § 1^{er}. Lorsque l'Office constate qu'une caisse d'épargne privée ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions des présentes dispositions coordonnées et des règlements d'exécution qu'elles prévoient, que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garanties suffisantes pour la bonne fin de ses engagements, ou que son organisation administrative ou comptable ou son contrôle interne présente des lacunes graves, il fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

» Si, au terme de ce délai, il n'a pas été remédié à la situation, l'Office peut :

» 1^o nommer un commissaire spécial;

» 2^o suspendre la poursuite des activités de la caisse d'épargne privée ou, si la situation constatée concerne un secteur déterminé d'activités, la poursuite de ces dernières.

» § 2. En cas de désignation d'un commissaire spécial, l'autorisation écrite, générale ou spéciale, de celui-ci est requise pour tous les actes et décisions de tous les organes de la société et pour ceux des personnes chargées de la gestion; l'Office peut toutefois limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Le commissaire spécial peut soumettre à la délibération de tous les organes sociaux toutes propositions qu'il juge opportunes.

» La rémunération du commissaire spécial est fixée par l'Office et supportée par la caisse d'épargne privée.

» § 3. La décision de suspendre tout ou partie des activités d'une caisse d'épargne privée ne peut avoir d'effet pour une durée supérieure à un mois. Cette durée peut être prorogée.

» § 4. Les décisions de l'Office visées au § 1^{er} sont motivées. Elles sortent leurs effets à l'égard de la caisse d'épargne privée à dater de leur notification à celle-ci.

» Un recours est ouvert à la caisse d'épargne privée auprès du Ministre des Finances contre la décision visée au § 1^{er}, 2^o.

» Le recours est introduit dans les trois jours ouvrables suivant la notification. Le Ministre se prononce dans les quinze jours ouvrables. A défaut de décision dans ce délai, le recours est censé accueilli.

» Le recours est suspensif. Toutefois, en cas de péril grave pour les créanciers, l'Office peut déclarer sa décision exécutoire nonobstant recours.

» § 5. Les décisions de l'Office visées au présent article, les recours introduits auprès du Ministre des Finances et les décisions du Ministre prises sur recours sont notifiés par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. »

Art. 16. — Dans l'article 19 des mêmes dispositions coordonnées, les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « de l'Office central de la Petite Epargne ».

Art. 17. — L'article 20 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. L'autorisation de fonctionner est retirée par arrêté royal sur l'avis de l'Office s'il est établi que l'entreprise ne fonctionne plus en conformité de ses statuts ou des présentes dispositions coordonnées et des règlements d'exécution qu'elles prévoient, que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garanties suffisantes pour la bonne fin de ses engagements, ou que son organisation administrative ou comptable ou son contrôle interne présente des lacunes graves. »

Art. 18. — Dans l'article 25 des mêmes dispositions coordonnées, les alinéas 2 et 3 sont joints pour former l'alinéa 2.

Art. 19. — Dans l'article 28 des mêmes dispositions coordonnées, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois, les caisses d'épargne privées ne peuvent utiliser le terme « caisse d'épargne » que dans leur dénomination sociale, dans une expression ou un contexte comprenant celle-ci; dans tous les autres cas, l'expression complète « caisse d'épargne privée » doit être employée. »

Art. 20. — L'article 30 des mêmes dispositions coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office central de la Petite Epargne peut accorder aux entreprises qui ont été autorisées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et dont le capital est inférieur au montant fixé par l'article 8, §§ 1^{er} et 2 des dispositions coordonnées, les délais nécessaires pour le porter à ce montant; ces délais ne peuvent excéder cinq ans. »

Art. 21. — A l'article 32 des mêmes dispositions coordonnées sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sont punis des peines prévues à l'article 31, les administrateurs, directeurs, gérants ou préposés des entreprises soumises aux présentes dispositions coordonnées qui, dans les livrets, contrats, prospectus, circulaires, affiches, enseignes ou écrits destinés au public, ont fait allusion au contrôle de l'Office central de la Petite Epargne. »

2^o l'alinéa 2 est complété comme suit :

« 3^o les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoirs, qui, avant l'expiration du délai de huit jours, passent outre au veto du reviseur prévu par l'article 23, alinéa 2, de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 rendu applicable par l'article 16 *bis*, alinéa 5, des présentes dispositions coordonnées;

« 4^o les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoirs qui accomplissent des actes ou des opérations sans l'autorisation du commissaire spécial prévue à l'article 17*bis*, § 2, ou à l'encontre d'une décision de suspension prise conformément à l'article 17*bis*, § 1^{er}, 2^o. »

Art. 22. — Dans l'alinéa 3 de l'article 34 des mêmes dispositions coordonnées, les mots « des articles 10, 11, 12, 13, 15 et 17 ou au règlement pris en exécution de l'article 16 » sont remplacés par les mots « des articles 10, 12, 15, 17 et 25 ou aux règlements pris en exécution des articles 15, alinéa 4, et 16. »

Section II. — Dispositions relatives à l'Office central de la Petite Epargne et à l'Institut de Réescompte et de Garantie

Art. 23. — A la date qui sera fixée par arrêté royal, l'Office central de la Petite Epargne sera dissous et ses attributions en tant qu'elles découlent des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, seront transférées de plein droit à la Commission bancaire instituée par l'article 35 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

A partir de cette même date, les mots « l'Office central de la Petite Epargne » ou « l'Office » seront remplacés par les mots « la Commission bancaire » dans le texte des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées coordonnées le 23 juin 1967 et modifiées par la présente loi.

Art. 24. — L'Office central de la Petite Epargne subsiste pour les besoins de sa liquidation.

Cette liquidation est assurée par le directeur de l'Office qui fait rapport à ce sujet au Conseil d'Administration de l'Office, lequel prononcera la clôture de sa liquidation.

L'actif net subsistant après la liquidation est attribué au Fonds monétaire institué par la loi du 12 juin 1930.

Art. 25. — A partir de la date de la dissolution de l'Office central de la Petite Epargne, dans l'article 19, 7^o, littéra *b*, du Code des impôts sur les revenus, modifié par la loi du 23 avril 1970, les mots « l'Office central de la Petite Epargne » et « l'Office précité » seront remplacés par les mots « la Commission bancaire » et « la Commission précitée ».

Art. 26. — A partir de la date de la dissolution de l'Office central de la Petite Epargne, dans les articles 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne, modifiée par la loi du 16 mars 1964, les mots « l'Office Central de la Petite Epargne » sont remplacés par les mots « la Commission bancaire ».

Art. 27. — A partir de la date de la dissolution de l'Office central de la Petite Epargne, dans l'article 1^{er}, § 2, 2^o, et § 3, 2^o, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, les mots « l'Office central de la Petite Epargne » sont remplacés par les mots « la Commission bancaire ».

Art. 28. — Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal n^o 175 du 13 juin 1935 créant un Institut de Réescampte et de Garantie, modifié par l'arrêté royal n^o 67 du 30 novembre 1939, les mots « aux banques et » sont remplacés par les mots « aux banques, aux caisses d'épargne privées et ».

Art. 29. — Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa 2 nouveau est introduit, libellé comme suit : « Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, majorer le capital de l'Institut jusqu'à concurrence de 5 milliards de francs ainsi que le nombre de parts représentatives du capital; »

2^o à l'alinéa 3 actuel, la première phrase est complétée par les mots « et les caisses d'épargne privées »;

3^o l'alinéa 4 actuel est abrogé.

Art. 30. — A l'article 14 du même arrêté, les mots « de quatre pour-cent au plus sur le montant versé » sont remplacés par les mots « récupérable dont le montant, arrêté par l'assemblée générale, ne peut dépasser le montant fixé par arrêté royal ».

Section III. — Dispositions diverses et transitoires

Art. 31. — Dans l'article 64 *bis*, § 2, alinéa 2, inséré par la loi du 1^{er} décembre 1953 dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les mots « et par l'alinéa 2, 3^o » sont insérés entre les mots « par l'alinéa 1^{er} » et les mots « de l'article 1^{er} ».

Art. 32. — La loi du 7 décembre 1934 instituant un Office central de la Petite Epargne, modifiée par la loi du 29 juin 1937, par l'arrêté-loi du 11 mai 1946 et par l'arrêté royal n^o 11 du 18 avril 1967, est abrogée à la date fixée par l'arrêté royal prévu à l'article 23, sans préjudice à l'application de l'article 24.

Art. 33. — L'article 16 *bis*, alinéa 7, inséré par l'article 13 de la présente loi dans les dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, s'applique, nonobstant toute disposition contraire des statuts, aux caisses d'épargne privées autorisées lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 34. — Dans les caisses d'épargne privées autorisées antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, les premiers reviseurs pourront être nommés provisoirement par le conseil d'administration sous réserve de nomination définitive par la première assemblée générale et ce, nonobstant toute disposition statutaire ou décision d'assemblée limitant le nombre de commissaires.

Par dérogation à l'article 16 *bis*, alinéa 2, inséré par l'article 13 de la présente loi dans les dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, les commissaires qui n'ont pas la qualité de reviseurs agréés, peuvent rester en fonction jusqu'à la première assemblée générale statutaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 35. — L'Office central de la Petite Epargne exerce, jusqu'à la dissolution et en ce qui concerne les caisses d'épargne privées, les attributions de la Commission bancaire découlant :

1° des articles 20, § 2, 23, alinéa 2, et 38 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 pour l'application de l'article 16 *bis*, alinéa 5, des dispositions coordonnées sur les caisses d'épargne privées;

2° de l'article 70, alinéas 1 et 2 de la présente loi.

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs

Art. 36. — L'article 5 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, modifié par la loi du 14 mars 1962, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Les banques sont constituées sous la forme de société commerciale. »

Art. 37. — Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « des articles 1^{er} à 4, 7, 10 à 12, 15, 17, 20, §§ 2 et 3, 21 à 25, 47, 48, alinéa premier, et 56 » sont remplacés par les mots « des articles 1^{er} à 4, 7, 10 à 12, 15, 17, 19, 20, § 4, et 21 à 25 ».

Art. 38. — L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Le capital des banques constituées sous la forme de société anonyme, de société en commandite par actions ou de société de personnes à responsabilité limitée et le fonds social statutaire minimum des banques constituées sous la forme de société coopérative doivent être entièrement libérés. Leur montant doit être de 50 millions de francs au moins. »

Art. 39. — L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le capital propre des banques constituées sous la forme de société en nom collectif ou de société en commandite simple doit être entièrement versé. Son montant doit être de 50 millions de francs au moins. La Commission bancaire a compétence pour apprécier les éléments constitutifs du capital propre. »

Art. 40. — A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 10 millions » sont remplacés par les mots « 50 millions »;

2° les mots « qui sera adopté pour le calcul des proportions visées au littéra *b* de l'article 11 » sont supprimés.

Art. 41. — L'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et par l'arrêté royal n° 43 du 9 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Sans préjudice des dispositions légales relatives aux mesures réglementaires applicables aux banques et motivées par des raisons monétaires, la Commission bancaire peut, en vue du contrôle de leur solvabilité et de leur liquidité, par règlement pris sur avis de la Banque Nationale de Belgique et soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, fixer, pour toutes les banques ou par catégories de banques, les proportions qui doivent être respectées :

» *a)* entre, d'une part, certains de leurs actifs et droits de recours et, d'autre part, l'ensemble ou certains de leurs passifs et engagements;

» *b)* entre, d'une part, leurs fonds propres et, d'autre part, l'ensemble ou certains de leurs passifs et engagements ou de leurs actifs et droits de recours;

» *c)* entre, d'une part, leurs fonds propres et, d'autre part, le montant de leurs actifs et droits de recours sur une entreprise déterminée ou sur un groupe d'entreprises affiliées constituant en fait un risque unique;

» *d)* entre les avoirs en devises au comptant et à terme, d'une part, les engagements en devises au comptant et à terme, d'autre part, éventuellement par devise et selon leurs échéances respectives, ou entre certains de ces avoirs et engagements.

» Les règlements visés à l'alinéa 1^{er} peuvent aussi établir des limites pour certains des éléments visés aux littéras *a* à *d*.

» Les éléments visés aux littéras *a* à *d* de l'alinéa 1^{er}, peuvent être saisis dans leur montant total, dans leurs variations par rapport à une période de référence ou selon les deux critères à la fois.

» Les proportions et limites prévues aux alinéas précédents peuvent également être imposées sur base d'une situation consolidée de la banque et de ses filiales et sous-filiales.

» Les règlements visés au présent article sont pris après consultation des banques, représentées par leur association professionnelle.

» La Commission bancaire peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations aux dispositions des règlements pris par application du présent article. »

Art. 42. — A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 43 du 9 octobre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les banques communiquent à la Banque Nationale de Belgique et à la Commission bancaire, annuellement, un bilan et un compte de profits et pertes détaillés, et, mensuellement, un état de leur situation active et passive. Ces documents sont présentés conformément aux règles fixées par la Commission bancaire. La Commission bancaire peut également prescrire la transmission d'autres informations chiffrées relatives aux opérations des banques.

» Les banques publient aux annexes du *Moniteur belge* un bilan et un compte de profits et pertes dressés selon les règles établies par arrêté royal pris sur avis conforme de la Commission bancaire et après consultation des banques représentées par leur organisation professionnelle.

» Pour les banques visées à l'article 10 et sans préjudice de l'application de l'article 198 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les documents visés aux alinéas 1^{er} et 2 concernent l'ensemble de leurs sièges d'opérations en Belgique.

» La Commission bancaire peut, pour certaines catégories de banques ou dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations à l'obligation de publication prévue à l'alinéa 2 ou aux arrêtés et règlements prévus aux alinéas 1^{er} et 2. »;

2^o l'alinéa 5 est complété comme suit :

« ..., leurs créances et droits de recours sur des intermédiaires financiers ainsi que les montants à recevoir ou à livrer du chef d'opérations à terme sur devises. »;

3^o l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« Les renseignements recueillis suivant la procédure indiquée aux deux alinéas précédents ainsi que ceux de même nature que la Banque Nationale de Belgique tient, aux mêmes fins, d'autres intermédiaires financiers et de centrales de risques, et ceux qui proviennent de son activité propre, peuvent être communiqués par la Banque Nationale de Belgique, en tout ou partie et aux conditions qu'elle détermine, aux banques et aux autres intermédiaires financiers susvisés ainsi qu'à des centrales de risques étrangères. La Commission bancaire a, pour l'exercice de son activité propre, accès à l'ensemble de ces renseignements; elle peut les communiquer, en tout ou en partie, aux conditions qu'elle détermine, à des autorités étrangères de contrôle des banques et d'autres intermédiaires financiers. »

Art. 43. — A l'article 14 du même arrêté, modifié par la loi du 3 mai 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1. dans l'alinéa 1^{er}, les mots « autres que des banques » sont supprimés;

2. l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« L'interdiction prononcée par l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas :

» 1^o aux parts d'associés et aux participations dans les institutions de crédit créées par ou en vertu d'une loi particulière, dans des banques et dans des caisses d'épargne;

» 2^o aux parts d'associés, autres que celles visées au 1^o, lorsque, par poste, leur valeur et le pouvoir de vote qui y est attaché n'excèdent pas les quotités fixées par arrêté royal pris sur avis de la Commission bancaire; »

3. l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« La Commission bancaire peut, par règlement soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques, et dans le but d'apprécier et de limiter les risques encourus par les banques, prescrire à l'égard de toutes les banques inscrites :

» 1^o la communication de renseignements au sujet de la composition de leur portefeuille de parts d'associés et de participations qu'elles détiennent et des mouvements de ce portefeuille;

» 2^o la nature des renseignements dont elles doivent disposer au sujet de la situation et des opérations des sociétés pour qu'elles puissent prendre ou détenir une participation directe ou indirecte dans celles-ci;

» 3^o des limites relatives aux engagements et aux risques assumés par elles du fait des relations d'affiliation qui les lient à leurs filiales et sous-filiales ou à d'autres entreprises.

» Les arrêtés et règlements visés au présent article sont pris après consultation des banques, représentées par leur organisation professionnelle »;

4. l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante :

« La Commission bancaire peut, dans des cas spéciaux, autoriser des dérogations à l'alinéa 1^{er} et aux arrêtés et règlements pris en exécution du présent article. »

Art. 44. — A l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 2 est abrogé;

2^o le § 3 devient le § 2.

Art. 45. — L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Les banques sont soumises au contrôle de la Commission bancaire.

» La Commission bancaire peut se faire communiquer toutes informations relatives à l'organisation, au fonctionnement, à la situation et aux opérations des banques.

» Elle peut procéder à des enquêtes et expertises, et prendre connaissance, sans déplacement, de tout document de la banque ou en possession de celle-ci

» 1^o en vue de vérifier le respect des dispositions légales et réglementaires et l'exactitude et la sincérité des états et renseignements qui lui sont transmis par la banque;

» 2^o lorsque des indices la porte à croire

» a) que des irrégularités ont été commises ou qu'il existe des lacunes graves dans l'organisation ou le fonctionnement de la banque;

» b) que la gestion de la banque est imprudente ou dangereuse ou que les crédits qu'elle a consentis ou les opérations qu'elle a conclues sont susceptibles de mettre en péril sa liquidité, sa rentabilité ou sa solvabilité;

» c) que les réviseurs ne remplissent pas fidèlement leur mission.

» Elle peut également charger la Banque Nationale de Belgique de procéder aux enquêtes, vérifications et expertises définies à l'alinéa précédent.

» La Commission ne connaît des relations entre la Banque et un client déterminé que dans la mesure requise pour le contrôle de la banque. »

Art. 46. — L'article 20 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 20. § 1^{er}. Dans les banques constituées sous l'une des formes prévues à l'article 8, les fonctions de commissaire ne peuvent être confiées qu'à des réviseurs agréés.

» Dans les banques constituées sous une des formes prévues à l'article 9, l'assemblée générale des associés nomme un ou plusieurs réviseurs agréés. Ces réviseurs exercent les fonctions de commissaire conformément au § 3 du présent article.

» § 2. La Commission bancaire fixe pour chaque banque de droit belge le nombre de réviseurs.

» Les réviseurs ne peuvent être nommés que moyennant autorisation préalable de la Commission bancaire. Cette autorisation est donnée pour trois ans. Elle ne peut, sauf cas spéciaux, être renouvelée qu'une seule fois. Elle peut être révoquée en tout temps en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs qui incombent aux réviseurs.

» La rémunération des réviseurs est fixe; elle est subordonnée à l'accord de la Commission bancaire. En dehors de cette rémunération ils ne peuvent obtenir de la banque aucun avantage ou rémunération sous quelque forme que ce soit.

» § 3. Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux commissaires et commissaires-réviseurs sont applicables dans la mesure où ces dispositions concernent les commissaires-réviseurs à l'exception des articles 64, alinéa 4, 65, alinéas 6 et 7, et 68 et sauf s'il y est dérogé par le présent arrêté.

» Pour l'application des lois coordonnées sur les sociétés commerciales conformément à l'alinéa premier, l'assemblée générale des associés remplace l'assemblée générale des actionnaires dans les sociétés où la loi n'organise pas celle-ci.

» § 4. Les banques étrangères sont tenues de désigner des réviseurs agréés dont le nombre et les fonctions sont déterminés par la Commission bancaire.

» Les deuxième et troisième alinéas du § 2 du présent article sont applicables aux banques étrangères et aux réviseurs désignés auprès d'elle. »

Art. 47. — L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. La Commission bancaire arrête, sous approbation des Ministres des Finances et des Affaires économiques, le règlement d'agrément et de discipline des réviseurs. »

Art. 48. — L'article 22 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 22. Les réviseurs agréés prêtent devant le Président de la Commission bancaire ou devant le membre délégué par lui le serment prévu à l'article 44 du Code d'Instruction criminelle.

» La Commission bancaire publie la liste des réviseurs agréés. »

Art. 49. — L'article 23, alinéa premier, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Tout réviseur porte immédiatement à la connaissance de la Commission bancaire et de chacun des administrateurs ou gérants de la banque les lacunes graves, les irrégularités et les infractions qu'il aurait constatées. »

Art. 50. — L'article 25 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. § 1^{er}. Lorsque la Commission bancaire constate qu'une banque ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions du présent arrêté et des règlements pris pour son exécution, que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garanties suffisantes pour la bonne fin de ses engagements, ou que son organisation administrative ou comptable ou son contrôle interne présente des lacunes graves, elle fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

» Si, au terme de ce délai, il n'a pas été remédié à la situation, la Commission peut :

» 1^o nommer un commissaire spécial;

» 2^o suspendre la poursuite des activités de la banque ou, si la situation constatée concerne un secteur déterminé d'activités, la poursuite de ces dernières;

» 3^o révoquer l'inscription.

» § 2. En cas de désignation d'un commissaire spécial, l'autorisation écrite, générale ou spéciale, de celui-ci est requise pour tous les actes et décisions de tous les organes de la société et pour ceux des personnes chargées de la gestion; la Commission bancaire peut toutefois limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Le commissaire spécial peut soumettre à la délibération de tous les organes sociaux toutes propositions qu'il juge opportunes.

» La rémunération du commissaire spécial est fixée par la Commission bancaire et supportée par la banque.

» § 3. La décision de suspendre tout ou partie des activités d'une banque ne peut avoir d'effet pour une durée supérieure à un mois. Cette durée peut être prorogée.

» § 4. Les décisions de la Commission bancaire visées au § 1^{er} sont motivées. Elles sortent leurs effets à l'égard de la banque à dater de leur notification à celle-ci.

» Un recours est ouvert à la banque auprès du Ministre des Finances contre les décisions visées au § 1^{er}, 2^o et 3^o.

» Le recours est introduit dans les trois jours ouvrables, suivant la notification. Le Ministre se prononce dans les quinze jours ouvrables. A défaut de décision dans ce délai, le recours est censé accueilli.

» Le recours est suspensif. Toutefois, en cas de péril grave pour les créanciers, la Commission bancaire peut déclarer sa décision exécutoire nonobstant recours.

» § 5. Les décisions de la Commission bancaire visées au présent article, les recours introduits auprès du Ministre des Finances et les décisions du Ministre prises sur recours sont notifiés par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception.

» § 6. Les banques dont l'inscription a été révoquée restent soumises, jusqu'à l'apurement de leurs engagements aux dispositions du présent arrêté à l'exception des dispositions déterminées par la Commission bancaire. »

Art. 51. — A l'article 37 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 2, les mots « et des caisses d'épargne privées autorisées en vertu de l'article 3 des dispositions coordonnées relatives au contrôle des caisses d'épargne privées » sont insérés entre les mots « visée à l'article 2 » et « convoqués et délibérant »;

2^o dans les alinéas 2 et 3, le mot « triple » est remplacé par le mot « double ».

3^o dans l'alinéa 4, les mots « de banque » sont remplacés par les mots « d'une entreprise soumise au contrôle permanent de la Commission ».

Art. 52. — L'alinéa 4 de l'article 38 du même arrêté est abrogé.

Art. 53. — L'article 39 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. La Commission bancaire ne connaît pas des questions d'ordre fiscal.

» Toutefois, l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, 2^o, du § 1^{er} de l'article 25 sont applicables au cas où la Commission bancaire aurait connaissance du fait qu'une banque, une caisse d'épargne privée ou une entreprise régie par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 aurait mis en place un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers. »

Art. 54. — L'article 40 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 40. Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les règlements, et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres de la Commission bancaire, les membres de son personnel et les réviseurs agréés ne peuvent se livrer à aucune divulgation des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

» L'alinéa précédent ne s'applique pas aux communications faites à une autorité étrangère de contrôle de banques ou d'intermédiaires financiers, à l'initiative de la Commission bancaire ou à la demande de cette autorité et relative à une succursale en Belgique ou à une filiale de droit belge d'une banque ou d'un intermédiaire financier qui relève de la compétence de contrôle de cette autorité, ni aux communications faites à une autorité étrangère de contrôle des émissions publiques de titres et valeurs ou de fonds communs de placement pour les besoins des contrôles effectués par cette autorité. »

Art. 55. — A l'article 42 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, le chiffre « 179 » est remplacé par le chiffre « 204 »;

2^o dans le 1^o, les mots « des articles 3 ou 47 » sont remplacés par les mots « de l'article 3 »;

3^o un 2^o bis est introduit libellé comme suit : « Ceux qui accomplissent des actes ou opérations sans l'autorisation du commissaire spécial prévue à l'article 25, § 2, ou à l'encontre d'une décision de suspension prise conformément à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o »;

4^o dans le 3^o, les mots « des articles 20 ou 60, alinéas 2, et 3 », sont remplacés par les mots « de l'article 20 »;

5^o dans le 4^o, les mots « 19, alinéa 2, » sont remplacés par les mots « 20, § 2, alinéa 3 »;

6° dans le 6°, les mots « des articles 19, alinéa 2, 20, § 3 ou 60, alinéa 3 », sont remplacés par les mots « de l'article 20, § 2, alinéa 3 ».

Art. 56. — Dans l'article 44 du même arrêté, modifié par la loi du 3 mai 1967, les mots « article 11, § 1^{er}, et 14, alinéa 6, n'observent pas les taux maxima fixés par application de l'article 11, § 2 » sont remplacés par les mots « articles 11 et 14, alinéa 6 ».

Art. 57. — Dans l'article 45 du même arrêté, les mots « aux articles 25 ou 40 » sont remplacés par les mots « à l'article 40 ».

Art. 58. — Les articles 47 à 60 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE III. — Modifications de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne

Art. 59. — A l'article 2 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, modifié par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « Elle prononce les révocations comme il est dit au § 3 » sont supprimés;

2° le § 3 est abrogé;

3° le § 5 est abrogé.

Art. 60. — A l'article 2bis de la même loi, introduit par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le chiffre « 5 millions » est remplacé par le chiffre « 25 millions »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de l'article 2, § 3, alinéa 1^{er} » sont supprimés.

Art. 61. — L'article 6 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. § 1^{er}. Les entreprises régies par le présent chapitre sont soumises au contrôle de la Commission bancaire.

» La Commission bancaire peut se faire communiquer toutes informations relatives à l'organisation, au fonctionnement, à la situation et aux opérations des entreprises.

» Elle peut procéder à des enquêtes et expertises, et prendre connaissance, sans déplacement, de tout document de l'entreprise ou en possession de celle-ci :

» 1° en vue de vérifier le respect des dispositions légales et réglementaire et l'exactitude et la sincérité des états et renseignements qui lui sont transmis par l'entreprise;

» 2° lorsque des indices la portent à croire :

» a) que des irrégularités ont été commises ou qu'il existe des lacunes graves dans l'organisation ou le fonctionnement de l'entreprise;

» b) que la gestion de l'entreprise est imprudente ou dangereuse ou que les crédits qu'elle a consentis ou les opérations qu'elle a conclues sont susceptibles de mettre en péril sa liquidité, sa rentabilité ou sa solvabilité;

» c) que les réviseurs ne remplissent pas fidèlement leur mission.

» Elle peut également charger la Banque Nationale de Belgique de procéder aux enquêtes, vérifications et expertises définies à l'alinéa précédent.

» La Commission ne connaît des relations entre l'entreprise et un client déterminé que dans la mesure requise pour le contrôle de l'entreprise.

» § 2. Les entreprises sont tenues de désigner un ou plusieurs commissaires.

» Les fonctions de commissaire ne peuvent être confiées qu'à des réviseurs agréés.

» Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales relatives aux commissaires et commissaires-réviseurs sont applicables dans la mesure où ces dispositions concernent les commissaires-réviseurs, à l'exception des articles 64, alinéa 4, 65, alinéas 6 et 7, et 68 et sauf s'il y est dérogé par la présente loi.

» Les articles 20, § 2, 21 à 24, 38, 40, 42, 6^o et 9^o, 45 et 46 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs s'appliquent aux reviseurs agréés pour l'exercice de leurs fonctions auprès des entreprises régies par le présent chapitre.

» Pour l'application de l'alinéa précédent, il y a lieu de lire « entreprises régies par le présent chapitre » au lieu de « banque » ou « banquier » dans les dispositions auxquelles il se réfère.

» Par dérogation à l'article 146, 3^o, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les entreprises constituées sous la forme de société coopérative peuvent n'avoir qu'un commissaire. »

Art. 62. — L'article 7 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n^o 63 du 10 novembre 1967, est abrogé.

Art. 63. — A l'article 8 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n^o 63 du 10 novembre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1^o la disposition suivante est insérée entre les alinéas 5 et 6 :

« La Commission bancaire peut également prescrire la transmission d'autres informations chiffrées relatives aux opérations des entreprises »;

2^o à l'alinéa 7, les mots « visés à l'alinéa 6 » sont remplacés par les mots « visés à l'alinéa 7, ainsi que leurs créances et droits de recours sur des intermédiaires financiers »;

3^o l'alinéa 8 est abrogé.

Art. 64. — L'article 9bis de la même loi, introduit par l'arrêté royal n^o 63 du 10 novembre 1967, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9bis. § 1^{er}. Lorsque la Commission bancaire constate qu'une entreprise régie par le présent chapitre ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son exécution, que sa gestion ou sa situation financière n'offre pas de garanties suffisantes pour la bonne fin de ses engagements, ou que son organisation administrative ou comptable ou son contrôle interne présente des lacunes graves, elle fixe le délai dans lequel il doit être remédié à la situation constatée.

» Si, au terme de ce délai, il n'a pas été remédié à la situation, la Commission peut :

» 1^o nommer un commissaire spécial;

» 2^o suspendre la poursuite des activités de l'entreprise ou, si la situation constatée concerne un secteur déterminé d'activités, la poursuite de ces dernières;

» 3^o révoquer l'inscription;

» § 2. En cas de désignation d'un commissaire spécial, l'autorisation écrite, générale ou spéciale, de celui-ci est requise pour tous les actes et décisions de tous les organes de la société et pour ceux des personnes chargées de la gestion; l'acte de désignation peut toutefois limiter le champ des opérations soumises à autorisation. Le commissaire spécial peut soumettre à la délibération de tous les organes sociaux toutes propositions qu'il juge opportunes.

» La rémunération du commissaire spécial est fixée par la Commission bancaire et supportée par l'entreprise.

» § 3. La décision de suspendre tout ou partie des activités d'une entreprise ne peut avoir d'effet pour une durée supérieure à un mois. Cette durée peut être prorogée.

» § 4. Les décisions de la Commission bancaire visées au § 1^{er} sont motivées. Elles sortent leurs effets à l'égard de l'entreprise à dater de leur notification à celle-ci.

» Un recours est ouvert à l'entreprise auprès du Ministre des Finances contre les décisions visées au § 1^{er}, 2^o et 3^o.

» Le recours est introduit dans les trois jours ouvrables suivant la notification. Le Ministre se prononce dans les quinze jours ouvrables. A défaut de décision dans ce délai, le recours est censé accueilli.

» Le recours est suspensif. Toutefois, en cas de péril grave pour les créancier, la Commission bancaire peut déclarer sa décision exécutoire nonobstant recours.

» § 5. Les décisions de la Commission bancaire visées au présent article, les recours introduits auprès du Ministre des Finances et les décisions du Ministre prises sur recours sont notifiés par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception.

» § 6. Les entreprises dont l'inscription a été révoquée restent soumises, jusqu'à l'apurement de leurs engagements, aux dispositions de la présente loi, à l'exception des dispositions déterminées par la Commission bancaire. »

Art. 65. — A l'article 13 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 63 du 10 novembre 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 2°, les mots « et 6, alinéa 1^{er} » et les mots « 6, alinéas 4 et 5 » sont supprimés;

2° le 3° est remplacé par la disposition suivante : « Les dirigeants, les administrateurs, les gérants, les directeurs et les fondés de pouvoirs qui ne se conforment pas aux prescriptions de l'article 6 »;

3° dans le 5°, les mots « qui, sans l'autorisation écrite du curateur, ont accompli des actes ou effectués des paiements visés à l'article 9bis, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « qui, avant l'expiration du délai de huit jours, passent outre au veto du reviseur prévu par l'article 23, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 rendu applicable par l'article 6, § 2, alinéa 4, de la présente loi ou qui accomplissent des actes ou des opérations sans l'autorisation du commissaire spécial prévue à l'article 9bis, § 2, ou à l'encontre d'une décision de suspension prise conformément à l'article 9bis, § 1, alinéa 2, 2° ».

Art. 66. — Dans les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, inscrites antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, les premiers reviseurs prévus par l'article 6, § 2, de ladite loi pourront être nommés provisoirement par le conseil d'administration sous réserve de nomination définitive par la première assemblée générale et ce, nonobstant toute disposition statutaire ou décision d'assemblée limitant le nombre de commissaires.

Par dérogation à l'article 6, § 2, alinéa 2, inséré par l'article 61 de la présente loi dans la loi du 10 juin 1964, les commissaires qui n'ont pas la qualité de reviseurs agréés, peuvent rester en fonction jusqu'à la première assemblée générale statutaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 67. — La Commission bancaire peut accorder aux entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, qui ont été inscrites antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et dont le capital est inférieur à 25 millions de francs, les délais nécessaires pour le porter à ce montant; ces délais ne peuvent excéder cinq ans.

CHAPITRE IV. — Modifications de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille et leur association à la programmation économique

Art. 68. — A l'article 3 de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille et leur association à la programmation économique sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « ou sur la liste des reviseurs de banque » sont remplacés par les mots « ou sur la liste prévue à l'article 22, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Cet accord peut être révoqué en tout temps, en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs qui incombent aux reviseurs. »

CHAPITRE V. — Dispositions diverses

Art. 69. — Les statuts des banques et des caisses d'épargne privées constituées sous la forme de société anonyme peuvent autoriser le conseil d'administration à déléguer tout ou partie des pouvoirs visés à l'article 54, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales à un comité de direction constitué en son sein, dont il nomme et révoque les membres et dont il détermine la rémunération.

Cette délégation ne peut toutefois porter ni sur la détermination de la politique générale, ni sur les actes réservés au conseil d'administration par les autres dispositions des mêmes lois coordonnées.

Art. 70. — Si les rémunérations ou avantages attachés à tout ou partie de ses dépôts par une banque ou une caisse d'épargne privée s'écartent de manière importante des rémunérations ou avantages normaux, la Commission bancaire peut recommander à celle-ci de réduire ou de supprimer cette disparité.

A défaut pour la banque ou la caisse d'épargne privée de donner suite à cette recommandation dans le délai fixé par la Commission bancaire, celle-ci peut, sur avis de la Banque Nationale de Belgique, lui interdire d'accorder des rémunérations ou avantages qui ne seraient pas conformes à la recommandation.

Sans préjudice à l'article 28 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, les alinéas 1 et 2 sont également applicables aux obligations et bons de caisse émis de manière continue et dont l'émission est soumise au contrôle de la Commission bancaire tel qu'il est réglé par les articles 28 et 29 dudit arrêté.

Art. 71. — Le Roi peut, selon les modalités et aux conditions qu'il détermine, imposer aux personnes physiques et morales qui interviennent habituellement en qualité de mandataire, de courtier ou de commissionnaire dans la conclusion des opérations de banques qu'il détermine, ainsi qu'aux entreprises autres que les banques, les caisses d'épargne privées, les institutions publiques de crédit et les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964, qui consentent habituellement des crédits, l'obligation de se faire enregistrer auprès d'une autorité publique qu'il désigne, fixer les informations à communiquer à celle-ci, les soumettre à des règles de contrôle et leur étendre, en ce qui concerne les crédits ou les opérations réalisés par elles ou à leur intervention, l'application de l'article 11 et de l'article 12, alinéas 6, 7 et 8 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Art. 72. — Afin de vérifier si une opération ou une activité est visée par les lois et règlements à l'application desquels elle est chargée de veiller, la Commission bancaire peut requérir de ceux qui réalisent l'opération ou exercent l'activité en cause toutes informations nécessaires à cet effet.

L'entreprise transmet ces informations dans le délai que la Commission bancaire détermine.

La Commission bancaire peut procéder ou faire procéder dans les livres et documents des intéressés à des vérifications de l'exactitude des informations qui lui ont été communiquées.

Art. 73. — Sans préjudice aux dispositions légales réglant la présentation et la publication de leurs comptes annuels, le Roi fixe les règles selon lesquelles les institutions de crédit créées par ou en vertu d'une loi particulière, les associations de crédit agréées par ces institutions, les banques, les caisses d'épargne privées, les entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 et celles régies par l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967, tiennent leur comptabilité, procèdent aux évaluations d'inventaire, établissent leurs bilan et compte de profits et pertes et les publient aux annexes du *Moniteur belge*. Cet arrêté pourra imposer l'établissement et la publication de comptes consolidés et fixer les règles relatives à ceux-ci.

Le Roi peut attribuer au Ministre des Finances ou à des autorités de contrôle désignées par Lui le pouvoir d'autoriser, dans des cas spéciaux, des dérogations aux dispositions arrêtées en vertu de l'alinéa précédent.

Art. 74. — Sont punis des peines prévues à l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales :

1° les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoirs de banques ou de caisses d'épargne privées qui passent outre à l'interdiction prévue à l'article 70, alinéa 2;

2° ceux qui ne communiquent pas dans le délai prescrit les informations demandées en vertu de l'alinéa premier de l'article 72 ou donnent sciemment des renseignements incomplets ou inexacts ou font obstacle aux vérifications prévues par l'alinéa trois du même article;

3° ceux qui sciemment, par affirmation ou autrement, font croire ou laissent croire que la ou les opérations qu'ils effectuent ou se proposent d'effectuer sont réalisées dans les conditions prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de l'épargne publique alors que ces lois ou règlements ne leur sont pas applicables ou n'ont pas été respectés;

4° ceux qui ne se conforment pas aux arrêtés pris en exécution des articles 71 et 73.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par le présent article;

5° ceux qui, en qualité de commissaire-reviseur, de reviseur ou expert indépendant, ont attesté ou approuvé des comptes, des comptes annuels, des bilans et comptes de profits et pertes ou des comptes consolidés d'entreprises, lorsque les dispositions des arrêtés pris en exécution de l'article 73 n'ont pas été respectées, soit en sachant qu'elles ne l'avaient pas été, soit en n'ayant pas accompli les diligences normales pour s'assurer qu'elles avaient été respectées.

Art. 75. — La Commission bancaire peut accorder aux banques qui sont inscrites lors de l'entrée en vigueur de la présente loi à la liste prévue à l'article 2 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 et dont le capital est inférieur à 50 millions de francs, les délais nécessaires pour le porter à ce montant; ces délais ne peuvent excéder cinq ans.

Art. 76. — Les règles relatives à la publication des bilans et comptes de profits et pertes prévue à l'alinéa 2 de l'article 12 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, modifié par l'article 42 de la présente loi, s'appliquent pour la première fois :

1° en ce qui concerne les banques visées à l'article 9 du même arrêté, au bilan et au compte de profits et pertes arrêtés après l'entrée en vigueur de la présente loi;

2° en ce qui concerne les banques visées à l'article 10 du même arrêté, au bilan et au compte de profits et pertes de l'ensemble de leurs sièges d'opération en Belgique, arrêtés après l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE VI. — Statut de la Caisse d'Epargne et de Retraite

Art. 77. — L'article 4 de la loi du 16 mars 1865, instituant une Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, rétabli par l'arrêté royal n° 44 du 24 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. La Caisse peut exercer, pour son compte ou pour compte de tiers, toutes activités connexes, accessoires ou conservatoires se rattachant à sa mission propre, ainsi que toutes autres activités autorisées par le Ministre des Finances. »

Art. 78. — A l'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, le 5° est remplacé par le texte suivant :

« 5° — les conditions des emprunts visés aux articles 20, alinéa 2, et 33 ci-après; »

2° dans le dernier alinéa, les mots « deuxième alinéa, 1° à 4° » sont remplacés par les mots « deuxième alinéa, 1° à 5° ».

Art. 79. — Dans l'article 11 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967 et par l'arrêté royal n° 44 du 24 octobre 1967, les alinéas 6 et 7 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Il autorise les mainlevées, sauf à déléguer au Directeur général le pouvoir d'accorder, après paiement, mainlevée des inscriptions d'hypothèque, des privilèges agricoles et des gages sur fonds de commerce.

» De même, il peut déléguer au Directeur général ses pouvoirs de gestion courante, ainsi que ceux qu'il détient par suite de la délégation prévue au dernier alinéa de l'article 10. Dans ce dernier cas, les décisions du Directeur général restent soumises à l'approbation du Ministre des Finances.

» Il détermine la nature, l'étendue et les conditions d'exercice des activités prévues à l'article 4. »

Art. 80. — L'article 13, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Directeur général peut déléguer à des directeurs ou autres agents les pouvoirs qu'il détient en vertu de l'alinéa précédent ou par suite des délégations prévues à l'article 11.

» Lorsque la délégation porte sur la signature d'actes de nature à intéresser les tiers et notamment les conservateurs des hypothèques, cette délégation est publiée par extrait au *Moniteur belge*, avec mention des dispositions du présent article. »

Art. 81. — L'article 20, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« La Caisse générale peut de même émettre des bons d'épargne à terme et des obligations. »

Art. 82. — L'article 25 de la même loi, abrogé par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 25. La Caisse générale est autorisée à contracter, en échange de versements uniques ou périodiques, des engagements déterminés, quelle que soit leur durée. »

Art. 83. — L'article 27 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. L'actif de la Caisse est placé soit à vue ou à court terme, soit à moyen ou à long terme. »

Art. 84. — L'article 28 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 68 du 30 novembre 1939, par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967 et par la loi du 9 juin 1972, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Les placements à vue et à court terme comprennent l'encaisse, l'avoir en compte de chèques postaux, les sommes déposées à la Banque Nationale de Belgique et, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, auprès d'autres institutions publiques de crédit, de banques ou de caisses d'épargne privées. Ces placements comprennent également la part de l'actif utilisée d'une des manières suivantes :

- » 1° escompte de lettres de change et billets à ordre;
- » 2° fonds de l'Etat belge ou garantis par celui-ci, à douze mois d'échéance au plus;
- » 3° prêts au jour le jour;
- » 4° ouvertures de crédit à court terme;
- » 5° avances sur les fonds de l'Etat belge ou garantis par celui-ci, sur les fonds des Etats étrangers, des communes ou des provinces, et sur actions ou obligations de sociétés belges;
- » 6° ouvertures de crédit et prêts à tempérament, ouvertures de crédit et prêts personnels à tempérament;
- » 7° tous autres placements à vue et à court terme autorisés par le Ministre des Finances. »

Art. 85. — L'article 29 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 44 du 24 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. La part de l'actif de la Caisse destinée aux placements à moyen et à long terme est rendue productive par les opérations suivantes :

- » 1° acquisition de fonds de l'Etat belge ou autres valeurs garanties par celui-ci;
- » 2° acquisition d'obligations sur les provinces ou les communes belges;
- » 3° acquisition d'obligations de sociétés belges;
- » 4° prêts et ouvertures de crédits hypothécaires;

- » 5° avances et ouvertures de crédit à moyen ou à long terme;
- » 6° avances sur les fonds de l'Etat belge ou garantis par celui-ci, sur les fonds des Etats étrangers, des communes ou des provinces et sur actions ou obligations de sociétés belges;
- » 7° ouvertures de crédit et prêts à tempérament, ouvertures de crédit et prêts personnels à tempérament;
- » 8° tous autres placements à moyen et à long terme autorisés par le Ministre des Finances. »

Art. 86. — Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, les mots « placements définitifs » sont remplacés par les mots « placements à moyen et à long terme ».

Art. 87. — L'article 62 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 62. La partie des disponibilités de la Caisse de Retraite qu'il n'est pas nécessaire de conserver en caisse ou en compte de chèques postaux est déposée à la Banque Nationale de Belgique, et, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, auprès d'autres institutions publiques de crédit, de banques ou de caisses d'épargne privées. »

Art. 88. — L'article 11, § 4, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, abrogé par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967, article 8, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 4. Les dispositions des §§ 1 à 3 du présent article ne sont pas applicables aux organismes de la catégorie C, qui exercent une activité financière.

» Le cadre et le statut du personnel de ces organismes sont fixés par les organes de gestion et approuvés par le Ministre dont ils relèvent et par le Ministre qui a le crédit public dans ses attributions.

» Ces organismes fournissent aux Ministres précités tous renseignements concernant la situation administrative et pécuniaire de leur personnel que l'un de ces Ministres leur demande. »

Disposition finale

Art. 89. — L'arrêté royal prévu à l'article 23 fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 51, 1°.

Loi du 30 juin 1975

modifiant la loi du 16 mars 1919 instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 23 août 1975, p. 10238).

Article unique. — L'article 78 du livre 1^{er}, titre V, du Code de commerce, modifié par l'arrêté royal n° 70 du 30 novembre 1939 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 78. Seuls les agents de change, les agents de change correspondants, les banques, les caisses d'épargne privées, les institutions visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185, du 9 juillet 1935 et la Régie des postes sont habilités à effectuer, aussi bien pour compte propre que comme commissionnaires, courtiers ou mandataires, le commerce des monnaies étrangères sous forme d'espèces ou de dépôt en compte.

» Les agences de voyage agréées par le Ministre des Finances et les sociétés de transports publics sont également habilitées à réaliser le commerce dont question à l'alinéa précédent, mais uniquement pour compte propre; en outre, le Ministre des Finances peut, dans les conditions qu'il détermine, autoriser d'autres personnes physiques ou morales à effectuer le commerce des monnaies étrangères pour compte propre pour autant que ce commerce soit limité à des transactions sur espèces monnayées sous forme de billets ou monnaies métalliques.

» Les banques et les caisses d'épargne privées qui désirent intervenir comme commissionnaires, courtiers ou mandataires dans les opérations visées par cet article, doivent avant de commencer leurs opérations, justifier du dépôt à la Banque Nationale de Belgique pour compte de la Caisse de dépôts et consignations, d'un cautionnement dont le Ministre des Finances détermine périodiquement le montant et les modalités. Ce cautionnement est affecté, par privilège, à la garantie des obligations assumées envers les donneurs d'ordre.

» Chaque opération sur monnaies étrangères doit être consignée dans un bordereau.

» Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice aux dispositions plus restrictives édictées en vertu de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes. »

Arrêté royal du 23 juillet 1975

prorogeant l'agrément de certains organismes financiers en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971 (Moniteur du 23 août 1975, p. 10241).

Article premier. — L'agrément des organismes privés de crédit, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971, accordée jusqu'au 30 juin 1975 en vertu des arrêtés royaux des 18 juillet 1974 et 25 février 1975, est prorogée jusqu'au 30 juin 1976.

Arrêté royal du 28 juillet 1975

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 7 août 1975, p. 9659).

Arrêté royal du 28 juillet 1975

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement. Erratum (Moniteur du 8 août 1975, p. 9707).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 15 avril 1975

portant approbation de la Convention entre le gouvernement de la Belgique et le gouvernement de la Malaisie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Kuala Lumpur le 24 octobre 1973 (Moniteur du 13 août 1975, p. 9805).

Arrêté royal du 9 juillet 1975

organique de la comptabilité patrimoniale de l'Etat (Moniteur du 19 août 1975, p. 10017).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 22 juillet 1975

rendant obligatoire la convention collective de travail conclue le 10 avril 1975 au sein du Conseil national de travail, relative à l'octroi d'un double pécule pour une partie de la quatrième semaine de vacances (Moniteur du 14 août 1975, p. 9895).

Arrêté royal du 22 juillet 1975

rendant obligatoire la convention collective de travail conclue le 22 novembre 1973 au sein du Conseil national du travail, modifiée par celle du 26 mars 1975, relative à la réduction de la durée hebdomadaire du travail (Moniteur du 15 août 1975, p. 9943).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 14 août 1975

relatif au régime des zones franches (Moniteur du 26 août 1975, p. 10284).

Arrêté ministériel du 26 août 1975

modifiant l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 29 août 1975, p. 10503).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juillet-août 1975. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
**

GRIGNARD, B. e.a.

Informatique et organisation. Bibliographie commentée.

Bruxelles, Institut Administration-Université, 1975, 56 p.

de FOUCHIER, J.

Why the Next World Boom won't Boom for Long.

(In : *Euromoney*, London, June 1975, pp. 4-7.)

G.B. 20 A

050. - 347.720.1

331.01

UNITED NATIONS.

Commission on Transnational Corporations. Report on the 1st Session (17-28 March 1975.)

(Economic and Social Council, 59th session, supplement No. 12.)

New York, United Nations, 1975, III+24 p.

The World Economic Slump.

(In : *World Financial Markets*, New York, 17 June 1975, pp. 1-13.)

USA 30 E

305.2 - 330.580.

331.101. - 331.01

HORN, R.V.

Les indicateurs sociaux pour la planification et l'analyse du développement.

(In : *Revue Internationale du Travail*, Genève, n° 6, juin 1975, pp. 529-556.)

BIT. 10

DAVIS, J.S.

The World between the Wars, 1919-39 : an Economist's View.

Baltimore (Maryl.), Johns Hopkins Press, 1975, VIII+436 p.

330.581.

331.20 - 331.224.

VAN BOCXLAER, F.

Het Belgisch Plan 1976-1980. De opties voor het Plan.

(In : *Annalen der Gemeenschapseconomie*, Luik, IV, n° 1-2, januari-juni 1975, blz. 3-67.)

GEN. 1 B

DENYS, L.

Trends in de sociaal-ekonomische toestand van de Belgische arbeiders rond 1886.

(In : *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, Gent, n° 3-4, 1974, blz. 361-425.)

BELG. 135

331.220. - 332.87 - 349.1
368.40

332.630. - 332.690.

BROUWERS, L.

Responsables chrétiens d'entreprises; cinquante ans d'histoire, 1920-1973, 1925-1973.

Bruxelles, Uniapac-Belgique, 1975, 2 vol., XVIII + 521 / XVI + 681 p.

FESTJENS-VAN RAEMDONCK, Chr.

Marché de l'emploi, « laissés pour compte » et chômage.

(In : Revue du Travail, Bruxelles, n° 4-5, avril-mai 1975, pp. 385-399.)

BELG. 153

331.30

332.71

Business Cycle Downturn in Belgium Showing some Signs of Beginning to Level Off.

(In : Report from Brussels - Banque de Bruxelles, Brussels, No. 17, June 1975, pp. 1-2.)

BELG. 34 D

STEENHOUDT, Chr.

La femme au travail.

(In : Fabrimetal, Bruxelles, n° 6, juin 1975, pp. 14-23.)

BELG. 69

331.30

332.87

Récession freinée en Belgique ?

(In : Bulletin Financier - Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 22, 13 juin 1975, pp. 1-3.)

BELG. 34 A

LEISTNER, G.

Der Streik im öffentlichen Dienst Frankreichs, Italiens, Belgiens, Luxemburgs und der Niederlande.

(Annales Universitatis Saraviensis, Schriftenreihe, 80.)

Köln, Carl Heymanns Verlag, 1975, XIV + 201 S.

331.30 - 332.26 - 333.841.
332.221.

332.87

VILA, G.

Conjoncture économique de la Belgique.

(In : Service de Conjoncture de Louvain, numéro spécial analyse, Louvain, juin 1975, pp. 1-16.)

BELG. 87

PONCIN, A. et WOLF, S.

Elections sociales 1975.

(In : Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., Bruxelles, n° 687, 13 juin 1975, 19 p.)

BELG. 28 E

FRANZEN, Chr.

Le lock-out : coup de force ou légitime défense ?
(In : *Fabrimetal, Bruxelles, n° 6, juin 1975, pp. 43-45.*)

BELG. 69

DEQUAE, A.

Causes des troubles économiques actuels et perspectives.

Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, Cahiers des conférences, n° 250, juin 1975, 16 p.

333.103. - 333.101.

333.161.

The Banker's List of Leading Commercial Banks.

(In : *The Banker, London, No. 592, June 1975, pp. 677-723.*)

G.B. 3

BELL, R.

The Role and Operations of the European Investment Bank.

(In : *Euromoney, London, June 1975, pp. 79-81.*)

G.B. 20 A

333.103. - 333.101.

333.164. - 338.341.1

The Top 300 - Listed Geographically and Ranked by Size.

(In : *The Banker, London, No. 592, June 1975, pp. 725-729.*)

G.B. 3

LINTJER, J.

De Wereldbank op nieuwe paden (II).

(In : *Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 3004, 4 juni 1975, blz. 544-547.*)

NED. 10

333.130. - 333.132.

333.423.

CLAROTTI, P.

Retour à la banque mixte ? Perspectives européennes.
Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, Cahiers des Conférences, n° 251, juillet 1975, 26 p.

Les placements en or.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 145, juin 1975, pp. 1-3.*)

BELG. 27 C

SACKMANN, F.

Why the IMF Interim Committee will be Talking about Gold.

(In : *Euromoney*, London, June 1975, pp. 49-53.)

G.B. 20 A

Le fonctionnement des droits de tirage spéciaux.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 24, 13 juin 1975, pp. 1-4+9.)

BELG. 33

333.423. - 333.421.4

333.432.8 - 382.257. - 333.453.

334.152. - 382.242.2

TRIFFIN, R.

The Demonetization of Gold : Pros and Cons.

(In : *Economic Impact*, Washington, No. 10, June 1975, pp. 51-54.)

USA. 19

FOUCOU, Ph.

La prééminence du dollar dans le système monétaire international.

(Thèse de doctorat réalisée dans le cadre de l'Université de Montpellier I.)

Paris, *Société Privée de Gestion Financière*, 1974, IX+200 p.

333.432.7 - 382.257.

333.432.8

MUNDELL, R.A.

World Money and the Optimal Policy Mix.

(In : *First Chicago Report*, Chicago, May 1975, pp. 4-5.)

USA. 10 B

MIDDERNACHT, A.

The SDR and the International Capital Markets.

(In : *Euromoney*, London, July 1975, pp. 4-9.)

G.B. 20 A

333.432.8

333.432.8 - 382.257. - 333.451.0

333.844.

DERECHO, S.D.

The IMF : a Bird's Eye View.

(In : *Euromoney*, London, July 1975, pp. 87-90.)

G.B. 20 A

SCAMMEL, W.M.

International Monetary Policy : Bretton Woods and After.

London, *Macmillan*, 1975, VI+262 p.

333.432.8

333.451.6 - 333.841. - 347.720.1

VON CLEMM, M.

SDR's : Acceptability at Last.

(In : *Euromoney*, London, July 1975, pp. 10-13.)

G.B. 20 A

SHAPIRO, A.C.

Exchange Rate Changes, Inflation, and the Value of the Multinational Corporation.

(In : *The Journal of Finance*, New York, No. 2, May 1975, pp. 485-502.)

USA. 48

333.451.6

333.453. - 334.152. - 382.242.0

ALIBER, R.Z.

Monetary Independence Under Floating Exchange Rates.

(In : *The Journal of Finance*, New York, No. 2, May 1975, pp. 365-376.)

USA. 48

BONAZZA, P.

Les Neuf en quête de pétrodollars.

(In : *Revue du Marché Commun*, Paris, n° 185, mai 1975, pp. 185-189.)

FR. 58

333.451.6

333.453. - 334.152.

CAMU, L.

Why Floating Exchange Rates Aggravate Economic Problems.

(In : *Euromoney*, London, July 1975, pp. 84-85.)

G.B. 20 A

HEWSON, J.

A Qualitative Analysis of Euro-Currency Controls.

(In : *The Journal of Finance*, New York, No. 2, May 1975, pp. 377-400.)

USA. 48

333.451.6

333.453. - 334.152. - 382.242.2

NISSEN, H.-P.

Zur Politik flexibler Wechselkurse in Entwicklungsländern.

(Volkswirtschaftliche Schriften, 229.)

Berlin, Duncker und Humblot, 1975, 184 S.

LITTLE, J.S.

Euro-dollars; the Money-Market Gypsies.

New York, Harper and Row, 1975, XI+301 p.

333.453.

333.481. - 333.432.8 - 382.257.
333.451.6 - 334.152.

MELVILLE, M.

The Arcru : A Progress Report.

(In : *Euromoney*, London, July 1975, pp. 14-17.)

G.B. 20 A

HALM, G.N.

A Guide to International Monetary Reform.

Lexington (Mass.), Heath and Co., 1975, VII+126 p.

333.453. - 334.152.

333.81 - 333.613. - 333.614.
333.453. - 334.152. - 382.242.1

PARK, Y.S.

A New Philosophy for Euromarket Banks.

(In : *Euromoney*, London, June 1975, pp. 8-11.)

G.B. 20 A

La reprise se poursuit sur les marchés internationaux des obligations.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 25, 20 juin 1975, pp. 1-4.)

BELG. 33

333.453. - 334.152. - 382.242.2

333.841.

QUINN, B.S.

The New Euromarkets.

London, Macmillan, 1975, XII+274 p.

Allocution prononcée par M. Gaston Eyskens.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 26 27 juin 1975, pp. 1-3.)

BELG. 33

333.453. - 334.152.

333.841. - 339.311.2

VAN DEN ADEL, M.

As the Sources of Euromarket Funds Change, so do the Borrowers.

(In : *Euromoney*, London, June 1975, pp. 18-27.)

G.B. 20 A

BANQUE DE BRUXELLES.

L'inflation et l'épargne financière en Belgique.

Bruxelles, Banque de Bruxelles, 1975, 27 p.

333.841.

COMBIN, Ph.

The Weapons for Fighting Inflation and how they should be Used.

(In : *Euromoney*, London, July 1975, pp. 62-68.)

G.B. 20 A

333.841.

TEIGEN, R.L.

Interpreting Recent World Inflation.

(In : *The American Economic Review*, Menasha, No. 2, May 1975, pp. 129-132.)

USA. 1

333.841. - 332.26

Inflation et salaires. Réflexions sur quelques idées reçues.

(In : *Bulletin de la Fondation André Renard*, Liège, n° 59, juin 1975, pp. 21-23.)

BELG. 17

333.841 - 331.01

von HAYEK, F.A.

World Inflationary Recession.

(In : *First Chicago Report*, Chicago, May 1975, pp. 1-2.)

USA. 10 B

333.841.

PERRY, G.L.

Understanding World Inflation.

(In : *The American Economic Review*, Menasha, No. 2, May 1975, pp. 120-124.)

USA. 1

333.841. - 333.451.6

WITTEVEEN, H.J.

Inflation and the International Monetary Situation.

(In : *The American Economic Review*, Menasha, No. 2, May 1975, pp. 108-114.)

USA. 1

333.841. - 333.428.

SELDEN, R.T.

Monetary Growth and the Long-Run Rate of Inflation.

(In : *The American Economic Review*, Menasha, No. 2, May 1975, pp. 125-128.)

USA. 1

334.150. - 93 - 08

COUSTE, P.-B. et VISINE, Fr.

Pompidou et l'Europe.

Paris, *Librairies Techniques*, 1974, VII+207 p.

334.150.

334.152.

HARRISON, R.J.

La renégociation anglaise et le référendum du 5 juin.
(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 185, mai 1975, pp. 195-202.*)

FR. 58

LEYGUES, J.-Ch.

Une nouvelle unité de compte.
(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 185, mai 1975, pp. 190-194.*)

FR. 58

334.150.

334.153.

LOEB, N.

Chronologie d'une équivoque : les « Sommets » et l'Europe politique.
(In : *Res Publica, Bruxelles, n° 2, 1975, pp. 253-267.*)

BELG. 131

STRASSER, D.

Exécution des budgets des Communautés européennes (1^{re} partie).
(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 185, mai 1975, pp. 235-242.*)

FR. 58

334.150. - 341.242.

334.154. - 338.727.25

Mesures communautaires de rapprochement des législations (1972-1974).

(In : *Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, supplément n° 3, 1975, 33 p.*)

CEE. 1 A

BRODERS, M.

La crise du marché de la viande bovine, origines et perspectives d'avenir.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 185, mai 1975, pp. 203-220.*)

FR. 58

334.150.

334.157. - 380.3

NOEL, E.

Quelques réflexions sur la préparation, le déroulement et les répercussions de la réunion tenue à Paris par les chefs de gouvernement (9-10 décembre 1974).

(In : *Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 1-2, 1975, pp. 3-13.*)

LAMBOTTE, J.-P.

Le programme communautaire de lutte contre la hausse des prix.

(In : *Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 1-2, 1975, pp. 31-63.*)

STUDIECENTRUM VOOR DE EXPANSIE VAN
ANTWERPEN.

E.E.G.-Vervoerbeleid : balans 1974.

*Antwerpen, Studiecetrum voor de Expansie van Antwerpen,
1975, versch. blz.*

DE WULF, L.

Fiscal Incidence Studies in Developing Countries :
Survey and Critique.*(In : Staff Papers, Washington, No. 1, March 1975,
pp. 61-131.)*

FMI. 4

334.69 - 339.113.

338.012.

ADRIAANSEN, W.L.M.

Directe internationale investeringen en de multinatio-
nale onderneming.*(In : Maandschrift Economie, Tilburg, n° 8, mei 1975,
blz. 369-382.)*

NED. 5

HANSEN, J.-P.

Vers une critériologie générale en matière de politique
énergétique.*(In : Energie, Bruxelles, n° 210, 1^{er} trimestre 1975, pp. -
1-8.)*

BELG. 66

336.204. - 336.201.

338.012. - 338.753.3

CHELLIAH, R.J. e.a.

Tax Ratios and Tax Effort in Developing Countries,
1969-71.*(In : Staff Papers, Washington, No. 1, March 1975,
pp. 187-205.)*

FMI. 4

MOMMEN, E.

Alternative au nucléaire : des propositions pour une
politique socialiste de l'énergie.*(In : Bulletin de la Fondation André Renard, Liège, n° 59,
juin 1975, pp. 13-19.)*

BELG. 17

336.225.

338.012. - 338.731.1

HINNEKENS, L.

La signification pour la Belgique des nouvelles propo-
sitions d'harmonisation de la TVA.*(In : Revue Générale de Fiscalité, Bruxelles, n° 6, juin-
juillet 1975, pp. 179-189.)*

BELG. 158 F/bis

SMITH, D.

The World Energy Situation Now-and the Implication
for Oil Prices.*(In : Euromoney, London, June 1975, pp. 36-41.)*

G.B. 20 A

CENTRE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE PUBLIQUE.

L'impact économique actuel des entreprises publiques dans la Communauté européenne.

Bruxelles, Edit. C.E.E.P., 1975, 199 p.

DAUBIE, C.

Régionalisation et simplification des institutions.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles*, n° 2, 1975, pp. 119-184.)

338.340. - 203.

338.43 - 334.150.

GOSTKOWSKI, Z.

L'évolution des écarts de développements entre pays riches et pays pauvres durant la décennie 1955-1965 : étude méthodologique pilote.

(In : *Revue Internationale des Sciences Sociales, Paris*, n° 1, 1975, pp. 41-55.)

ONU. 6

DEHOUSSE, F.

L'Europe et ses régions. Réflexions en marge d'un Colloque.

(In : *Socialisme, Bruxelles*, n° 129, juin 1975, pp. 203-209.)

BELG. 155 C

338.340. - 382.11

338.43

Vers un nouvel ordre économique international.

(In : *A.E. Revue du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, Bruxelles*, n° 3, 1975, pp. 3-43.)

BELG. 2

DELPÉREE, F.

La région et ses institutions.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles*, n° 2, 1975, pp. 85-98.)

338.341.0 - 339.113. - 337.53

338.43

MEIER, G.M.

Problems of Cooperation for Development.

New York, Oxford University Press, 1974, XII+249 p.

HENRION, R.

Les voies et moyens des politiques régionales.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles*, n° 2, 1975, pp. 99-118.)

338.43 - 334.150.

338.43 - 336.43 - 336.401.
336.453.

LIZIN-VANDERSPEETEN, A.-M.

La politique régionale européenne et la Wallonie.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 129, juin 1975, pp. 219-224.*)

BELG. 155 C

SECRETARIAT D'ETAT AU BUDGET.

Le budget et la régionalisation.

Bruxelles, Services du Premier Ministre et Ministère des Finances, 1975, 57 p.

338.43

338.731.1

MAYSTADT, Ph.

Pour une administration des affaires régionales.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 2, 1975, pp. 233-253.*)

BERCOFF, A. et BRIGNON, D.

La ruée vers l'or noir.

Paris, Belfond, 1975, 214 p.

338.43

338.731.1 - 382.257.

PERIN, Fr.

Régionalisation préparatoire et régionalisation définitive.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 2, 1975, pp. 255-274.*)

THROOP, A.W.

Economic Consequences of the OPEC Cartel.

(In : *Business Review - Federal Reserve Bank of Dallas, Dallas, May 1975, pp. 1-10.*)

USA. 30 D

338.43 - 336.451.

338.731.2 - 338.731.1

QUINTIN, J.-M.

La régionalisation des budgets.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles, n° 2, 1975, pp. 203-232.*)

Les réserves mondiales de pétrole et de gaz.

(In : *The Petroleum Economist, London, No. 6, June 1975, pp. 203-205.*)

G.B. 47

Les investissements des entreprises d'électricité privées.
(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*,
n° 23, 6 juin 1975, pp. 1-5.)
BELG. 33

ROMANIS BRAUN, A.

The Role of Incomes Policy in Industrial Countries
Since World War II.
(In : *Staff Papers, Washington, No. 1, March 1975*,
pp. 1-36.)
FMI. 4

338.754.5

339.312.12 - 347.753.3

ROBERTI, J.-M.

Au Val Saint-Lambert un conflit-test. Pour l'emploi, le
contrôle et le statut public.
(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 129, juin 1975, pp.*
183-201.)
BELG. 155 C

VANKERCKHOVE, J.

La loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeu-
bles d'habitation.
(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 4918, 21 juin*
1975, pp. 409-421.)

339.113. - 382.257.

339.312.3 - 658.40

de LAUBIER, D.

Les investissements des Etats-Unis à l'étranger et le
rôle du dollar dans le système monétaire international.
(In : *Eurépargne, Luxembourg, n° 6, juin 1975, pp. 5-13.*)
LUX. 4

RYBCZYNSKI, T.M.

A Few Comments on Corporate Finance in Major In-
dustrial Countries.
(In : *The Irish Banking Review, Dublin, June 1975*,
pp. 13-18.)
IRL. 2

339.113.

339.325.1

GREGORY, G.

The Future of Japanese Investment in Europe.
(In : *Euromoney, London, June 1975, pp. 64-71.*)
G.B. 20 A

DEFOSSE, A.

Les comportements comparés des consommateurs aux
Pays-Bas et en Belgique.
(In : *Benelux, Bruxelles, n° 2, juin 1975, pp. 11-20.*)
BELG. 18 A

347.720.1

347.720.1

BRYKMAN, G.

Les entreprises multinationales, une composante nouvelle du droit international public.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 129, juin 1975, pp. 245-249.*)

BELG. 155 C

TINBERGEN, J.

Les sociétés multinationales et les pays en voie de développement.

(In : *L'Entreprise et L'Homme, Bruxelles, n° 6, juin-juillet 1975, pp. 265-272.*)

BELG. 39

347.720.1

347.720.1

DUNNING, J.H.

The Future of the Multinational Enterprise.

(In : *Economic Impact, Washington, No. 10, June 1975, pp. 33-38.*)

USA. 19

VERNON, R.

Les conséquences économiques et politiques des entreprises multinationales.

(Tr. de l'américain.)

Paris, Robert Laffont, 1974, 295 p.

347.720.1

347.736.

HEISS, Fr.L.

Zum Problem der Aufteilung von Aufwendungen multinationaler Unternehmen.

(In : *Recht der Internationalen Wirtschaft, Heidelberg, Nr. 6, Juni 1975, S. 332-338.*)

BRASSEUR, E.

Faillites et compétence razione materiae.

(In : *Revue de Droit Social, Bruxelles, n° 4, 1975, pp. 201-207.*)

347.720.1

347.753.6 - 658.2

RAMADIER, P.

La « marche vers l'Est » des multinationales.

(In : *La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1975, pp. 42-48.*)

BELG. 149 D

VANHALEWIJN, C. et BOSLY, H.D.

Le leasing immobilier.

(In : *Revue du Notariat Belge, Bruxelles, juin 1975, pp. 287-316.*)

EMRINGER, E.

La réglementation de la concurrence déloyale au Grand-Duché de Luxembourg.

(In : *Benelux, Bruxelles*, n° 2, juin 1975, pp. 5-10.)

BELG. 18 A

BARRE, R.

L'assurance privée, facteur de stabilité dans une économie en inflation.

(In : *Bulletin des Assurances, Bruxelles*, n° 236, octobre à décembre 1974, pp. 737-750.)

351.2 - 382.50

368.03

BLACKHURST, R.

International Trade and the Environment : A Review of the Literature and a Suggested Approach.

(In : *Monte dei Paschi di Siena - Economic Notes, Siena*, N. 2, Maggio-Agosto 1974, pp. 91-111.)

ITAL. 13 C

LAMBERT, M.

Les placements des assureurs au Grand-Duché.

(In : *Cahiers Economiques - Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg*, n° 1-2, 1975, pp. 23-25.)

LUX. 5

351.2

368.03 - 333.841.

GERARD, A.

Les limites et les moyens juridiques de l'intervention des Communautés européennes en matière de protection de l'environnement.

(In : *Cahiers de Droit Européen, Bruxelles*, n° 1-2, 1975, pp. 14-30.)

MARTIN, M.G.

L'assurance, facteur de stabilité contre l'inflation.

(In : *Bulletin des Assurances, Bruxelles*, n° 236, octobre à décembre 1974, pp. 765-770.)

368.01 - 368.03

368.04 - 334.152.

MUHLEN, E.

Rôle, origines et développement des assurances au Luxembourg.

(In : *Cahiers Economiques - Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg*, n° 1-2, 1975, pp. 3-6.)

LUX. 5

BELLION, R.

L'assurance dans le Marché commun.

(In : *Cahiers Economiques - Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg*, n° 1-2, 1975, pp. 37-41.)

LUX. 5

368.04

382.257. - 333.432.7

SCHMIT, J.

Le contrôle des entreprises d'assurance.

(In : Cahiers Economiques - Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, n° 1-2, 1975, pp. 31-36.)

LUX. 5

CALLOUD, H.

L'évolution récente des problèmes internationaux.

(In : Banque, Paris, n° 341, juin 1975, pp. 563-573.)

FR. 6

368.611.

382.257. - 383.452.7

BORREMANS, J.

Kredietverzekering : een hulpmiddel voor het kredietbeleid. Enkele bedenkingen vanuit de bankpraktijk.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1975, blz. 331-345.)

BELG. 64 B

TRIFFIN, R.

Triffin's View of the World Monetary System.

(In : Euromoney, London, July 1975, pp. 80-83.)

G.B. 20 A

380.27 - 306.111.

382.51

VUCHELEN, J.

Econometrische studien van de Belgische consumptieprijzen : een evaluatie.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1975, blz. 347-362.)

BELG. 64 B

GUILLOT, R.

Les relations économiques belgo-soviétiques.

(In : La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1975, pp. 137-142.)

BELG. 149 D

382.253. - 382.250. - 333.454.1
333.825. - 333.846.7

385.313.

HEWSON, J. and SAKAKIBARA, E.

The Impact of U.S. Controls on Capital Outflows on the U.S. Balance of Payments : An Exploratory Study.

(In : Staff Papers, Washington, No. 1, March 1975, pp. 37-60.)

FMI. 4

VERMERGHT, R.

Balans van twintig jaar havenactiviteit te Antwerpen.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1975, blz. 317-330.)

BELG. 64 B

GONDRAND, F.

L'information dans l'entreprise; pourquoi ? comment ?
Paris, Les Edit. d'Organisation, 1975, 351 p.

DONOLO, Cl.

Maîtriser les pièges de l'informatique.
Paris, Les Edit. d'Organisation, 1975, 188 p.

VAN CAUWENBERGH, A. en VAN ROBAEYS, N.

Strategie in management. Een analyse van het ondernemingsgebeuren.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Antwerpen, n° 3, juni 1975, blz. 275-300.)

BELG. 64 B

Principales mesures de politique économique, financière et sociale, (juin 1974-mai 1975.)

(In : *Ministère des Affaires Economiques - Aperçu de l'Evolution Economique*, Bruxelles, annexe au n° 6, juin 1975, pp. 1-35.)

BELG. 98 C

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Paiement par virement bancaire ou postal (C.C.P. n° 000-0000500-15) à la Banque Nationale de Belgique, 1000 Bruxelles, avec la mention « Bulletin de la B.N.B. », en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise ».
